

Radio-Télévision : l'Histoire entre réalité et fiction

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - Nº 14808

- DIMANCHE 6 - LUNDI 7 SEPTEMBRE 1992

Jivkov, Honecker et les autres

s'expliquer, eux aussi, sur leurs : 45 relations passées avec l'ancien

L'insistance mise par Bonn à exiger de la Russie qu'elle leur livre son ancien allié était avant tout destinée à calmer la grogne de la population d'Allemagne de l'Est, qui ne comprend pas que l'on condamne les exécutants, comme les gardes-frontières du mur de Berlin, et que l'on ménage les heuts menages les hauts responsables.

. 1 W.F A situation n'est guère pius heureuse en Tchécoslova-quis, où un Miroslav Stepan, res-ponsable de la répression brutale ponsable de la répression brutale des manifestations à Prague dans les dernières années du régime, a pu se reconvertir discràtement dans les affaires, alors que de simples citoyens doivent affronter le cauchemar des bavures d'une épuration mai régentée. La question des règlements de commune se tion des règlements de compts a tout autant empoisonné la vie poli tique polonaise, où les dirigeants de Solidarité avaient pourtant réusei à faire admettre à l'opinion. reusei a faire admettre à l'opinion. Fidans un premier temps, qu'un trait soit purement et simplement tiré sur le passé.

Le soif de vengeance de la population n'est pas la même par-tout; le procès de M. Jivicov, par exemple, s'est achevé dans l'indifexemple, s'est achevé dans l'indi-férence quast générale en Buiga-ne. Les difficultés de la transition économique viennent souvent exa-perter les rancœurs, comme on le roit en Allemagne ou en Pologne. Viais il n'y a guère de solution niracle: la dilution des responsa-pilités à de multiples niveaux de la société, les difficultés de l'identifi-cation pénale de délits politiques, ation pénale de délits politiques, à filiation directe parfois, des nouux dirigeants per rapport aux comme en Russie ou en ikraine, ont rendu impossible un rg du communisme.

> Lire page 3 nos informations sur la condamnation de M. Todor Jivkof



Nouvelle crise dans la CEI

La Russie menace d'intervenir au Tadjikistan

La Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et l'Ouzbékistan ont décidé, vendredi 4 septembre, d'aapporter assistance au peuple tadjik frère pour la stabilisation de la situation dans la pays (...) et la protection des frontières méridionales de la CEI». Le texte kazakh semble prévoir l'envoi de troupes à la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan, mals une telle éventualité n'est pas explicitement mentionnée dans la version

MOSCOU

de notre correspondent

La Russie et trois autres pays d'Asie centrale ex-soviétique, le Kazakhstan, le Kirghizstan et 'Ouzbékistan ont décidé de prendre des mesures extraordinaires » pour « stabiliser » la situation au Tadjikistan, et en articulier d'envoyer des troupes la frontière sud de ce pays pour empêcher que « le Tadjikistan ne soit détaché de la Communauté des Etats indépendants », indique

(correspondance)

de toute l'histoire du comté de Los

Angeles, qui englobe la ville et compte

plus de neuf millions d'habitants. On y a

recensé officiellement 263 homicides dont

169 par balles et 24 à l'arme blanche. On

Rien n'y a fait. Même les diverses trêves entre gangs rivaux, dont on a beaucoup

parlé et qui semblent tenir, n'ont pas eu

de conséquences dans le monde froid des

statistiques. Il est vrai qu'elles sont

d'abord médiatiques. Elles sont surtout

l'occasion pour les « représentants » des-

dits gangs de faire leur cinéma à la télévision contre espèces sonnantes et trébu-

chantes. Certains d'entre eux rêvent

ouvertement de faire carrière, dans le

show-business ou ailleurs, en raison de la

a notoriété » que leur ont donnée les

en avait déjà dénombré 254 en juillet...

Le mois d'août a été le ti

une déclaration des présidents des quatre pays concernés rendue publique vendredi 4 septembre par le ministère kazakh des

Cette déclaration signific-t-elle que la Russie et ses plus fidèles partenaires au sein de la CEI sont sur le point d'intervenir militairement au Tadjikistan, où le président Nabiev s'est placé

Août meurtrier à Los Angeles

La «trêve», très médiatique, entre les gangs rivaux

n'a pas empêché une nouvelle progression de la criminalité

meurtrières qu'aient connues les Etats-Unis depuis la seconde guerre mondiale...

Le triste record d'août a révélé que les

venus du Mexique et d'Amérique centrale

étaient les plus violents. Eux aussi ont

annoncé leur intention de mettre un terme

à « l'autodestruction de la communauté ».

Les gangs noirs n'avaient pas hésité à

revoir et corriger, pour sceller leur accord au mois de mai, le texte de l'armistice entre Israël et l'Egypte de 1949. La volonté de « meltre fin aux attaques en

l'air, sur terre et sur mer» était devenue,

dans le texte de l'accord, l'intention de

cesser « les fusillades en voiture et les tirs au hasard », deux des jeux préférés des

L'annonce du cessez-le-feu par Antony Perry et Daude Sherrills et d'autres lea-

ders, parfois masqués, des bandes «PJs» et «Grape Street Crips» avait d'abord

suscité le scepticisme des autorités.

DANS

LA MAISON

LES HISTOIRES

SE DÉFONT

D'UNE DEMEURE FAMILIALE

traduit de l'allemand par

Jean-Louis de Rambures

LES ROMANS

ACTES SUD

Le lancement d'Europol à Strasbourg

Les Douze mettent en place une Europe de la sécurité

L'Europe de la sécurité intérieure continue d'avancer, à pas comptés. Me Elisabeth Guigou, ministre délégué aux affaires auropéennes, M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur, accompagnés de leurs homologues allemands, MM. Schmidtbauer et Seiters, ont annoncé, vendredi 4 septembre à Strasbourg, la constitution d'une équipe de policiers européens chargés de proposer les modalités de la création d'Europol, l'Office européen de police prévu par le traité de Maastricht.

par Erich Inciyan

Symbole de l'Europe des itoyeas, «la liberté de circuler et pas minces puisqu'il s'agira en fait, pour la France, de repousser ses frontières orientales en Allemagne (sur la ligne Oder-Neisse), en Bel-

que les principaux dossiers avan-

La Grande-Bretagne et l'Italie au secours de leurs monnaies

Le faiblesse du dollar et la force du mark obligent les gouvernements à intervenir pour défendre les parités au sein du système monétaire

Détente entre la Syrie et Israël

M. Michel Bon, PDG de Carrefour,

« démissionné »

Les familles actionnaires principales ont repris les

Graves incendies en Haute-Corse

Lire page 8 l'article de BERTRAND LE GENDRE :

«Le mythe de l'incendiaire» La campagne pour le référendum

LE "OUI"

■ M. Juppé tente de rallier au « oui » les militants du RPR

par OLIVIER BIFFAUD

M. Madelin souligne « la belle promesse libérale » de Maastricht

par FRÉDÉRIC BOBIN ■ Un point de vue d'Harlem Désir : « Terrasser les nationalismes »

■ Les Allemands rassurés mais toujours inquiets par HENRI de BRESSON

pages 6, 7 et 20

émentes des 29 et 30 avril dernier, les plus Lire is suite page 5 LOIN DES CAPITALES

La «sécheresse des épouses » à Okuramura (Japon)

HEURES LOCALES

Le sauvetage des caps du Pas de Calais pages 9 à 11

CHRONIQUE DES MARCHES

■ Devises et or. ■ Marché monétaire et obligataire. ■ Matieres premières page 19

RTL - le Monde » Le grand jury RTL-le Monde s organise, dimanche à 18 h 30, un débat contra-

« Grand Jury

dictoire entre Mm Elisabeth Guigou, ministre délégué aux affaires européennes, et M. Philippe de Villiers, député apparenté UDF.

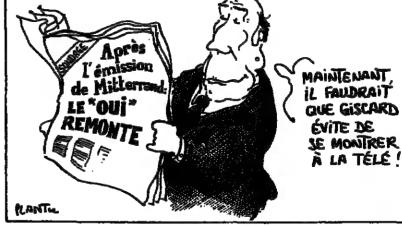
HUBERT PAUL NYSSEN NIZON

RÉGIS NAVARRE

LA FEMME DU BOTANISTE

FASTES ET ILLUMINATIONS LA CHRONIQUE ROMANESQUE DE LA SÉDUCTION DANS UN DERNIER REGARD

> LES ROMANS ACTES SUD



■ M. Major souhaite un «oui» retentissant

CHEZ LES PEINTRES

Riopelle, le roi Lear

Visite chez un artiste amoral

par Philippe Dagen

Le lac Masson incite à la paresse et à la carte postale. Eau noire, rives boisées, contour sinueux, c'est le lac idéal, photogénique et charmant – le parfait paysage canadien. C'est du reste l'opinion des Canadiens eux-mêmes puisque la bonne société de Montréal a bâti là, entre esprins et houleurs, ses chalets résisapins et bouleaux, ses chalets résidentiels et ses auberges faussement rustiques aux murs de bois et aux

Le lac Masson a d'autres mérites. On y patine fort à son aise l'hiver. il est poissonneux, il passe pour abriter un monstre aquatique au plus profond de ses eaux et Jean-Paul Riopelle habite sur sa berge, près du village de Sainte-Margue-rite, dans une maison qui semble, vue de dehors, une vaste grange à

A l'entrée, entre les blocs de granit, un bronze de Riopelle et une grande Demeure d'Etienne Martin dénoncent l'artiste. Ils contrastent curieusement avec les parois de planches noircies et le massacre de renne cloué au-dessus de la porte.

A l'intérieur, même juxtaposition : peintures et dessins de l'artiste alternent avec une collection d'animaux naturalisés. Deux oies blanches empaillées planent au plafond, des papillons exotiques déploient leurs ailes chamarrées et poussiéreuses sur le buffet. Plus spectaculaires, deux têtes de caribou pointent leurs longues ramures au-dessus de l'escalier et. énorme. dans un coin, le mufle d'un orignal, l'élan du Canada, exhibe ses bajones velues et ses comes plates et larges comme des raquettes.

A L'ETRANGER: Algérie, 4.50 DA; Merce, 8 DH; Teniele, 750 m; Alemagne, 2.50 DM; Astriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Ceneda, 2.25 \$ CAN; Antiles/Riumon, 9 F; Côte-d'Noire, 485 F CFA; Denemark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; G.-R., 85 p.; Grèce, 220 DR; Irlande, 3,20 £; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bes, 2,76 FL; Portugel, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 150 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$: USA (others), 2,50 \$.

ADMINISTRATION:

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécopleur: (1) 43-60-30-10
Télex: 261.311 F

Edité par la SARL le Monde Durée de la société ; cent aux il compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F Principant associés de la saciésé:
Société civile

Les Rédacteurs du Monde ».
Association Hubert-Beuve-Méry a
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourne, gérant.



Jacques Lesourne, président Michel Crus, directeur général Philippe Dupuis, directeur 15-17, rate du Colomel Pierre-Avia 75902 PARIS CEDEX 15 TS : (1) 46-62-72-72 Télex MONDPUB 634 128 F Télén: 46-62-93-73. Société filiale le SARL le Membre et de Médius et Répes Europe S

mission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN : 0395-2037 PRINTED IN FRANCE ierseignements sur les microfints 🔊 Index du Monde au (1) 40-65-29-33

Reproduction interdite de tout article anuf accord avec l'administration TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS 1, place Hubert-Berve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tel: (1) 49-60-32-90

| | 100.11 | 13 40 32 | AUTEES |
|---------|--------|---|-------------------------|
| TARIF | FLANCE | SUISSE BELGIQUE LUIDOBA PAYS-BAS | PAIS TO TO CEE |
| 3 paris | 460 F | 572 F | 790 F |
| 6 mais | 200 F | 1127 F | 1 560 F |
| 1 | 1007 | 1000 | 1400 |

ÉTRANCER: par voie aérienne tarif sur demande. pour vous abonner renvoyez ce bailetia accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL 36-15 LEMONDE

code d'accès ABO Changements d'adresse séfinitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indi-quant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT **DURÉE CHOISIE**

3 mais 6 mais I am Nom: Prénom:

Adresse: _ Localité : ___ Pays : _

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire usus le noms propres en capitales d'instrimerie. F. Park 19

Le Monde Estati par la SARL Le Monde

Comité de direction : seques Lescume : gérant tracteur de la publication Branc Frappet directeur de la rédaction literature Guille

Jean-Marie Colombani Robert Solé

Rédacteurs en chef

Deniel Vernet

Whent Beure-Méry (1944-19

DATES

Il y a soixante-dix ans

Le premier gouvernement kurde de Mossoul

Britanniques rappellent un de leurs anciens clients, Cheikh Mahmoud Barzandji (1880-1956), chef d'une famille kurde influente. Ils le nomment hukumdar (gouverneur) du vilayet (district) de Mossoul, riche en pétrole. Il s'empresse, lui, de se proclamer roi du Kurdistan, puis il forme un cabinet de huit membres, émet des timbres postaux et fiscaux, lève des taxes sur le tabac el publie un journal, Roj-i-Kuret publie un journal, Roj-i-Kur-distan (Soleil du Kurdistan).

C'est le premier gouvernement kurde constitué au vingtième siè-cle. Son existence éphémère illustre le drame d'un peuple sans Etat qui compte actuelle-ment près de 25 millions d'âmes réparties entre la Turquie, l'Iran, l'Irak, la Syrie et l'ex-URSS. Depuis le seizième siècle, der-nière époque d'une fugitive gran-deur sans comparaison avec celle, bien lointaine, de Saladin (1138-1193) les Kurdes ont été victimes des ambitions des deux victimes des ambitions des deux empires perse et ottoman, mais aussi de leurs propres divisions; comme le note Stephane Yerasi-mos, a l'adversaire principal d'un Kurde fut le plus souvent le Kurde de la tribu volsine». Depuis le début de notre siècle, ils subissent aussi le jeu des grandes puissances qui défendent cyniquement leurs intérêts.

Deux négociations secrètes, conclues au début de la première guerre mondiale, nous éclairent. En 1915, McMahon, haut-commissaire britannique au Caire, promet au chérif Hussein de La Mecque la création d'un royaume arabe que co dernier réclame en échange de son entrée en guerre au côté des alliés. En mars 1916, l'Anglais sir Mark Sikes et le Français Georges Picot concluent l'accord qui porte leur nom Anticipant qui porte leur nom. Anticipant la défaite de l'empire ottoman, allié de l'Allemagne de Guillaume II, ils se partagent ses dépouilles : à Londres, la Pales-tine et la Basse Mésopotamie; à Paris, la Syrie, le Liban et Mos-

Croissant rouge sur fond vert

En réalité, peu désireux de renoncer à ce vilayet kurde, les Britanniques a'emploieront à le récupérer ayeg une machiavélique ténacité. Le 11 mars 1917, feurs troupes s'adjugent un avan-tage stratégique sur les Français en s'emparant de Bagdad : elles occuperont Mossoul, sans coup férir, sitôt signé par les Tures, le 30 octobre 1918, l'armistice de Mondros Deux mois anrès Moudros. Deux mois après, Cheikh Mahmoud est nommé gouverneur une première fois.

Les Britanniques découvrent bandes armées pour « terroriser » Suleymania, au sud-est de Mossoul, afin de renforcer son auto-rité contestée par d'autres chefs de tribus. En avril 1919, ils décident donc de limiter ses pouvoirs. Cheikh Mahmoud riposte: ses partisans s'emparent du Bureau politique britannique de Suleymania: arrêtent ses occu-pants, saisissent les fonds et remplacent l'Union Jack par le drapeau kurde, croissant rouge sur fond vert. En mai, il pro-clame l'indépendance du Kurdis-tan; des tribus kurdes d'Iran se rallient aussitöt à cet « Etat ». Un détachement britannique dépêché de Kirkouk pour mater la rébellion est mis en déroute! Cheikh Mahmoud est finalement arrêté en juin ; condamné à mort, il sera grâcié puis exilé en Inde.

Les Britanniques qui, en novembre 1917, avaient promis aux dirigeants sionistes la créaaux dirigeants sionistes la creation d'un «Foyer national juif»
en Palestine, n'ont pu tenir les
engagements pris avec le chèrif
Hussein: proclamé roi des
Arnbes à Damas, son fils Fayçai
en avait été chassé par les Français, en 1920. Pour le dédommacer, les Angles concrituent le ger, les Anglais constituent le royaume d'Irak avec les deux vilayets de Bagdad et de Basso-rah et l'installent sur le trône. Parallèlement, ils procèderont à un premier partage de la Pales-tine afin de créer le royaume de Transjordanie, qu'ils attribue-ront à son frère Abdallah.

Le 10 août de cette année 1920, le traité de Sèvres est signé avec la Sublime Porte. Les articles 88 et 93 prévoient un Etat arménien indépendant dans les limites des vilayets de Trébi-zonde, Erzerum, Van et Bitlis. Quant aux articles 62, 63 et 64, ils envisagent l'autonomie pour les Kurdes vivant dans les



Cheikh Mahmoud Barzandji. (Photo El Dorado, Bagdad. Tiré de Kurds, Turks and Arabs, de C. J. Edmonds. Oxford University Press (1967). Bibliothèque de l'Institut kurde de Paris.)

régions « situées à l'est de l'Eu-phraie, au sud de la frontière méridionale de l'Arménie (...) et au nord de la frontière de la Tur-quie avec la Syrie et la Mésopo-tamie». Sont donc exclus les Kurdes de Perse et ceux du vilavet de Mossoul

Or, dans le même temps, Mus-tapha Kemal Atatürk mène une guerre d'indépendance pour limiter le dépeçage de l'empire ottaman et constituer la Turquie moderne. Il continue de revendiquer Mossoul. Pour calmer l'agi-tation des Kurdes qui entendent concrétiser leur souveraineté, les Anglais, non sans arrière-pensées, rappellent donc Cheikh Mahmoud en septembre 1922. Le 24 décembre, le Royaume-Uni, puissance mandataire, com-munique à la Société des nations une déclaration commune rédigée avec l'Irak. Elle reconnaît a le droit des Kurdes vivant à l'intérieur des frontières de l'Iral à établir un gouvernement kurde », et formule l'espoir que « les différents éléments kurdes arriveront, dès que possible, à un arrangement entre eux pour ce qui est de la forme qu'ils désirent que le gouvernement revête et sur les limites où il veut s'étendre ».

Cette manœuvre juridique ne tarde pas à donner les résultats escomptés par les Britanniques. ils n'ignorent pas, en effet, que les vicilles familles kurdes de Kirkouk et de Mossoul ne veulent ni du « roi de Suleymanta » ni du « roi de Bagdad » mais que, rivales entre elles, chacune que, rivaies entre elles, chacune convoite le pouvoir. Promesses discrètes et fonds secrets artisent si bien les tensions que la RAF en prend prétexte pour rétablir l'ordre. Le 3 mars 1923, le roi Mahmoud cherche refuge au Kurdistan d'Iran, où il fonde le journal Bang-è-Heqq (l'Appel au Droit).

Atatürk victorieux obtient, le 20 novembre 1923, la signature du traité de Lausanne qui tire un trait sur les promesses d'Ar-ménie indépendante et de Kurdistan autonome. Ismet Inonu, premier ministre turc, réclame toujours Mossoul parce que « la Turquie est la mère-patrie des Tures el des Kurdes »; Lord Curzon rétorque : « les popula-tions de Mossoul et de l'Irak ont choisi librement de vivre ensem-

Le 16 décembre 1925, conformément au vœu de Londres, la SDN décide le rattachement à l'Irak du vilayet qui devient le Kurdistan irakien. Sept mois plus tard, un accord entre Ankara (qui ne reconnaît pas la SDN), Londres et Bagdad entérine la décision. En 1927, la Turkish Petroleum Company (angio-ailemande) est dissoute. Elle est remplacée par l'Irak Petroleum Company.

Pour avoir renoncé à l'amiable au vilayet de Mossoul, le gouvernement français reçoit, en dédommagement, 23,75 % des actions représentant la part allemande de la TPC; il les attribue à la Compagnie française des pétroles (CFP). Les Kurdes sont désormais divisés entre cinq Etats, mais les Anglais ont judi-cieusement réparti leurs zones d'intérêts pétroliers (et par là-même les risques) entre Mossoni, dans le nord de l'Irak, et Rou-meilah, dans le sud, le Koweît, dont Sir Percy Cox, haut-com-missaire, avait tracé les fron-tières lors de l'accord d'Uquir avec l'Arabie, en décambre 1922, avec l'Arabie, en décembre 1922, les autres émirats du Golfe persique et, enfin, Abadan, fief de l'Iranian Oil.

1930. Dernier épisode de ce premier acte : alors que Londres vient de conclure un traité d'al-liance avec le roi d'Irak, des troubles éclatent, en septembre, à Suleymania et opposent les Kurdes aux forces irakiennes. Cheikh Mahmoud profite des circonstances pour reprendre le pouvoir. Incapable de mater l'insurrection, le gouvernement ira-kien lance un SOS à son allié britannique. La RAF intervient. Mahmoud résiste buit mois avant de se rendre. Il est mis en résidence surveillée à Bagdad.

Le soulèvement de Mustapha Barzani

Deuxième acte. Un autre chef de tribu, Mustapha Barzani (1902-1979) anime, de 1943 à 1945, un vaste soulèvement nationaliste. La RAF le contraint à gagner l'Iran. Depuis le début de la seconde guerre mondiale, les Kurdes iraniens vivent pretiquement libres dans leur no man's land montagneux situé entre les zones occupées au sud par les Anglais, au nord par les Soviétiques.

Barzani et ses partisans parti-cipent, le 22 janvier 1946, à la proclamation de la République kurde à Mahabad. Un gouverne-ment est constitué : le kurde devient langue officielle et tous les fonctionnaires sont désormais autochtones. Le gouvernement se déclare prêt à renouer des relations avec Téhéran à condition que des lois démocratiques soient appliquées dans tout l'Iran et que des élections légis-latives soient organisées librement et « sans la pression de

Le gouvernement du chah accepte mais demande l'autorisa-tion d'envoyer des troupes à Mahabad pour assurer la liberté de la consultation. Le président de la République kurde acquiesce. Inconsidérément ! Le 15 décembre, les forces iraniennes entrent dans la ville; le 17 tous les notables sont arrêtés (la plupart seront exécutés trois mois plus tard) tandis que Bar-zani, pourchassé par les forces d'Ankara, de Bugdad et de Téhéran n'a d'autre solution que de gagner l'URSS, qui avait soutenu le mouvement. La République kurde avait vécu!

Troisième acte. L'accord du li mars 1970. Signé par Barzani (rentré en Irak lors de la procla-

mation de la République, le 14 juillet 1958) et le vice-président Saddam Hussein, ce texte accorde, pour la première fois et légalement, l'autonomie à une fraction importante du peuple kurde. Le 11 mars 1974, Bagdad promulgue unilatéralement la Loi d'autonomie que Barzani refuse d'entériner : il conteste, entre a enterine in conteste, entre autres, la non-intégration de Kirkouk dans la région autonome, le partage des revenus pétroliers, l'arabisation de villages kurdes et le déplacement (déjà!) de leurs habitants vers le

Un nouveau pari sur l'avenir

La guerre reprend donc, mais Barzani est «laché» par l'Iran et la CIA à la suite de l'accord d'Alger conclu, le 6 mars 1975, entre Mohamed-Reza chah et Saddam Hussein. Malade, il s'exile aux Etats-Unis. Le 16 août 1980, l'élection, à l'initiative de Bagdad, d'un Conseil législatif kurde, et la mise en place d'un Conseil exécutif de dix membres, sont condamnés par l'opposition kurde : l'autonomie est plus formelle que réelle. Ello recherche l'aide de Khomeiny et subit, pendant la guerre Irak-Iran, les représailles à l'arme chimique de Bagdad.

Quatrième acte. 15 février 1991, treize jours avant la fin de la guerre du Golfe, George Bush appelle les frakiens, civils et militaires, «à prendre les choses en main pour obliger Saddam Hussein, le dictateur, à céder la place ». Dans leur très grande majorité, les Kurdes (20 % de la population) et les chittes (60 %) se révoltent. Or, une victoire de ces derniers, serait inacceptable pour l'Arabie saoudite, bastion du sunnisme, tout autant qu'un Kurdistan indépendant le serait pour la Turquie, solide pilier de l'OTAN. Les États-Unis font

marche arrière pour ne pas affecter les intérêts stratégiques de deux de leurs plus fidèles

Beauconp ont été choqués par les négociations engagées, des la fin du conflit, entre Massoud Barzani, fils de Mustapha et chef du Parti de mocratique du Kurdistan, son rival Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan, et Saddam Hussein, aur la base de la Loi d'autonomie de 1970. Mais, peu soutenus par la coalition qui venait de libérer le Koweit, les dirigeants kurdes avaient-ils alors réellement un autre choix?

Le droit d'intervention humanitaire reconnu pour la première fois par l'ONU et la protection internationale organisée au nord du 36 parailèle ont apporté une bouffée d'oxygène aux 4 millions de Kurdes trakiens, dont un tiers reveaus depuis – avaient fui dans des conditions effroyables.

Faisant un nouveau pari sur l'avenir, les Kurdes ont élu, le Pavenir, les Kurdes ont étu, le 19 mai 1992, un Parlement de 105 membres (50 PDK, 50 UPK et 5 chrétiens) qui a été installé le 4 juillet. Un gouvernement de 15 membres (« 15 bandits » pour Bagdad) a été formé par Fonad Masoum, premier ministre, et a chois lerbit comme capitale, il lève des impôts nous entrete, il lève des impôts pour entretenir une force de police et l'adminis-tration, mais a conservé monnaie et timbres irakiens."

200

美女13-11 m

200

157.00 -

22

聖の主に

Ci.

200

 $u_{0\pm i}$

30.3

la Rusie menace

L'idéal pour les Kurdes serait que Bagdad accepte l'instaura-tion d'un Etat fédéral démocratique. Leur rêve se réalisera-t-il? Les obstacles demeurent les mêmes : rivalités entre Kurdes, manœuvres du pouvoir central, intérêts des Etats voisins et des grandes puissances. Un nouveau facteur néanmoins : la conscience plus nigué que la communante internationale a des droits de l'homme et des minorités.



Voyage à l'intérieur de l'Eurocratie

Jean de La Guérivière

"Plutôt que de déchiffier les deux-cent-cinquante pages du traité de Maastricht, il serait judicieux de lire Jean de La Guérivière." Michel Johers. Le Monde

"À parcourir autant pour le plaisir de la lecture que pour l'information."

192 pages, 98 F

Le traité de Maastricht

Quelles conséquences pour l'Europe financière? Au sommaire de ce numéro hors-série de

la Revue d'économie financière : Maastricht : la lécture financière du traité.

♣ Le débar · Zone écu, union monétaire, banque centrale curopéenne

Maastricht : la compétitivité française

Avec la participation des meilleux spécialistes, praticions er universitaires, de l'économie financière.

376 pages, 120 F

Frais de port :.....

EN VENTE EN LIBRAIRIE

ou à défaut, au Monde-Éditions

|) the Antoine politicité, (2015 | Paris |
|---|---|
| Nom: | |
| Prénom: | |
| Adresse: | ************************ |
| Code postal: | ang an and Shipp day so so go for y sin |
| Je désire recevoir : | |
| [] Voyage à l'intérieur de l'Eurocratie | . , |
| 98 Fx: exemplaire(s) soit: | F |
| ☐ Le traité de Maastricht - Quelles consé pour l'Europe financière l | |
| 120 F:exemplaire(s) soit : | F |
| | |

A l'ir șci de

lès de

Ca

Ca

ďa

écc

COL

12!

Auj défi rédi

l'or

rép.

les

∢#

ďe

(ca: dér

est

l'ef

de

au :

kurde de Mossol

La motion de censure déposée contre M. Milan Panic par les socialistes et les nationalistes serbes a été rejetée

goslavie (Serbie et Monténégro) a rejeté, dans la nuit du vendredi 4 au samedi 5 septembre. la motion de censure contre le premier ministre yougoslave, M. Milan Panic, déposée lundi par le groupe ultranationaliste de M. Vojslav Seselj et les socialistes du président de Ser-bie, M. Slobodan Milosevic.

de notre correspondente

A l'issue d'un débat interminable où se sont succédé les principaux opposants à M. Panic, la Chambre des citoyens (138 sièges) a réaffirmé, par 66 voix contre 30 et 7 abstentions, son sontien au gouvernement de la «Yougoslavie». Les trente députés d'extrême droite regroupés dans le Parti radical scribe (SRS) de M. Seselj s'en sont tenus à leur position initiale. Ils acquesent M. Panic de atrahir les intérêts du peuple serben en cédant a à toutes les volontés de l'étranger». Orateur impétueux, Vojelav Seselj a montré clairement qu'il s'opposait aux concessions: «Nous ne céderons ni les Krajinas serbes (territoires de Croatie et de Bosnie s'opposait aux concessions: «Nous ne céderons ni les Krajinas serbes (territoires de Croatie et de Bosnie revendiqués et occupés par les Scribes pour y créer un Etat indépendant), ni le Sanajak [enclave musulmane de la socialiste serbe n'y est pas majori-

Serbie], *mi le Kasovo* (province à majorité albanaise du sud de la Serbie), *ni la Voivodine* (province du nord de la Serbie), *même si des flots* de sang doivent couler.).

de sang doivent couler.).

Bien que critiques à l'égard du premier ministre yougoslave, les députés du Parti socialiste serbe (SPS) de M. Milosevic ont accordé leur sonien à M. Panic esous condition». Estimant que e le moment n'était pas venu pour remerser le gouvernement yougoslave», le chef du SPS, M. Bonisav Jovic, ancien président de l'ex-l'ougoslavie lors de son démembrement, a offert une édernière chances à M. Panic. Sous forme d'ultimatun, il a indiqué que les socialistes renonceraient à la motion de censure si M. Panic enceptait et respectait» leurs suggesmotion de censure si M. Panic «accepiait et respectait» leurs suggestions. Le Parti socialiste considére que M. Panic mérite «un avertissement», pour lui rappeler qu'il doit défendre plus fermement «trois questions d'intérêt vital» pour le peuple serbe : l'avenir des Serbes de Croatie, le Kosowo et l'économie du pays.

Alors que M. Panic jouit d'un large soutien dans l'opinion publique et que, grâce à l'appui des députés monténégrins, la responsabilité de

taire, – le premier ministre yougos-lave a finalement cédé aux menaces de M. Jovic en annonçant avant le vote que son gouvernement « tien-drait compte des suggestions non seu-lement des socialistes mais des autres membres du Parlement». En cédant à cet utitmatum, M. Panic a montré qu'il était sur la corde raide et que sa marge de manguyre serait réduite marge de manœuvre serait réduite tant que les socialistes au pouvoir en Serbie auront la majorité des sièges à la Chambre des citoyens (75 sur 138) et pourront faire ainsi obstruction à

> « Dernier espoir »

Les divergences entre M. Panic et es socialistes serbes laissent présager un conflit ouvert entre l'ambitieu premier ministre yougoslave – décidé mettre sur la touche «l'ancienne a mettre sur la toucae et ancienne équipe au pouvoir qui a conduit le pays au désastre» — et l'inflexible président de Serbie, M. Slobodan Milosevic. Dans son discours devant le Parlement, M. Panic n'a laissé aucun doute sur ses intentions : «Nous ne devons pas crier victoire (en dépit des succès remportés à la Conférence de Londres), nous devons, maintenant plus que jamais, nous maintenant plus que jamais, nous employer à éliminer toutes les causes de la crise et de l'application de l'embargo international. Le monde attend

ne cache pas que l'une des conditions à la levée des sanctions contre la Serbie et le Monténègro reste le départ de M. Milosevic, considéré comme principal responsable de la tragédie yougoslave.

Toutefois, le discours de M. Cosic, orésident de la Yougoslavie, qui avait dernièrement soutenn le pre-mier ministre et les interventions mier ministre et les interventions plutôt tempérées des socialistes serbes laissent supposer un accord tacite, pour le moment, avec M. Milosevic. A une forte majorité, les deux Chambres du Parlement fédéral sont finalement convenues que la délégation yongoslave avait réussi à infléchir la position de la communauté internationale à l'ésard communauté internationale à l'égard de la Yougoslavie et que la mise en œuvre des accords de Londres contri-buerait à obtenir la levée des sanc-

La rue s'est également exprimée vendredi. Près d'un millier de Bel-gradois se sont rassemblés sur l'esplanade du Parlement fédéral en dépit du décret interdisant tout moudepit du decret intercusant tout mou-vement de profestation dans la capi-tale. Ils sont venus soutenir Milan Panic, leur «dernier espoir», «le seul à pouvoir les sortir du cauchemar qu'ils sont en train de vivre», «le seul qui puisse leur rendre la paix et la démocratie.»

FLORENCE HARTMANN

L'ONU lance un appel de fonds pour les victimes de la guerre Les Nations unies ont lancé, ven-

dredi 4 septembre, un appel de fonds pour 434 millions de dollars destinés à aider les 2,7 millions de personnes touchées par la guerre civile dans l'ex-Yougoslavie à passer l'hiver. Pré-sentant cet appel à Genève, Mª Sadako Ogata, hant-commissaire des Nations unies pour les réfugies, a souligne la volonte du HCR de poursource en vocale un Metro pour suivre son side à la veille d'un hiver qui s'annonce particulièrement dramatique pour les 1,9 million de personnes déplacées et les quelque 500 000 réfugiés, plus les habitants des villes asségées.

Près de la moitié de ces victim de la guerre sont des enfants, 30 % des femmes et environ 10 % des perles experts de l'ONU. L'UNICEF a, de son côté, fait savoir que ses besoins, dans le cadre de l'appel lancé vendredi, se montaient à 42,5 millions de dollars. - (AFP.)

o Manifestation à Tébéran en faveur des Musulmans de Bosnie. — Quel-ques centaines de milliers de per-sonnes ont participé, vendredi 4 sep-tembre, à Tébéran à une grande manifestation — assertie d'une celmanifestation - assortie d'une col-lecte - organisée par le régime iranien pour soutenir « le peuple musul-man de Bosnie-Herzégovine » et pourfendre eles Serbes meurtriers» et * les Occidentaux » qui les soutienoent. - (AFP.)

L'avion italien qui s'est écrasé en Bosnie aurait été abattu par un tir de roquettes

humanitaire qui s'est écrasé jeudi alors qu'il se rendait à Sarajevo (le Monde du 5 septembre) a été abattu par un tir de roquettes, ont indiqué, vendredi 4 septembre, des témoins aux enquêteurs des Nations unies qui se sont rendus dans la région (contrôlée par les forces crostes et musulmanes) très boisée où se trouve l'épave, à une quarantaine de kilomètres à l'ouest de Sarajevo. Selon ces témoins, des roquettes ont été tirées contre l'avion peu avant que ce dernier s'écrase. Les experts ont, pour leur part, déciaré que l'enquête préliminaire montrait que l'avion s'était désintégré avant de toucher le sol.

En outre, des sources sûres à Zagreb, citées par l'AFP, ont confirmé que l'avion italien avait été abattu. « Il ne s'agit pas d'un acrident», ont déclaré ces sources, soulignant que l'hypothèse d'une panne technique était désormais exclue mais que les circonstances exactes de la destruction de l'avion restaient à éclaireir. « Nous ne pou-vons pas encore dire qui a tiré, ni avec quoi », a-t-on ajouté de mêmes

A Rome, deux membres du gouvernement italien ont également repris l'hypothèse de tirs contre l'appareil. Le ministre du commerce extérieur, M. Claudio Vita-lone, a ainsi indiqué qu'il existait

L'avion italien d'assistance « des éléments qui orientent de manière décisive vers la thèse de l'avion abattu», précisant que « des traces [sur l'appareil] laissent supposer que l'avion a été attaqué». Il a précisé qu'en l'état de ses infor-mations il pourrait s'agir d'impacts causés par un missile. Le ministre a ajouté que, pour le gouvernement italien, la thèse de «l'agression» semblait la plus vraisemblable, la qualifiant de a geste criminel dirigé contre un équipage engagé dans une opération humanitaire et sans but offensif ».

> «L'avion italien a certainement été abattu», a déclaré le ministre des affaires urbaines, M. Carmelo Conte, mentionnant, lui aussi, l'hypothèse d'un missile. Le bimoteur à hélices de type G-222 s'est écrasé alors qu'il effectuait le 1 023 vol humanitaire du pont aérien à destination de la capitale bosniaque. Parti de Splis, il transportait un lot de conventione L'aérona de Santale de convertures. L'aéroport de Sarajevo a, depuis, été fermé.

Le porte-parole du Haut Commissariat de l'ONU aux réfugiés à Zagreb, M. Peter Kessler, a précisé que l'appareil italien avait explosé avant de toucher le sol. « L'énave de l'avion est disséminée sur une zone d'environ 1,5 kilomatre, ce qui indique qu'il y a eu comme une explosion avant l'impact ». a-t-il dit. – (AFP, Reuter.)

Scènes de débâcle autour de Gorazde

Bosnie ont enregistré un auccès notable en desserrant l'étau sarbe autour de Gorazde (50 kilomais sans pouvoir mettre fin au siège imposé depuis trois mois aux 35 000 habitants de la ville. Des journalistes accompagnant un convoi de l'ONU qui acheminait 60 tonnes de vivres et de médicaments à Gorazde ont pu constater que les Serbes avalent dû reculer de plusieurs kilomètres dans les collines qui surpformbent la ville au nord. «Le siège n'a pas Gorazde, M. Kemal Kuljuh, mais nous les [les Serbes] avons repoussés et la pression est mains forte. > La version serbe officielle des événements - qui vaut que les forces serbes se scient volontairement replées en vertu des accords conclus à la

Les forces musulmanes de

aur le terrain. Sur des kilomètres de piste montagneuse, la présence de casques ou d'uniformes abandonnés et de cadavres en putréfaction témoigne d'une déroute nimát que d'un retrait ordonné. Un char serbe T-55 retoumé, des

conférence de Londres - n'est

pas corroborée par la situation

masques à gaz et des caisses d'obus de mortier gisaient sur la chemin d'une importante position serbe à présent occupée par des

Entre les demières positions serbas et la villa s'étend un no man's land de colfines bolsées. jonché de voitures et de camions détruits. Des tireurs postés dans les arbres ouvrent le feu à travers les feuillages en direction des val-

On notait aussi des traces de retraite précipitée, sans doute laissées par des civils serbes vêtements, chaussures, escs. Les habitations qu'ils occupaient sur les pentes dominées par des positions serbes étaient désertes, sans toit et calcinées Des villageois entraient et sortaient hâtivement de maisons abandonnées avac meubles et mateles, d'autres emmenaient des troupeaux à l'écert. Lorsque le convoi a repris la route de Sarajevo, plusieurs foyers serbes avaient été incendiés. Vêtements et autres effets personnels sembleient avoir été lancés par les fenêtres. - (Reuter.)

La Russie menace d'intervenir au Tadjikistan

.7.

C 12. 3

. 1 "g":

L'opposition, qui a pris le contrôle de la capitale, Douchanbé, a expressément demandé à Moscou de ne pas se mêler du conflit. Une autre version de la même déclara-tion, publiée elle à Moscou par la présidence russe, ne mentionne pas l'envoi d'un contingent à la frontière tadjiko-afghane, mais pour le reste elle est rédigée en des termes qui rappellent étrangement une autre époque : après avoir note que a seul le peuple du Tadjikistan est en droit de déterminer l'ayenir de son pays», les présidents ajoutent :
« Il ne doit faire de doute pour permesures nécessaires pour apporter assistance au peuple tadjik frère pour la stabilisation de la situation dans le pays, le renforcement de sa souveraineté et de son intégrité territoriale, et la protection des fron-

Le même jour, les Izvestia, le principal quotidien russe, nt une interview du président Nabiev, qui a fui au début de la semaine le palais présidentiel envahi par les manifestants. L'axpremier secrétaire du parti y affirme sa détermination à rester an pouvoir. Il déclare aussi - contre toute évidence - « contrôler pleinement la situation» et accuse l'opposition de « vouloir couper les liens du Tadjikistan avec la CEI» et instituer un « état islamiste ».

M. Nabiev s'affirme aussi disposé à apparaître devant le Parle-ment et à y « répondre à toutes les questions » - mais, sur le terrain, et en particulier au nord et au sud du pays, ses partisans s'emploient, les députés de se rendre à Dou-

pour vendredi 4 septembre n'a pu se tenir faute de quorum. L'opposition «démocratique» – qui en mai dernier était parvenue à déposséder M. Nabiev d'une bonne partie de ses pouvoirs et à prendre le confrôle de divers ministères espère pourtant toujours obtenir une destitution légale du président, faute de pouvoir arracher sa démis-

Mais cette entreprise pourrait s'averer impossible s'il apparaît que M. Nabiev bénéficie de l'appui ouvert de la Russie, en plus de la protection que lui accordent les sons et postes militaires ex-soviétiques entre lesquels il circule apparemment depuis quelques jours.

Une attitude nouvelle

L'envoi d'un « contingent » sup-plémentaire de forces de la CEI à la frontière tadiiko-afghane pose par ailleurs de nombreuses questions. Cette frontière est certes l'objet d'une très importante contrebande d'armes avec l'Afghacontrebande d'armes avec l'Algan-nistan – et les risques de contagion de la guerre civile afghane ne sont en effet pas négligeables. Mais déjà un décret signé récemment par M. Boris Eltsine plaçait ces gardes-frontières sous la juridiction de la Russie, une décision qui avait été accueillie avec beaucoup de méliance par l'opposition tadjike.

Cette fois, il s'agit apparemment de redonner une couverture « internationale», sinon internationaliste, à cette présence militaire. Ces forces supplémentaires pourraient aussi servir à intervenir dans le sud

du pays, où des attaques de formations pro-communistes, qui soutiennent M. Nabiev, contre des localités tenues par l'opposition ont déjà fait des centaines de morts, et où de très graves incidents se pour-suivent. Selon l'agence Nega, l'une de ces bandes aurait pris en otages ces derniers jours plusieurs dizaines de malades et de médecins de l'hôpital de Kourgan-Tioube, ainsi que cent fidèles en train de prier dans une mosquée.

ennoncées sans autre précision par la Russie le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Kirghizstan pour «stabiliser» la situation et venir en aide au « peuple frère du Tadjikisian » peuvent donc être présentées comme une mission de paix, confirmant le désir manifesté par la Russie d'apaiser les conflits qui pourraient tout aussi bien attiser la guerre civile, en encourageant les nartisans de M. Nabiev, qui semblaient avoir partie perdue, à entreprendre la reconquête du pou-

Les « mesures extraordinaires »

Quelle que soit sa traduction dans les faits, la déclaration signée par les quatre présidents témoigne d'une attitude nouvelle, d'une sorte de droit de regard des membres, ou de certains membres, de la CEI sur la situation intérieure des Etats qui le constituent. La déclaration ne mentionne en tout cas aucun «appel» à l'aide venu du Tadjikistan. Le président du présidium du Parlement de Douchanbé, M. Heider Eskanderov, a d'ailleurs dénoncé l'attitude des «quatre» : «Le peuple tadjik doit résoudre seul ses difficultés (...). «Nous avons des conventions avec les pays voisins, les armées ne peuvent intervenir dans un pays sans que son peuple en fasse la demande expresse.

BULGARIE: condamné à sept ans de prison

M. Jivkov ne reconnaît que «le verdict de l'Histoire»

L'ancien dirigeant communiste bulgare, M. Todor Jivkov, condamné, vendredi 4 septembre, au terme d'un procès de dix-huit mois, à sept ans d'emprisonnement pour détournement de fonds publics et abus de pouvoir, s'est élevé contre cette condamnation en affirmant qu'il ne reconnaissait « que le verdict de l'Histoire».

« Ce verdict est dirigé contre le peuple bulgare, qui doit se sentir compromis, a-t-il déclaré à l'AFP. Une telle accusation ne peut pas être formulée contre un chef d'Etat. J'ai gouverné le pays pendant trois dècennies. Je n'ai pas peur de la prison, je n'ai peur de rien. N'importe quel chef d'Etat au monde pourrait être condamné et emprisonné » sur la base d'une accusasonné » sur la base d'une accusation pareille.

A l'agence Reuter, il a assuré que le procès avait été « fabrique ». Condamné à rembourser les fonds détournés, il a affirmé qu'il en

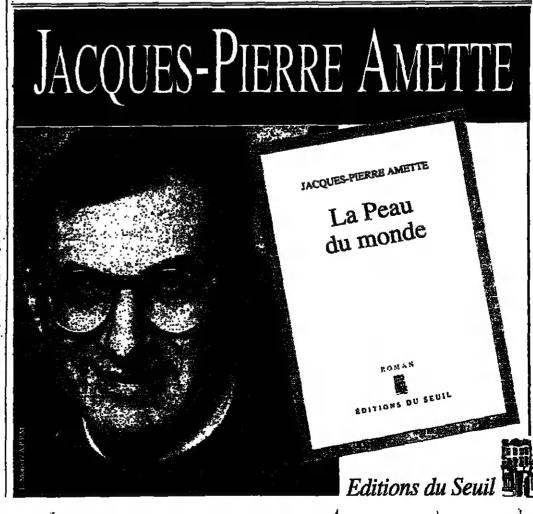
était incapable : « Vous le savez bien, je n'ai pas le moindre lev. »
Jugé en même temps que lui, l'ancien bras droit de M. Jivkov,
M. Milko Balev, a été condamné à deux ans d'emprisonnement pour

M. Jivkov, qui est âgé de quatre-vingt-un ans, a accueilli le verdict de la Cour suprême calmement le procureur avait réclamé dix ans de prison - alora que, quelques minutes plus tôt, il prédi-sait son acquittement devant la presse. Ses avocats ont indiqué qu'ils avaient l'intention de faire appel, et M. Todor Jivkov a d'ail-leurs regagné la villa de sa petite-fille, où il vit depuis deux ans, à l'issue du procès.

L'ancien chef du Parti commu-niste et de l'Etat bulgares, renversé en novembre 1989 par une revolution de palais, est encore sous le coup de deux autres accusations : l'une d'incitation à la discrimina- | Reuter, UPI.)

d'assimilation forcée de la minorité turque dans les années 80), l'autre de transfert illégal de quelque neuf millions de dollars, de 1959 à 1987, sur un compte en banque moscovite destiné à subventionner les partis communistes occidentaux. - (AFP, Reuter, UPI.)

D TCHECOSLOVAQUIE: amélioration de l'état de santé de M. Dubcek. - L'état de santé de M. Alexandre Dubcek, l'ancien leader du « printemps de Prague », victime d'un grave accident de voiture mardi 1 septembre, s'est légèrement amélioré, ont indiqué vendredi ses médecins. M. Dubcek, soixante et onze ans, a repris connaissance, mercredi, après une opération d'une fracture ouverte des vertèbres lombaires. - (AFP.



Harry Harrison Harrison and the second control of the control of t

La révision constitutionnelle a été approuvée à une écrasante majorité

Les Marocains ont approuvé, vendredi 4 septembre, à une écrasante majorité -99,98 % des suffrages exprimés, - la révision constitutionnelle soumise à référendum,

selon les résultats officiels quasi définitifs. Le ministre de l'intérieur s'est félicité de cet excellent » résultat, jugeant que la population avait a fort bien entendu et com-

un habit constitutionnel « que, seuls, portent les pays dévelo comme le soutient Hassan II? Bien vite dit : il faudrait encore plus d'un essayage et beaucoup d'autres coups de ciseaux avant que ce costume soit conforme aux canons de

Non pas que le souverain chérifien ait été mauvais tailleur. Les etouches qui, à son initiative, out été apportées à la Constitution de 1972 vont dans le bon sens, celui d'un meilleur équilibre entre pouoir exécutif et pouvoir législatif ». Mais, cot exercice a, très vite, trouvé ses limites, puisque les pré-rogatives royales demeurent en l'état. Pas davantage demain qu'hier, Hassan II entend régner sans gouverner. S'y résignerait-il, l'Islam, à l'en croire, le lui interdi-

Parler de « monarchie constitutionnelle « est un abus de langage, dans la mesure où Hassan II se retranche constamment derrière son titre d'« Emir des croyants» pour imposer ses vues. Mais il lui importe de se mettre au diapason des pays occidentaux, notamment européens, auxquels il entend lier le sort du Maroc, d'employer pour cela un vocabulaire qui leur est familier, voire d'instiller quelques gouttes de démocratie dans la machinerie royale. N'a-t-il pas récemment pris à témoin son «cher peuple » d'un « évènement » - le référendum - qui, à ses yeuz, est à

pris » l'appel de Hassan II à voter « oui ». mination, le « oui » a recueilli 100 % des M. Driss Basri a souligné que, malgré l'appel au boycottage lancé par les deux princi-surprennent pas, a déclaré M. Mohamad paux partis d'opposition, le taux de participation avait attaint 97.4 %.

C'est ainsi que, dans plusieurs villes du Sahara occidental où l'ONU doit, en principe, organiser un référendum d'autodéter-

même de « nous conférer le passe-

port pour faire notre entrée sur la scène mondiale»?

C'est dire qu'autour de sa

réforme constitutionnelle il cût

souhaité que se rassemblât la classe

politique tout entière. Mal lui en a

pris : les deux principaux partis de

'opposition, l'Istiqual et l'Union

socialiste des forces populaires (USFP), se sont finalement ralliées,

après d'âpres débats, au principe

de la «non-participation». Du

coup, cette « dérobade », qui jette une ombre sur ce plébiscite, fait

dire dans l'entourage royal « qu'une fois encore, ces formations ont raté le train de l'Histoire...»

Les grognards

de la base

vre la cadence royale sans trop

maugréer, les dirigeants de l'oppo-

sition - davantage ceux de l'USFP que ceux de l'Istiqiai - étaient ten-

tés de faire sagement campagne

pour le «oni» même sans avoir

obtenu satisfaction sur les points

essenticis d'une « réforme constitu-

tionnelle en profondeur» qu'ils appelaient de leurs vœux, à savoir

l'élection de tous les députés - et

non pas les deux tiers - au suffrage universel direct, la responsabilité

du gouvernement devant le seul

Parlement et non pas aussi devant

le souverain, la garantie de l'égalité

de l'homme et de la femme. Mais les grognards de la base

Habitués, bon an mal an, à sui-

Elyazghi, membre du bureau politique de l'Union socialiste des forces populaires (USFP). Les chiffres dépassant les 99 % sont courants dans les pays non démocratijennes et syndicalistes - ne l'out pas voulu ainsi, qui ont contraint leurs chefs à choisir un mauvais compromis, c'est-à-dire la solution boîteuse de la « non-participation ».

superficiel le toilettage de la Constitution, mais ils ont refusé de donner crédit au pouvoir de ses Au Maroc plus qu'ailleurs, l'ha-bit ne fait pas le moine. Au royaume des apparences, il y a sou-vent loin du texte au contexte, de la promulgation de la loi à son application. Les plus déterminés des opposants déplorent, entre autres, le maintien en détention de M. Noubir Amaoui, secrétaire général de la Confédération du travail (CDT) et membre du bureau politique de l'USFP, condamné, au mois d'avril dernier, à deux ans de prison ferme pour propos injurieux à l'encontre du gouvernement. Tout comme ils s'inquiètent des frandes qui, selon eux, ont présidé à la mise à jour des listes électo-rales, et des violations répétées de

la liberté de la presse. Pour leur part, les médias publics se sont contentés de couvrir, par le son et par l'image, la scule campagne de ceux qui militaient pour le «oni». S'étant placés en position de «non-participation», les partis d'opposition n'ont donc pas eu droit à la parole. Ce qui a permis aux milieux officiels de répondre assez commodément à ceux qui s'en étonnaient : «Si ces formations avaient organisé des

réunions électorales, nous les astrions évidenment convertes, » tionnelle auxquels vient de se livrer Hassan II n'auront, en réalité, abouti qu'à un référendum sans grande valeur aussi longtemps Non seulement, ils ont jugé trop que le jeu politique continuera de se pratiquer à l'ancienne. Et pour tant, le souverain chérifien n'a-t-il pas reconnu, pour justifier son

souci d'épouser son temps, que « le

peuple marocain est, aujourd'hui,

un peuple majeur qui peut s'assu-

voix, « Les résultats du référendum ne nous

JACQUES DE BARRIN

ti Les journalistes d'Antenne 2 déplorent les conditions de l'entretien accordé par Hassan II à leur chaîne. - La société des journalistes d'Autenne 2 déplore, dans un communiqué, que « l'interview fleure » de Hassan II, diffusée jeudi 3 septembre par la chaîne publique, ait « été décidée, réalisée et programmée en dehors de toutes les procédures habituelles en la matière». Soulignant qu'« aucun reportage dans ce journal ne donnaît la parole à l'opposition politique marocaine ni ne permettait aux téléspectateurs de connaître avec objectivité l'enjeu du référendum di 4 septembre au Maroc », ils refusent d'être associés à « une opération de promotion politique (...) décidée par les plus hautes autorités d'Antenne 2 et imposée à la rédac-

PROCHE-ORIENT

Pause dans les négociations israélo-arabes

Premiers pas d'une détente entre Damas et Jérusalem plateau. Tout en cherchant ainsi à tempérer l'optimisme ambiant, le

négociateur syrien a, néanmoins, évoqué l'éventualité d'une « paix » avec Jérusalem, même si, à ses

avec Jerusalem, meme st, a ses yeux, elle ne doit pas forcement aboutir à une normalisation des relations entre les deux pays. En outre, il a appuyé sur le fait que le document écrit remis à ses vis-à-vis inraétiens ne contient pas le terme de «traité» mais ceini «d'accord», et insisté sur la «globalité» d'un règlement israéto-arabe.

M. Rabin, qui, dans un entretien socorde au quotidien Yediot Aharo-

scoordé au quotidien Yediot Aharonot, s'est dit prêt à rencontrer le
président syrien Hafez El Assad
«n'imporie où et n'imporie quand»,
s'est léticité d'avoir réussi à «surprendre favorablement» Damas et à
« détendre l'atmosphère». Affirmer
qu'il «ne dévoilerait pas le prix que
nous sommes prêts à payer pour
obtenir une paix totale avec la
Syrie», c'est déjà annoncer très ciairement que Jérusalem n'est pas au
bout de ses concessions.

« Une grave

Le chef de la diplomatie israé-lienne s'est employé à mettre les points sur les « i ». « Notre politique

ceux qui pensent que nous pouvons obtenir la paix et conserver tout ce qui est actuellement sous notre

qui est actuellement sous notre contrôle commettent une grave erreur.» B a toutefois rappelé qu'il n'était pes question de céder sur la ville de Jérosalem et a averti les Palestiniens que « toute tentative pour transformer l'autonomie en Indépendance échouerus.

La presse officielle syrienne a beau dénoncer l'a entêtement » et les « manauvres » de Jérusalem et en

conclure « qu'aucun progrès» n'a été réalisé, les Ests-Unis, par la voix de M. Lawrence Eagleburger, secrétaire d'Etat par interim, n'en ont pas moins salué l'attitude de

200

35 30.7

222 "

1 ho

50.3

20 100

14.1

LON SES CAPITAL ES

3:00

Les négociations israélo-arabes se suivent, mais ne se ressemblent pas. Suspendue jusqu'au lundi 14 sep-tembre en raison de plusieurs fêtes religieuses, la sixième série d'entretiens qui, pendant deux semaines, a eu Washington pour cadre n'a, sem-ble-t-il, paru vaine ni à ceux qui y ont participé, ni à ceux qui se sont tenus en arrière de la scène. Il est vrai que la présence, autour du tapis vert, d'une nouvelle équipe de négociateurs isméliens, après l'arrivée au pouvoir des travaillistes, n'est pas étrangère à ce changement de climat.

C'est avec la Syrie — blen davan-tage qu'avec ses autres interlocu-teurs arabes — qu'Israël a réussi à jeter les bases d'un possible dislo-gue. Il est vrai qu'entre Damas et Jérusalem les relations étaient à ce point exécrables que le moindre petit geste de détente prend, très vite, les proportions d'une ouver-ture diplomatique.

« Nous avons eu des discussions sérieuses avec la Syrie et une amé-lioration s'est produite, même s'il n'est par possible de parler de per-cée», a reconnu, vendredi, dans un entretien accordé à la télévision entretien accorde à la tétévision locale, le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin. A ses yeux, ces «progrès» ont été réalisés grâce au changement de la position d'Israël, qui a déclaré les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU applicables «sur tous les fronts», y compris sur le plateau du Golan, conquis per Jérusalem en 1967 et annexé par lui en 1981.

De son côté, le chef de la déléga-tion syrienne, M. Mousfisk Allaf, a indiqué que le document écrit remis à ses interlocuteurs israéliens remis a ses interiocuteurs israetiens « pose comme condition » que « les arrangements de sécurité, en vertu de la résolution 242, doivent être réciproques et ne doivent pas porter atteinte à la souveraineté ou à l'in-tégrité territoriale » d'aucune des parties. Si M. Rabin a récemment laissé entendre que son pays « ne s'accordienale nas à chaque continà. s'accrocherali pas à chaque centimè-tre carré» du Golun, laissant ainsi la porte ouverte à un retrait partiel, M. Aliaf a répété que Damas ne renoncerait « pas à un pouce» de ce

Oamas, jugeant, dans sa position, «un progrès important qui devait être applaudi et encouragé». I M. Shimon Pérès se rendra prochainement en France. - Le ministre israélien des affaires étrangères fera une visite officielle en France du 9 au 11 septembre, a annoncé, role du Quai d'Orsay. M. Shimon Pérès aura notamment des entreporte-parole du gouvernement alletiens avec MML Pierre Bérégovoy, mend. M. Itzhak Rabin se rendra Roland Dumas et Pierre Joxe. II aussi à Berlin, où il aura des entre-

Souvenirs britanniques de la guerre du Golfe

sera reçu à déjeuner par le prési-

dent de la République. - (AFP.)

La chasse aux Scud dans le désert irakien

Le général Sir Peter de la Billière, qui commandait les forces britanniques pendant la guerre du Golfe, raconte dans un livre, Storm Comof the Gulf War, dont des extraits ont até publiés samedi 5 septembre par le Daily Telegraph, comment des commandos d'élite s'étaient introduits derrière les lignes irakiennes et donne des détails inédits sur le rôle du Special Air Ser-

vice (SAS). Des équipes du SAS se sont enfoncées dans le désert avec des Land Royer et des motos, spécialement modifiées pour rechercher les missiles Scud irakiens qui menaçaient l'Arabie saoudite et Israel. Ces patrouilles devaient les localiser, puis prévenir l'aviation, qui avait pour mission de les bombarder.

Mais les avions alliés mettalent souvent jusqu'à cinquante minutes pour arriver sur place, délai parfola suffisant pour que les missiles tractés aient disparu, « En conséquence, les patrouilles ont de plus en plus pris les chosas en main et, plutôt que de voir un Scud s'échapper, ont attaqué avec leurs propres missiles anti-chars Milan », rapporte le général de la Billière. -

O Visite de M. Rabin en Allemagne. - Le premier ministre israélien fera une visite officielle en Allemagne, du 14 au 16 septembre, au cours de laquelle il sera reçu par annoncé vendredi 4 septembre un

LIBAN : la fin des opérations électorales

tiens avec le bourgmestre et la pré-

sidente du Bundestag. - (Reuter.)

Intégristes et notables s'affrontent dans le sud du pays

BEYROUTH

de notre correspondant.

Les élections législatives auront finalement été menées à leur terme. Si les promoteurs du boy-cottage, et ceux qui s'y sont rellies, ont pu croire à un report du scrutin, ils ne se faisaient plus d'illusions à la veille de la troisième et dernière journée électorale, organisée, dimanche 6 septembre, dans le sud du pays. La grève de trois jours qui a eu lieu dans l'ex-réduit chrétien et dans la bande frontalière contrôlée par Israël, n'a été qu'une sorte de baroud d'honneur.

Le sud du pays, où sont inscrits 550 000 électeurs, forme une cir-conscription unique dans laquelle sont en jeu 23 sièges pour 131 candidats en lice, Deux listes s'affrontent : l'une dont le noyau est constitué des deux mouvements chiltes rivaux, Amal et Hezboliah, ayant à sa tête M. Nabih Berri ; l'autre, qui repose sur une alliance de notaes, dont le chef de file est M. Kamel el Assaad.

Le chef de l'armée du Liban sud (ALS), inféodée à Israël, le général Lahd, a annoncé qu'il ne se livrerait à aucune opération militaire. On espère donc, à Beyrouth, que le scrutin pourra se dérouler sans incidents. La sécurité sera assurée par l'armée dans la majeure partie de la région. Mais dans la zone où sont déployées les forces de l'ONU, scule la gendarmerie libanaise sera présente pour éviter des com-plications avec Israel, l'ONU se contentant de lui fournir une side

NIGER: vague de répression dans le Nord

L'armée a interdit à la Croix-Rouge de visiter les prisonniers

tembre, à une délégation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR, Genève) l'autorisation de rendre visite aux personnes détenues à Agadès, une des princi-pales villes du Nord, touchée par la répression déclenchée le 27 août par les forces de sécurité, et où tous les « suspects » interpellés ont été regroupés.

Selon le correspondant de l'Agence nigérienne de presse (ANP) à Agadès, les autorités militaires ont demandé au CICR de commencer par s'enquérir du sort des quelque quarante « otages » détenus par les rebelles du Front de libération de l'Aîr et de l'Aza-wad (FLAA). Une fois ces conditions exposées, les militaires ont assuré que toutes les personnes détenues à Agadès « se portent très

□ AFRIOUE DU SUD : Amnesty International accusée de « désinformation ». - L'Institut sud-africain des relations entre les races (SAIRR), organisme de recherches indépendant et connu pour son impartialité, a accusé, jeudi 3 septembre, plusieurs organisations de défense des droits de l'homme, dont Amnesty International, de faire « de la désinformation » à propos de la violence politique en Afrique du Sud. Le SAIRR estime que ces organisations ont éliminé les informations ne correspondant pas à leurs thèses de départ, ou'elles ont traité comme des faits des informations non vérifiées et qu'elles se sont toujours abstenues d'interroger la partie adverse. -

a DJIBOUTI: 70 % des électeurs suraient participé au référendent. -Selon les estimations du ministère de l'intérieur, rendues publiques dans la soirée du vendredi 4 septembre, le taux de participation au référendum constitutionnel de jeudi se situerait entre 70 % et 75 % des électeurs inscrits. Le déroulement de ce scrutin, boycotté par l'opposition, n'a pas provoque d'incidents. - (AFP.)

a ETHIOPIE : nouveza détournement d'avion. - Les pirates de l'air qui, dans la soirée du vendredi septembre, avaient détourné sur Diibouti un Boeing 727 de la compagnie Ethiopian Airlines, se sont

ception de Niamey, continuent à vivre sous le régime de la loi mar-tiale imposée de facto par la troupe. L'initiative des militaires s été saluée, vendredi, par un collectif de neuf partis politiques, qui ont invité l'armée à poursuivre la « noble mission » entreprise en vue de démanteler la rébellion touarègue, tout en lui demandant de le faire « dans le strict respect de l'état de droit ». Dénoncant « les nombreux assassinats, agressions armées, vois et pillages perpéirés par des individus se réclamant à tort de la communauté touarègue», ce collectif a imputé au « laxisme» des autorités de transition «la transformation progressive de cette situation en pseudo-rébellion » qu'ils qualifient de «terrorisme organisé» visant à la «division ethnique». – (AFP.)

finalement rendus aux autorités djiboutiennes. Ces dernières leur ont donné l'assurance d'obtenir des sauf-conduits pour pouvoir s'exiler. C'est le deuxième détournement d'un appareil d'Ethiopian Airlines en moins de dix jours. - (AFP.)

d MOZAMBIQUE : le général Mabote a été acquitté. - Le général Sebastiao Mabote, ancien chef d'état-major des forces armées et héros de la guerre d'indépendance, a été acquitté, vendredi 4 septem-bre, par la Cour suprême, à Maputo, au terme d'un procès de trois semaines. Selon l'accusation. le général Mabote était l'un des «cerveaux» d'un projet de coup d'Etat, en 1991; les juges ont estimé que ces accusations ne repo saient sur aucune preuve.

a TCHAO: la Ligne des droits de l'homme dénonce le massacre de « plus de cent cinquiste personnes » par l'armée. - Dans un rapport publié jeudi 3 septembre à N'Djamena, la Ligue tchadienne des droits de l'homme (LTDH) a accusé l'armée d'avoir massacré « au bas mot, plus de 150 personnes, dont la plupart sont des civils », lors d'un raid de représailles, perpétré à la mi-août, dans la ville de Doba, au sud du Tchad. A la suite de cette opération, qui a sait officiellement vingt-cinq morts en deux jours, le chef d'état major, le lieutenant-colonei Mahamat Ali Abdallah, avait été limogé. - (Reuter.)

A TRAVERS LE MONDE

ALLEMAGNE ...

Nouvelles violences xénophobes

ont attaqué, dans la nuit du vendradi 4 au samedi 5 septembre, à coups de pierres, un foyer de demandeurs d'asile à Eisenhûttenstedt. Daux tentatives d'incendie au cocktail Molotov ont été également signalées dans des localités d'Allemagne orientale. Dans la partie occidentale de l'Allemagne, la police a fait état d'un incident à Leverkusen, près de Cologne, où plusieurs cocktails Molotov ont été lancés contre des bătiments préfabriqués abritant des étrangers.

Le Parti chrétien-démocrate a réclamé vendredi de sévères sanotions contre les émeutiers, estimant que les agressions xénophobes sont rune honte pour le paysa. La police allemande s'attendait à une nouvelle vague de

Les directions régionales de la police de la plupart des Lander d'Allemagne orientale disaint avoir des l'indications » selon lesque des groupes d'extrémistes s'apprétaient à passer à l'action pendant le week-end. Au sud de Berlin, un rassemblement du mouvement d'extrême droite DVU (Union du pauple allemand), annoncé pour samedi, a été inter-dit par la police. – (AFP, Flauter.)

SÉNÉGAL

Les troubles en Casamance inquiètent les organisations humanitaires

Près de cinq jours après les affrontements meurtriers qui ont opposé militaires et maquisards séparatistes en Casamance (sud du Sénégal), des responsables du Rouge (CICR, Genève) ont fait part de leur vive préoccupation devant la décision des autorités gouvernementales de leur interdire l'accès dans la province. « On nous accuse de vouloir nous ingérer dans une affaire sénégalo-sénégalaise. Qu'on nous permette au moins d'évaluer le nombre de bleasés pour prévoir des médicaments », a commenté, vandredi 4 septembre, une employée du CICR.

Per ailleurs, un dingeant d'une organisation de défense des droits de l'homme a accusé les forces armées de « cacher à l'opinion publique le carriage sans précésur de présumée séparatistes ». Selon ce responsable, qui a requis: l'anonymat, « on ne peut excuse l'utilisation d'armes lourdes fût-ce contre des indépendan-

tistes». Les affrontements du ment, cinquante-deux morts et près de soixante-dix blessés. (Reuter.)

SOMALIE

La troika de la CEE à Mogadiscio

« Nous avons tous été trop ents», a estimé, vendredi 4 septembre, à l'issue d'une visite de la troika de la CEE dans les quartiers dévastés de Mogadisclo, le secrétaire au Foreign office, M. Douglas Hurd. Le chef de la diplomatie britannique a expliqué la réaction tardive de la communauté internation nale face à la tragédie somalienne en évoquent la guerre des clans dont l'ampieur et les conséquences ont été, selon lui, dramaement sous-estimées. « II est plus facile d'intervenir lors d'une catastrophe naturelle », a sobre-ment résumé M. Hurd, dont le pays préside actuellement la Comuté européenne.

Les Etats-Unis, qui contribuent de merière importante aux efforts humanitaires en Somalie, ont annoncé, vendredi, qu'ils verseraient une contribution supplémentaire de 10 millions de dollars au Comité international de la Croix-Rouge (CICR, Genève), ce qui porte à plus de 100 millons de dollars le total de l'aide américaine depuis le début de la crise somefienne, que Washington faix remonter à 1991, date du renversement de l'ex-président Sylad Barre. — (AFP, Reuter.)

Le Monde

MAIN NOTRE SUPPLEMENT

L'ÉCONOMIE

Ca mc Pa ďa écc COF me Fra 12 Auj défi rédi l'on rép: les **€**# ďe (ca: dér est l'af de

A١

qu juc len 2 la tar

Le nombre officiel de «pauvres» a augmenté de plus de 2 % en un an | à Los Angeles

de notre correspondant

Une double série de statistiques est venue nourrir l'inquiétude du camp républicain à quelques semaines du scrutin présidentiel du 3 novembre : la pauvreté augmente, et le niveau de l'emploi reste inquié-

A en croire les statistiques du département du commerce, le nombre d'Américains vivant dans la «pauvreté», telle que la définissent les critères officiels, a crû de plus de 2 % de 1990 à 1991, pour atteindre le chiffre de 35,7 millions (14,2 %). Avec respectivement des taux de pauvreté de 32,7 % et 28,7 %, les communautés noire et hispanique sont plus touchées que la moyenne nationale. Les prévisions pour 1992 projettent les mêmes tendances à l'augmentation de la pauvreté aux Etats-Unis, du fait de la faiblesse de l'activité économique. Ces chiffres sont inférieurs aux taux de pauvreté sont inférieurs aux taux de pauvreté enregistrés lors de la récession de 1981-1982 (15,2 % pour la moyenne nationale) ou au début années 60.

ALAIN FRACHON

 ARGENTINE : un cimetière juif profané à Mar-del-Plata. - Une trentaine de tombes ont été profanées, jeudi 3 septembre, dans le cimetière juif de Mar-del-Plata, à 400 km au sud de Buenos-Aires, a annoncé vendredi la Délégation des associations israélites argentines (DAIA). Des croix gammées ont été peintes sur dix tombes et des pierres tombeles ont été regiversées. - (AFP.)

Le seuil de pauvreté officiel est situé au-dessous d'un revenu annuel de 14 000 dollars pour une famille de quatre personnes (dont deux enfants). Nombre d'économistes critiquent le mode de calcul du revenu concerné, qui ne prend en compte aucune aide publique (alimentaire, médicale ou au logement), pas plus qu'il n'intègre d'éventuelles res-sources non salariales.

Altiches a la «une» de la presse, les chiffres sur l'évolution de la pauvreté ont alimenté l'offensive du candidat démocrate, M. Bill Clinton, contre la politique économique de M. George Bush. Ils n'auront été que légèrement compensés par une autre batterie de statistiques indiquent une petite diminusion de quant une petite diminution du chômage au mois d'août : il est passé de 7,8 à 7,6 % de la population active. C'est un progrès qui est surtout da aux programmes de stages d'été, puisque, dans le même temps, l'industrie et le secteur des services n'ont cessé de continuer à licencier (167 000 emplois suppri-

anti-drogue démis de ses fonctions. gouvernement du président Guil-lermo Endara, M. Rodrigo Arosemena, a été démis de ses fonctions pour corruption et abus d'autorité, a annonce, vendredi 4 septembre, le procureur général Rogelio Cruz. (AFP.)

Août meurtrier

Suite de la première page

La police de Los Angeles craignait qu'après un moment de solidarité célébré par des «barbecue de l'amitié» qui out réuni jusqu'à trois cents membres des bandes, les jeunes, dont le principe vestimentaire est de tout porter à l'envers, jusqu'à la casquette, ne se retournent contre les forces de l'ordre. Le nombre de meurtres liés à la guerre des rues et des quartiers a bel et bien baissé à South Central. Aucun meurtre lié aux gangs noirs n'a été répertorié depuis trois mois à Jordan Downs et Imperial Courts, un des quartiers de Watts où personne n'osait sortir après la tombée de la nuit.

Pour toute la ville de Los Angeles, le LAPD (Los Angeles Police Department) ne recease que huit meautres liés aux gangs noirs depuis l'accord, contre somante-trois l'an dernier au cours de la même période. Les associations comme celle de l'ancien joueur de football Jim Brown ont contribué à répandre l'idée qu'après la flambée des émeutes de Los Angeles la communauté noire, menacée par les Latinos, les Coréens, les Blancs, ne devait plus s'autodétruire. Les plus optimistes espérent que le cessez-lo-feu s'étendra aux gangs de la ville qui, selon la LAPD, seraient un millier environ (y compris les gangs millier environ (y compris les gangs latinos et asiatiques) et compren-draient quelque 150 000 membres.

L'accord entre les bandes inter-vient au moment où les Noirs doi-vent plus que jamais luiter pour leur survie économique : 4 500 entre-prises au total ont été détruites durant les émeuses. Il ne se passe pas de semaine sans que les maçons noirs ou mexicains ne se disputent les chantiers de la reconstruction.

Les Noirs ont dû boycotter l'associa-tion «Reconstruire Los Angeles» qui coordonne les travaux avant d'y être représentés équirablement.

représentés équirablement.

Au niveau politique, les tensions raciales se sont exacerbées après un affrontement verbal à l'hôtel de ville: l'un des plus anciens conseiller municipaux, M. Bernardi, a interpellé le leader noir Mark Ridley Thomas, le qualifiant de afrisé». Il a plus tard présenté ses excuses en affirmant qu'il avait l'habitude d'appeler tout le monde afrisé». Une autre affaire a provoqué un scandale. L'un des rares juges noirs des affaires criminelles de Los Angeles, M. Roosevelt Dorn, a été desseisi de l'affaire Reginald Denny, le Blanc frappé par trois Noirs devant plusieurs caméras vidéo au début des émeutes du 29 avril. «C'est une claque au visage de la communauré apro-américaine», a commenté avec colère M. Dorn devant une assemblée de la très influente congrégation méthodiste noire FAME.

Un sondage effectué avant et après les émeutes et rapporté par le Los Angeles Times le 3 septembre montrait e la croissance forte et générale chez les Noirs du sentiment d'exclusion des institutions sociales américaines ». Les bénéficiaires de l'Etat-providence sauent qu'arrès le voteres suites de l'externovidence sauent qu'arrès le voteres suites de l'externovidence sauent qu'arrès le voteres suites de l'externos de l'externos sauent qu'arrès le voteres de la company de comes». Les beneficiaires de l'Etat-providence savent qu'après le vote épique du budget 1992-1993 de la Californie, leur allocation va dimi-nuer de 15 % et que les «bons de aourriture» seront plus difficiles à obtenir. Loin de défaire le pacte entre les gangs, ces événements vécus comme autant d' « agressions envers la communauté » embless renforcer la volonté de continuer la trêve.

grands-messes à la mémoire des martyrs de la guerre des rues comme
celui de «Cadillac Jim», un gangster
tué peu avant l'accord et pour qui
une collecte avait permis de louer six
limousines et d'acheter des couronnes
de fleurs aux couleurs des gangs. Plus
de deux cents personnes y assistaient,
portant le ruban bleu des «Crips». A
l'inverse, les obsèques d'Anita
Robertson, tuée le 31 juillet après
avoir refusé de donner son portemonnaie, a été suivi de longues veillées silencieuses qui se répètent maintenant chaque semaine, comme un
rite. erands-messes à la mémoire des mar-

La police, toujours aussi impopu-laire, préfère se tenir à l'écart de ces réunions où se retrouvent parfois plusieurs centaines de Noirs qui demandent l'arrêt des tueries. Les demandent l'arret des tueries. Les policiers craignent aussi de briser une paix fragile en déclarant par exemple qu'ils n'y croient pas. Les leaders de la communauté hispanique ont tenté de faire accepter un cessez-le-feu similaire par les cinq cents bandes de l'est de Los Angeles. Les Noirs se

réfèrent aux figures de Malcolm X, sur qui un film doit sortir le 20 novembre, ou du pasteur King. Les Latinos invoquent, outre Emi-liano Zapata et Pancho Villa, la efterté brune, ou la grandeur de la grande qui ne sont pes toniques toès arazas, qui ne sont pas toujours très mobilisatrices, surtout pour appeler à la paix. Le manque de cohésion d'une communauté latino moins homogène, avec la présence de Mexi-cains, de Guarémaltèques et de Sal-vadoriens, ne semble pas pour le moment permettre le respect d'un

tres liés aux gangs latinos dans le Barrio, le ghetto hispanique, connaît une forte croissance. Ces dernières semaines, les frictions entre gangs n'ont jamais fait autant de morts. Le meurtre pour 20 dollars d'un mar-

Le Pentagone lance son programme de missiles Super-Patriot

Le Pentagone a choisi un consortium d'entreprises américaines couduit par le groupe Lockheed pour la mise au point d'un nouveau système anti-missiles qui doit s'intégrer au dispositif GPALS (programme de protection contre des frappes nucléaires limitées). Ce contrat de développement est d'un montant de 689 millions de dollars (l'équivalent de 3,4 milliards de frages) et porte sur le projet THAAD (Theater high aftitude area defense), autrement baptisé Super-Patriot.

Ce missile, pour l'étude duquel McDonneil-Douglas et Sparta

étaient aussi en compétition, est un intercepteur ausceptible de s'en prendre à des missiles balistiques à longue portée.

Le programme GPALS est une nouvelle version du projet IDS de bouctier spatial antimissiles, que M. Ronald Reagan avait lancé en 1983 du temps où il était président des Etats-Unis. L'armée de terre américaine, qui a lancé le projet de missile THAAD pour la défense anti-missiles helicituses tratiques anti-missiles balistiques tactiques, ne dispose à ce jour que de batte-ries Patriot et Hawk, plus axée vers

ASIE

LOIN DES CAPITALES

in in in had get 🥞

1 19 19 E 22

المنتقالية بالمالية

2 12 ME

1 11 11 13

1 . Tang

. 11

F 100 25 25

والمتعقبة المارين والمرازية

100

1. 19 July 1

- La « sécheresse des épouses » à Okuramura

de notre envoyé spécial

LORIA parle japoneis avec l'accent Chantant de son pays : les Philip-pines. Elle vit depuis aix ans dans le village de Shio, au nord de la préfecture de Yamagata, l'une de ces régions longtemps reculées du «Japon de l'envers» (ura nippon) opposé à la côte pacifique. Aux alentours de la grande maison, d'où fusent les cris des anfants, s'étendent les rizières. Au loin, on distingue dans la brume de chaleur de l'été le sommet enneigé du mont sacré Gassan.

Chalaurause, Gloria ne cache pas que si elle a quitté sa province natale de Cavite, c'était d'abord se question of money > (une question d'argent), poursuivant la conversation dans cet anglais acidulé propre aux Philippins. Orpheline à douze ans, élevée par ses grandsparents, elle était serveuse dans un café lorsqu'un beau jour la rumeur courut que des Japoneis étaient arrivés au village pour chercher des épouses. «Les Japonais ont mauvaise réputation et, j'ai pensé qu'il s'agissait de yakuza (gangsters). En fait, c'était un groupe de fonctionnaires de la mairie d'Okuramura. On a parlé. D'autres filles étaient avec moi. Quelques semaines plus tard, les futurs maris sont venus. Nous avons sympathisé et j'ai décidé de partir.»

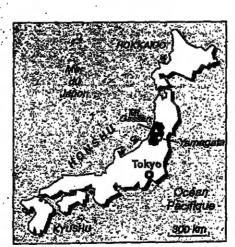
C'est la « sécheresse des épouses », dit-on ici. Les campagnes japonaises se dépeuplent et les jeunes paysens ne trouvent plus à se marier. Aussi certaines municipalités ont-elles initié les «mariages internationaux» avec des Philippines, des Coréennes ou des Chinoises du continent. Elles «recrutent» les candidates par le biais d'associations d'amitié, puis envoient queiqu'un sur place examiner les dossiers. Les agences matrimoniales qui ont fleuri avec la flambée du yen se sont avérées rapidement des entreprises aux activités dou-teuses, et les municipalités préfèrent agir directement. D'autant plus qu'aux Philippines le gouvernement a interdit ces agences, qui servaient de couverture à d'autres finalités que de «justes noces».

«Les meilleurs aments »

Cruelle rançon de l'histoire pour ces régions du nord du Honshu (Tohoku) où, encore dans les années 30 à la suite de disettes, les paysans devaient vandre leurs filles aux «marchands de femmes» arpentant les campagnes pour alimenter les quartiers de prosti-tution des villes. Aujourd'hui, les Japoneises ne veulent plus se marier avec des paysans et désertent les villages ; les jeunes hommes se retrouvent seuls. Les « mariages internatio-neux » unissent souvent deux déserrois : ceiul de paysans esseulés d'un pays riche et celui

«faire» du dollar ou du yen.

Certaines Philippines sont arrivées au Japon pour travailler dans les bars. Quelques-unes, rares, ont eu la chance de bifurquer et se sont mariées sur place. C'est le cas de Cecilia, rencontrée dans un hameau perdu : elle evait commencé dans un etopless » de Mabini, quartier chaud de Manille, puis travaillé dans un bar à Tanegashima (lie du sud du Kyushu) et enfin à Kagoshima, où elle a rencontré son mari, qui tient un bistrot à la campagne. Ce jour-le, Cecilie portait une casquetre sur laquelle on pouvait lire « Farmers are best lovers # (les paysans sont les meil-leurs aments). Un zeste de Mabini au fin fond de la province nippone.



Dans la région de Yamagata, on compte trois cents couples mixtes. C'est le maire d'Asahimura qui, il y a une dizaine d'années, a ou l'idée d'aller chercher à l'étranger des filles à merier. Le sagace Tomiso Kobayashi raconte qu'il a tiré de son expérience de la guerre sur le «front du sud» (Asie du Sud-Est) le sentiment que «les populations n'y sont pas très différentes des Japonais : les manières de vivre sont similaires et tous ont le riz pour aliment principal. On peut donc sympathiser. Mais ce ne fut pas facile de persuader le conseil municipal, de faire admettre que les temps ont changé et que les Japonals ne doivent pas forcément épouser des Japonaises ».

Depuis 1986, une douzaine d'Asiatiques, dont neuf Philippines de la région de Bataan (célèbre pour la bataille acharnée que s'y livrèrent Américains et Japonais), sont venues se marier à Asahimura. Le municipalité a créé pour elles une école de langue et



sont pas baptisés et cela est triete, confie, un peu amère, l'une des Philippines du village. Mais mon mari ne veut pas. Moi pourtant, j'entretiens l'autel des ancêtres.»

Selon M. Kobayashi, il n'existe aucune discrimination de la part de la population locale : « L'adaptation est néanmoins souvent difficile. il faut beaucoup d'endurance de part et d'autre. (...) Au début, on avait essayé de faire venir des filles à merier de la ville. Mais l'expérience fut négative : non que nos jeunes soient plus maladroits que d'autres avec les femmes, mais simplement parce que celles-ci ne voulsient à aucun prix habiter à la campagne», raconte M. Shigeya Mori, responsa-ble du service de planification d'Okuramura. Aussi à partir de 1986 est-il allé aux Philippines pour y trouver des femmes. Dix d'entre elles habitent désormais à Okuramura.

Réunies autour de la table basse de cette vieille ferme de Masudama, un hameau des environs qui se dépeuple rapidement, les quatre fortes paysannes, toutes grands-mères, ont leur franc-parler. La question suspend néanmoins momentanément leur volubilité : que pensent-elles du mariage d'un fils avec une Philippine? Silence. Des rêtes s'inclinent, des regards s'échangent. « Pourquoi pas (...). C'est mieux avec une fille d'ici. Mais c'est encore pire de rester sans femme. Alors...»

A Okuramura, on parle des Philippines avec affection. On plaisante sur leur japonais « plus pur » (c'est-à-dire non dialectal), on loue un centhousiesme souvent perdu par les jeunes Japonaisas ». Il y a aussi des phénomènes de rejat, des incompatibilités et des drames. Mais, à en croire Gloria, la plupart des mariages tiennent.

« Quand j'ai vu la neige pour la première fois, je sautais de joie, mais avec la neige est errivé le froid.» Le froid pénétrant de ces villages couverts de plusieurs mètres de neige pendant le long hiver, les bains trop chauds pour ceux qui n'y ont pas été habitués depuis l'enfance, le poisson cru et les relations avec la belle-mère ou le mari avec qui on converse, au départ, à l'aide d'un dictionnaire : « Il faut tenir et ne pas se faire d'illusion : c'est ce que j'écris aux copines qui veulent venir. Le Japon n'est pas le pactole. On y travaille dur : work, work, work. Mais je peux envoyer de l'argent pour la scolarité de mes frères et

Gloria ne regrette rien. Heureuse? «Oui, la via en a décidé ainsi. » Une acceptation du cours des choses dans lequel semble sonner en écho le « shikataganai » (on n'y peut rien)

PHILIPPE PONS

DIPLOMATIE

A Djakarta

Les non-alignés s'opposent sur la conception des droits de l'homme

sie assumera pour les trois pro-chaines années la présidence du mouvement. Un accord se dessinait, vendredi 4 septembre, parmi les 108 Etats membres, en faveur de la création d'un « mécanisme intergou vernemental » permanent pour traiter de la dette exérieure. Les non-alignés sont favorables à une remise de leur dette aux Etats les plus pauvres, et à des facilités de paiement pour les autres. Les participants ont également demandé une réorganisation de l'ONU dans un sens plus favorable au tiers-monde, ils ont aussi souhaité que des troupes soient envoyés en Somalie sous l'égide de l'ONU.

Les non-alignés sont, en revanche, divisés sur l'attitude à observer à propos de l'ex-Yougoslavie : les Etats musulmans, plus que d'autres, mettent en cause la responsabilité des Serbes dans la situation en Bos-nie-Herzégovine. Un sérieux différend s'est également élevé sur la

Le dixième sommet des non-ali-gnés devait s'achever, dimanche Les pays d'Amérique latine en ont défendu une annoche «universa liste», alors que les Asiatiques ont, en général, plaidé pour le droit de chaque Etat à les définir selon la culture sociale dominante ~ qui, chez eux, met aussi fortement l'accent sur les devoirs de l'individu envers la société. Enfin, nous indique notre envoyê

> spécial à Djakarta Jean-Claude Pomonti, le chef de l'Etat cambodgien, le prince Norodom Sibanouk, dernier leader encore au pouvois parmi ceux qui avaient participé à la fameuse conférence afro-asiatique de Bandoung en 1955, a, dans son discours du jeudi 3 septembre. déclaré qu'il n'éprouvait « aucune ameriume » d'avoir été tenu à l'écart du Mouvement « pendant tant d'années ». Il s'est capagé à « appuyer toutes les résolutions mises en avant par les éminentes délégations présentes à cette conférence».

EN BREF

D CHINE: démission du ministre des finances, - Le ministre chinois des finances, M. Wang Binggian, soixante-sept ans, a démissionné de son poste « pour raisons de santé », annoncé vendredi 4 septembre l'agence Chine nouvelle. M. Wang avait dirigé la politique budgétaire du pays pendant onze ans. Il avait récemment critiqué de façon assez vive le fonctionnement « relâché » des grandes entreprises publiques déficitaires. Il a été remplacé par un économiste de cinquante-sept ans, ancien vice-ministre des finances, M. Liu Zhongli. Le ministre des chemins de fer, M. Li Senmao, a également été déchargé de ses fonctions par le comité permanent du Congrès du peuple. - (AFP, Reuter, UPI.)

n IRLANDE DU NORD : un jeune homme tué par les forces de l'ordre à Belfast. — Un jeune homme a été tué par balles « lors d'un affrontement avec l'armée », vendredi 4 septembre à Belfast, a indiqué la police. Selon des témoins, ce civil de dix-huit ans avait été stoppé par l'armée pour un contrôle et s'enfuyait lorsqu'il a été tué. Les forces de l'ordre, qui ont précisé que la victime n'était pas arméc, disent toutefois qu'il était soupçonné d'être un terroriste. - (AFP.)

PAKISTAN: le premier minis-tre indien invité à Islamabad. L'agence pakistanaise APP a annoncé, vendredi 4 septembre, que le premier ministre, M. Nawaz Charif a, lors d'un entretien organisc en marge du sommet des non-alignés à Djakarta, invité son homologue indien, M. Narasimha Rao. La rencontre devrait porter en priorité, selon Islamabad, sur l'épineuse question du Cachemire, un territoire qui a provoqué deux guerres entre les deux pays. New-Delhi accuse le Pakistan d'armer les séparatistes musulmans qui y combattent sa souveraineté. (Reuter.)

□ PHILIPPINES: le Congrès légalise le Parti communiste. -Répondant au souhait formulé par le président Fidel Ramos dans son premier discours à la nation en juillet, le Congrès philippin a voté, vendredi 4 septembre, une loi légalisant le Parti communiste (CPP), proscrit depuis 1957. Ce texte prévoit en particulier l'abrogation de l'acte 1700», la loi qui organisait les peines pour appartenance au mouvement communiste, ainsi que la libération de toutes les personnes condamnées pour « subversion ». - (UPI.)

CHALON-SUR-SAONE

de notre envoyé spécial

L'heure de la contre-offensive a mé pour les dirigeants du RPR. Premier à charger sur le terrain, M. Alain Juppé est allé se colleter icalement mais fermement - avec les militants et sympathisants du mouvement néogaulliste, vendredi soir 4 septembre à Chalon-sur-Saone. soir 4 septembre à Chalon-sur-Saône. Invité par l'un de ses adjoints au secrétariat général. M. Dominique Perben, maire de la ville et député de Saône-et-Loire, qui ne dissimule pas son approbation du traité de Maastricht. M. Juppé a bataillé pendant deux heures pour tenter de convaincre du bien-fondé du «oui» les trois cents personnes qui participaient à un diner-débat.

Devant un public penchant visible-ment pour le «non» mais qui, appa-remment, ne demandait qu'à trouver des raisons de faire vaciller cette opposition, l'ancien ministre a déveoppé un véritable contre-argumenloppé un véritable contre-argumen-taire politique et théorique pour bat-tre en brèche les nombreuses affirmations des adversaires de la ratification du traité sur l'union euro-péenne. Le secrétaire général, qui remettra son mandat en jeu après la consultation du 20 septembre – « un responsable, must que sui son naste. responsable, quel que soit son poste, ne peut continuer sa táche que s'il se sent soutenu pas ses mandants, c'est d'ailleurs un principe que je m'appli-querai à moi-même au lendemain du

référendum sur Maastricht », a-t-il déclaré sur FR 3, – a indiqué que M. Philippe Séguin a de « très bons arguments », qu'il les respecte, et il a demandé le même respect pour les siens. Les dirigeants du RPR veulent contrer les déclarations fallacieuses, erronées sinon fantaisistes, qui fleurissent ici ou là, selon eux, et vont répondre désormais - implicitement ou explicitement - aux arguments employés par le maire d'Epinal.

L'identité française

«L'intèrêt de la France est que la construction européenne avance», a lancé M. Juppé, en affirmant que « maigré ses imperfections – mais quelle réalisation humaine est parfaite? – le traité de Maastricht ne mettra pas en péril l'identité française». Contrairement à certaines affirmations, «il n'y aura aucun alignement par le bas» dans le domaine de la protection sociale, a-t-il assuré. Maastricht va-t-il libérer les flux migratoires, comme certains le prétendent? «Ce n'est pas vrai», s'emporte M. Juppé. Au contraire, selon le député de Paris, «Schengen et Maastricht vont donner des moyens «L'intérêt de la France est que la Maastricht vont donner des moyens supplémentaires contre l'immigration

S'interrogeant sur la situation créée par une victoire du «non», le dirigeant du RPR a affirmé qu'il y aurait «inévitablement une crise en Europe» avec l'Angleterre et avec

l'Allemagne, qu'il y aurait des « mr bulences économiques » et des « tur-bulences dans l'opposition ». Répondant à l'accusation de dramatisation de la situation, M. Juppé a déclaré e Quand les opposants disent que la France disparaîtrait, ne dramatisent ils pas?» Confiant à son auditoir qu'il n'avait « pas trouvé bon » M. François Mitterrand à la télévision, le secrétaire général a lancé : «Ne confondons pas les échéances!»

Soumis au feu des questions sur la Somms au teu des questions sur la technocratie, sur la monnaie unique, sur la banque centrale et sur le financement de la Communauté, M. Juppé a patiemment répondu aux interrogations et aux angoisses de son auditoire. Il l'a contenté — «M. Delors se balade partout comme un chef d'Etaz, ce n'est pas normal. Il n'est aux élu», — étonné — « Maasn'est pas élu», - ctonné - « Maas-tricht va dans le sens du recul de la technocratie» - et galvanisë - «Tout est affaire de volonté politique». Avec M. André Jarrot, sénateur, ancien ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing, figure locale, haute en couleur, du RPR et farouche partisan du enon», la discussion a pris un tour passionnel. L'orateur ayant fait passionnei. L'orateur ayant fait déborder son propos sur la guerre civile dans l'ancienne Yougoslavie, M. Juppé lui a répondu : « Je suis, comme wous, André, scandalisé par ce qui se passe en Yougoslavie, mais cela n'a rien à voir avec le vote du 20 sep-

QLIVIER BIFFAUD

M. Lalonde propose aux centristes de constituer une force nouvelle

Invité par les jeunes démocrates-sociaux à leur université d'été de Batz-sur-Mer (Loire-Atlantique), M. Brice Lalonde a exhorté les centristes, vendredi 4 saptembre, à s'associer avec Génération Écologie pour « sortir des vieux clivages ».

BATZ-SUR-MER

de notre envoyé spécial

En acceptant l'invitation des débarqué vendredi dans leur univer-sité un peu comme un chien dans un jeu de quilles. Il a confirmé publiquement ce que l'on pouvait controuver depuis un certain temps. soupconner depuis un certain temps, à savoir que Génération Écologie est tout à fait disposée aujourd hui à hâtir une alliance avec le CDS.

M. Lalonde n'y est pas allé par quatre chemins pour expliquer devant cette jeunesse centriste, visi-blement en facile communion avec hui, que l'heure du restaisissement moral et politique est veaue aussi pour eux, que pour répondre à l'at-tente des Français il est urgent de «sortir des vieux clivages» et que les centristes ont dans cette optique une sérieuse carte à jouer. Bref, M. Lalonde a expliqué qu'il ne comprendrait pas que les centristes ne fassent pas à sa suite le « pas de côté» qui permettrait de jeter les bases d'une force nouvelle capable de bousculer la vie politique fran-

«Les écologistes, a-t-il assuré avec passion, sont ib pour bouleverter la politique complètement et remettre les yeux en face des trous. L'écologie représentant aujourd'hui 20 %, on s'en occupe! Mais des 80 % restants, on va s'en occuper aussi! Aux prochaînes élections législatives il y aura partout des triangulaires, voire des quadrangulaires. Ce sera la grosse surprise pour les partis dominants. Il y aura des candidats partout, et par conséquent celul qui sera à 17 % sera étu. Ça va décoiffer!»

Un appel prématuré

M. Lalonde considère que le réfé-rendum du 20 septembre sonnera rendum du 20 septembre sonnera l'heure de vérité pour toutes les formations existantes. « De la même façon que je n'arriverai pas demain, a-i-il dit, à travailler avec des gens qui auront été contre l'Europe, je ne vois pas vraiment comment vous, centristes, vous y arriveriez avec des gens comme Séguin, Pasqua ou de Villiers. » Persuadé qu'avec ses amis écologistes, les centristes out fait « le même choix de la nature», qu'ils écologistes, les centristes ont fait «le même choix de la nature», qu'ils partagent la même obsession de la «fraternité», que tous ensemble ils peuvent «réustir la combinaison du libéralisme social et de l'orientation européenne», l'ancien ministre de l'environnement s'est dit également convaincu qu'ensemble ils pouvaient «constituer le mouvement du futur président de la République» et qu'«annoncer maintenant cette force nouvelle ferait une trauée formidable».

L'appel de M. Lalonde a été recu

L'appel de M. Lalonde a été reçu avec beaucoup de prudence. Sur le fond, toutefois, beaucoup de cenfond, toutetois, beaucoup de cen-tristes partagent son analyse sur la mort annoncée du système politique actuel. Au terme de son interven-tion, certains d'entre eux confiaient qu'il n'avait fait que dire tout haut ce que beaucoup de centristes pen-sent depuis longtemps. M. Bernard Bosson, secrétaire général du CDS, a confirmé que son parti et Généraconfirmé que son parti et Généra-tion Écologie out des *«points com-*muns forts»: le même engagement mondialiste et curopéen, le même

fondement humaniste, la même volonté de discuter des problèmes de fond et enfin le fait que les deux mouvements sont « les deux seuls à être totalement unis pour l'Europe».

Mais l'appel de M. Lalonde est jugé prématuré par les responsables centristes, qui sont soucieux de ne pas prêter le flanc à de nouveaux procès en suspicion de la part de leurs partenaires de la droite et qui se métient en outre de la personnalité «papillonnante» de M. Lalonde. Ils voudraient également être sûrs qu'il a abandonné toute tentation d'un retour «wes un écolosisme foud'un retour «vers un écologisme fon-damentaliste remettant en cause la primauté de l'homme».

Dans son discours de clôture, ven-dredi après-midi, M. Bosson a fait plus que laisser une porte ouverte à M. Lalonde: «Si le « non » l'em-porte, a-t-il prévenu, je fais partie de ceux qui considèrent que nous n'avors par le droit de nous unir sur n'avors par le droit de nous unir sur n'importe quei à l'intérieur de l'enn'avons pax le droit de nous unir sur n'importe quoi, à l'intérieur de l'op-position actuelle. Si d'aventure telle ou telle formation politique parte-naire plaçait à sa tête les partisans du « non», aucun accord ne serait à mes yeux possible. (...) Nous aurions alors à combatire sur deux fronts, sur notre droite et sur notre gauche, et à construire avec l'armée des personnes déques par les partis traditionnels la force ou les alliances permettant d'af-firmer notre idéal et de le truduire firmer notre idéal et de le trac dans les fails.»

En cas de victoire du « oni », MM. Méhaignerie et Bosson se contenteraient de servir de « tétes de pont » pour le compte de l'opposi-tion en direction des rives écologi-ques. En aparté, ils confieut être prêts à donner à Génération Ecologie « des coups de main sur le ter-rain» aux élections législatives. Une circonscription est même gardée au chaud pour M. Lalonde.

Après s'être beaucoup interrogés sur l'opportunité d'une ouverture et d'une recomposition avec les socia-listes, les centristes, qui viennent en vingi-quatre beures de se laisser séduire tour à tour par MM. Balla-dur et Lalonde, s'exposent à nou-

6.

M. Madelin souligne la «belle promesse libérale» de Maastricht

de notre envoyé spécial Le Parti républicain est saisi d'une douce ivresse. Est-ce cette neige insolite qui s'est abattue, vendredi 4 septembre, sur son uni-versité d'été alpine? Ou la tournure plus souriante pour sa foi européenne que prend la campagne référendaire? Le fait est que chacun se sent, ici, investi d'une grisante mission: porter l'estocade finale au gropp de l'a goule finale au «non». «Le «oui» repose sur nous», «Nous détenons entre nos mains le sort du référendum ». Les dirigeants et les cadres du parti se complaisent à présenter leur électorat comme «le» recours qui fera pencher in fine le fléau de Maastricht, ils soulignent tous que la remontée du «oui» dans sondages correspond à l'entrée en campagne de M. Giscard d'Estaing, confortée par la prise de position de M. Léotard.

S'ils ne veulent pas sous-estimer l'impact des interventions de diri-geants du RPR favorables au «oui», tels que MM. Jacques Chi-rac ou Edouard Balladur, ils considèrent que la réserve de voix la ortante est dans l'électorat de l'UDF dont un tiers, selon les sondages, est actuellement tenté par le « non ». L'objectif est de ramener ce pourcentage à 20 %, tâche que l'on estime facilitée par la prestation télévisée, le 3 septembre, d'un Philippe Séguin jugé « en

Par

ďa

écc

Αці

l'on

répi

€#

A

l'ir

(ar

Le « non » de M. Pasqua «est un non d'emprunt»

Pour emporter la conviction des hésitants de son propre camp, le PR a décidé d'axer sa campagne sur la célébration des vertus libérales de l'Europe de Maastricht. M. Madelin en a donné un avantgoût, vendredi, en assurant que «la godi, ventiteti, in assitati que via construction européenne porte une belle promesse libérale», « Le traité de Maastricht, a-t-il ajouté, agit comme une assurance-vie pour évi-ter le retour à l'expérience socialiste pure et dure de 1981-1983. L'Europe impose des contraintes, mais ce sont des contraintes heureuses car ce sont des contraintes libé-

Après s'en être pris à M. Jacques Delors, qui « devrait être moins arrogant v, et à M. Michel Rocard, qui e était opposé au traité de Rome ». M. Madelin a épinglé les porte-drapeau du « non » au sein de l'opposition, dont il s'est plu à relever que l'intérêt pour la construction européenne « est très récent ». M. Séguin, selon lui, « se trompe » quand il conteste l'indéndance de la future banque centrale européenne par rapport au pouvoir politique. M. Philippe de Villiers, pour sa part, « abandonne les libéraux » quand il « joue trop facilement sur les peurs ». Quant à M. Charles Pasqua, le vice-président du PR s'est payé d'un bon mot en rappelant qu'il s'était proaoncé en faveur de la ratification du traité le 2 juin, au Sénat, avant de changer radicalement d'avis le lendemain, après avoir pris connaissance du « non » danois.

« C'est un « non » d'importation. c'est un « non» d'emprunt», a ironisé M. Madelin sous les éclats de rire militants. A chacun son registre. Si M. Madelin a donné dans le discours de combat, M. Millon s'est livré à une méditation amère, parfois empreinte de noirceur, sur le thème de la a boussole déglinguée ». Très marqué par son déplacement, cet été, en Bosnie-Herzégo-

POINT DE VUE

vine, en compagnie de M™ Simone Veil, il a noté des « points communs entre la période que nous vivons et la période des années 30 » et s'est alarmé des « passions maléfiques qui demain peuvent se réveiller». Evoquant la situation frauçaise, il s'est inquiété de la a montée des corporatismes et des égoïsmes », tout en reconnaissant que les hommes politiques étaient

qu'en politique, on ne se sert pas, on sert les autres ». Ainsi est-cedans ce contexte qu'il revient auxi Français de décider, le 20 septembre, « si l'Europe s'arrête, se dérègle et se déglingue ». Son espoir est,

FRÉDÉRIC BOBIN

Réunie pour une université d'été

La LCR réaffirme son opposition au traité

La Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) a organisé, du 29 août au 3 septembre, à Saint-Beauzire, près de Brioude (Haute-Loire), sa première université d'été. Au cours de leurs travaux, consacrés notamment aux perspectives du communisme et du mapisme après les bouleversements à l'Est, les trotskistes de la LCR ont réaffirmé leur opposition au traité de Maastricht.

BRIOUDE

de notre envoyé spécial

Heureusement, il y a l'Europe! Ballottés par les bouleversements dans les pays de l'Est et en Union soviétique, qui ont atteint inévita-blement leur corps de doctrine, en dépit de leur combat séculaire contre le stalinisme et ses avatars, les trotskistes de la LCR retrouvent tous leurs réflexes dès lors qu'on leur pose le probème de Maas-tricht. Un jeu d'enfant. Derrière la construction européenne, on devine, évidemment, une concen-tration de capitaux. Ajoutons une relance politique, qui se place sur un axe de plus en plus libéral, et la réponse est simple comme bon-

our : c'est non! Pour une fois, tout le monde est d'accord. La «majo», la majorité de M. Alain Krivine, comme la de M. Alain Alland, T 13, la tendance minoritaire ani T 13, la tendance minornaire an-mée par M. Gérard Filoche, en dépit des réticences qu'ont éprou-vées certains militants à mêler leurs voix « contre » avec celle de M. Jean-Marie Le Pen.

Le «non» de gauche de la LCR serait même ce qui se fait de mieux, puisque c'est un « non » pur sucre, sans les grains de nationalisme ou de chauvinisme que les responsables de la Ligue croient discerner dans le discours du Parti communiste comme dans celui de M. Jean-Pierre Chevenement, et dépourvu d'une animosité particu-lière à l'encontre de l'Allemagne et des menaces que recèlerait sa puis-sance économique.

Comme la recomposition de la gauche, laminée par une décounie éprouvante, vant bien quelques sacrifices, la LCR compte, cepeadant, sur le PCF comme sur le courant socialiste du maire de Belfort pour son meeting du 17 sep-tembre dans la salle de la Mutuslité, à Paris, qui viendra conclure la campagne trotskiste contre Maastricht. Ceux des Verts oppo-sés eux aussi au traité sont également attendus.

Un « casier judiciaire vierge »

Pour le reste et, particulièrement, l'avenir du marxisme, les réponses sont plus hésitantes. Ce réponses sont plus hésitantes. Ce n'est par provocation que la LCR a choisi la Haute-Loire, hastion conservateur, comme cadre de ses travaux, mais, plus prosaïquement, parce que c'est aussi le fief d'un militant syndical particulièrement bien implanté, M. Raymond Vacheron, qui peut se targuer d'être un des rares trotskistes à cuoir obtenu d'un de 15 de des a avoir obtenu plus de 15 % des suf frages à une élection, même s'il s'agissait, en l'occurrence, d'une

Si la LCR a rompu avec ses tra-ditionnels stages d'été, où l'identité marxiste était pieusement trans-mise aux novices, c'est que, préci-sément, elle soufire d'une véritable crise de foi. Les troiskistes out beau se défendre comme de beaux dishles et mettre en avant, devant diables et mettre en ayant, devant le jugement de l'Histoire, leur « casier judiciaire vierge », selon l'expression de M. Gilles Perrault, ils ont l'impression d'avoir subi les contrectupe des bouleversements à l'Est tout comme les recties con l'Est tout comme les partis com tes orthodoxes.

«Il faut lasciser l'héritage de Marx, supprimer les croyances et les positions religieuses », a assuré M. Daniel Bensaid, coordinateur de l'université d'été et partisan d'une lecture « non biblique » de Marx, au cours d'une table ronde consacrée à l'actualité du mar-xisme. Les militants ont hoché la tête; l'un d'eux a récusé l'expres-sion même de crise du marxisme an autre s'est demandé si la grille de lecture du philosophe allemand permet de comprendre l'évolution actuelle des pays de l'Est; un aune, enfin s'est employé à faire un tri à l'intérieur même de l'œuvre de Marx. Un sacré travail en vérité!

GILLES PARIS

Terrasser le nationalisme

PRES s'être réduit trop longtemps à une juxtaposition de monologues, le débat sur Masstricht s'emballe au risque désormais de passer du côté de la

Le fait le plus marquant de ces demières semaines est qu'au a non a anti-européen et nationaliste des premiers jours soit venu s'ajouter un « non » européen à la ratifica-tion. « Pour l'Europe, contre Masstricht » disent de plus en plus de Français parmi lesquels de nom-breux jeunes de vingt-cinq trentecing ans,

Cet échec pour les organisateurs de la première campagne du « oui » est également un très sérieux avertissement pour une certaine façon de faire l'Europe.

Le souvenir des deux guerres mondiales s'éloignant, la nécessité de faire bloc s'étant dissoute avec le pacte de Varsovie, le chômage et le crise entamant le crèdit des grandes familles politiques qui ont attaché leur nom à l'édifice européen, ce qui a été possible jusqu'ici ne le sera plus jamais dans les mêmes conditions.

L'entreprise européenne est aujourd'hui sommée par ses citoyens non seulement de répon-dre aux nécessités objectives de la compétition mondiale, mais de dire ce qu'elle est et ce qu'elle prétend être au regard de l'idéal démocrati que et social sur lesquels se sont fondés les Etats-nations du vieux

Ele est en particulier confrontés à tions dont dépand le sans profond de sa construction : 1) L'Europe a-t-elle un autre projet que d'être le premier supermarché de la planète ? N'est-elle qu'une entreprise de destruction des acquie

socieux sacriflés sur l'autel de la survie économique ? 2) L'Europe peut-elle penser son unité culturelle autrement que contre les non-Européens ? A-t-elle un autre ciment que la peur et le rejet d'un ennemi extérieur ou intérieur, qu'on l'appelle fourmi japonaise, réfugié du tiers-monde ou travailleur

3) L'Europe a-t-eile encore quel que chose à dire au monde. En tant que continent riche et développé ? Est-elle porteuse d'un autre mes-

immioré ?

par Harlem Désir sage, d'une autre attitude que caux d'une super-puissance dominatrica et cynique?

Seule l'incapacité de la gauche à s'émanciper du consensus européen qui la lie aux libéraux l'a empêchée de se saisir de ces questions et de les mettre au cœur du débat. Alors qu'elle se devait de donner une perspective autre que mercantile à l'aventure européenne, elle a abdi-qué de sa spécificité et de son identité, au risque de détourner une partie des siens de la Communauté.

Comme d'autres, en effet, j'aurais préféré qu'il y eût dans ce traité davantage de progrès sur le fonc-tionnement des institutions : l'Europe sociale, la coopération Nord-Sud l'ouverture à l'Est où les droits

Mais Maastricht n'est pas un manifesta pour l'Europe. C'ast un compromis entre douze Etats démocratiques à l'économie libérale. Un compromis qui se traduit tout de même par le renforcement des pou-voirs du Parlement européen, la naissance d'une citoyenneté nouvelle, l'amorce d'une politique étrangera et de sécurité commune. Est-ce ai négligeable à l'heure du drame yougoslave 7

Est-ce si négligeable quand sont à l'œuvre partout sur la planète les forces de dialocation et de repli

NI « non » européen, ni «non» de gauche

Comme les autres, les pays européens sont déchirés entre deux modes d'existence : soit se constituer en grandes entités communes, apprendre à vivre et travailler ensemble, par-delà les sécuelles de l'Histoire, en créant une citoyermeté supranationale qui assure è chaque individu égalité et protection de ses droits, quels que soient son origine, sa langue ou ses croyances; soit sa replier sur eux-mêmes en tentant d'affirmer leur suprématie économique, politique et culturelle, aux dépens de leur voisin. Sans hésitation, je sais de quel côté mon cœur

Bien sûr. l'union économique et monétaire ne saurait être l'aboutissement de la construction euroêtre diabolisée ? Il n'y aura pas d'Europe sociale sans Europe économique, pas d'Europe des citoyens sans Europe politique, pas d'Europe de la coopération sans politique étrangère commune. Pour ceux qui considèrent que l'économie n'est pas une fin en soi mais un moyen au service du progrès humain, Meastricht n'est qu'une étape. Une étape qui en appelle d'autres. Pour que demain l'Europe se dote d'un

traité social, d'une assemblée

constituente, que soient posées les fondations d'une véritable République européenne. Il s'agit désormais de situer nos combats dans ce nouvel espace. C'est en organisant des réseaux et des forces civiques européennes, mouvements associatifs, syndicaux et politiques, en faisant nature une opinion publique européenne dans des batailles pour le partage du temps de travail, l'investissement éducatif, la solidarité urbaine, l'éco-

Quand on voit les forces qui dominent la campagne contre Masstricht, en France comme silieurs, à qui fera-t-on croire que la victoire du e non » déboucherait sur la rédaction par les tenents du « non » d'un nouveau traité plus sociel, plus démocratique ou plus écologique?

logie que nous ferons progresser

If n'y a pas place dans les faits, pour un « non » européen et moins encore pour un « non » de gauche dans ce rendez-vous avec l'Histoin Sans mettra en doute la sincérité des courants politiques qui le porte, il est de plus en plus patent que le « non » ne trouve sa véritable consistance que dans un nationa-lisme idéalisé et artificiellement paré de toutes les vertus républicaines. Il ne traduit au mieux qu'un pessi-misme respectable mais stérile, et au pire qu'un calcul de Griboulle sur la recomposition politique française.

Libre à chacun de faire flêche de tout bois. Le problème est qu'ici ce n'est pes de l'avanir de telle ou telle formation politique qu'il s'agit, mals de l'avanir d'une grande idée. Celle d'un ensemble de nations décident de s'associer librement pour terras-

pergusa in ligense ducta indigenitati dari

▶ Harlem Désir est ports-parole



tituer one force none

SUR LE TRAITÉ DE MAASTRICHT

M. Rocard exhorte les «patriotes de l'Europe»

MONTPELLIER

de notre correspondent

Devant ses jeunes sympathisants des clubs Forum, qui tiennent à Montpellier leur huitième université d'été, M. Michel Rocard a lancé un appel à la «restauration du sens evique» face au «désenchantement de la société». « Vous qui écoutez Elton John et Genesis, a-t-il dit, vous qui allez voir les films de Wenders ou d'Almodovar, qui lisez Umberto Eco et Thomas Bernhard, pour vous l'Europe est une évidence. J'attends de vous que vous bousculiez les conformismes et que vous vous engagiez dans le combat des desires le l'attends de combat des desires le l'attends de combat des desires le l'étéche. que vous vous engagiez dans le combat des droits de l'homme, le devoir d'indes arous de l'nomme, le devoir a in-gérence, le civisme et le respect de la vie » (...). « Soyez en tant que jeunes Français, le 20 septembre, les patriotes de l'Europe », face à « une Europe des nationalismes et de la haine. »

Comment restaurer la crédibilité du politique? Par l'engagement, répond l'ancien premier ministre. C'est aussi l'objectif des clubs Forum, qui revendiquent deux mille adhérents en France. «Nous sommes un peu le poil à gratter du PS», fait remarquer leur président, M. Christophe Clergeau, vinnt-quatre aus, qui rêve de réjutropresident, M. Christophe Clergeau, vingt-quatre ans, qui rêve de réiatro-duire à l'Université l'idée de «changer la vie»... «Si le «oui» l'emporte le 20 septembre, chers amis, l'Europe sera ce que vous la ferez, vous!» vient de leur dire Michel Rocard en conclusion de son discours. — (Intérim.)

M. Jospin dit «non» au «non»

TOULOUSE

de notre correspondent

«Je suis, dans cette campagne, un artisan raisonné du « oui » parce qu'un partisan passionné de l'Europe!» En ses terres de le Haute-Garonne, où il sera candidat en mars prochain pour le renouvellement de son mandat de député, M. Lionel Jospin a fait, vendredi soir, sa véritable rentrée politique. Bien sûr, personne n'a évoqué l'échéance nationale qui l'opposera, l'année prochaine, à un jeune loup RPR; M. Michel Anjoulat, maire de Cugnaux et anti-Maastricht déclaré. Mais tout le monde y pensait. «Je suis, dans cette campagne, un

En compagnie de M. Laurent Fabius, premier secrétaire du PS, de retour de Narbonne, où il avait tenu meeting, l'ancien ministre de l'éducation nationale a profité de la campagne du référendum pour marquer son territoire et signifier aux militants confident un compagne. ville, une commune namies de la banlieue nord de Toulouse, qu'il n'en-tend pas désenter le combat local après son échec à l'élection régionale

Sur l'Europe, chacun y est allé de sa partition. A M. Pabrus l'improvi-sation confidente, la lecture pour tous et en quatre points du fameux traité. Le «oui» sans états d'âme. A M. Jos-pin le discours charpenté, la réflexion européenne, le doute cartésien, un «oui» qui est en fait «un non au

GÉRARD VALLÈS

Après l'intervention télévisée de M. Mitterrand

Un entretien avec le sociologue Patrick Champagne

« Les sondages indiquent comment les choix se répartissent, et non ce que pensent les gens »

Patrick Champagne, sociologue, auteur de Faire l'opinion (Editions de Minuit, 1990), a pris part, le 2 septembre, à l'université de la communication de Carcans-Maubuisson, à un débat intitulé « L'usage des sondages, une éthique?» Il a répondu à nos questions sur l'émission télévisée à laquelle participait, jeudi soir, M. Mitterrand et sur le rôle des sondages dans la campagne pour le réfé-

CARCANS-MAUBUISSON

de notre envoyée spéciale

« Comment avez-yous jugé

- Je l'al trouvée formidablement bien fabriquée, parce qu'elle était construite et coulée sur les règles de l'Andimat. Ses quatre parties (trois, en réalité) correspondaient très exactement aux trois publics successifs de la soirée. Dans la première partie, une sélection de gens – dont on nous a dit qu'ils n'étaient pas vraiment la France, mais qu'ils étaient quand accessifs de la soirée. France, mais qu'ils étaient quand même la France – sont venus nous faire le coup de la représentation : il fallait sédnire le grand public populaire de 20 h 30. Placé dans une sination à la fois socialement improbable et totalement déséquilibrée, celle de parier au président de la République, qui se tenait d'ailleurs dernère un bureau, le panel s'est partagé. Ceux qui votaient couis étaient ceus traits de la comme de la co respectueux, ceux qui votaient «non» se sont vus forcés d'adopter

une agressivité et une violence ver-bale qu'annait condamnées n'importe quel conseil en communication. - Le reste de l'émission vous a semblé plus classique, plus sérieux?

L'ensemble de la prestation est resté dominé par une mise en scène tout à fait remarquable, avec un président qui, du début à la fin, a su faire rire et déclencher l'appleudimètre constitué par un public nombreux et venu pour cela. Mais la seconde partie a inauguré un autre type de rapport au politique: celui d'un débat amical entre hommes (journalistes) de bonne compagnie. La coupure publicitaire a permis de sortir de cet univers de complicité pour retrouver un débat politique classique autour d'une table ronde et de vrais sujets de dissertation («fédération ou confédération?»). Ainsi, à mesure que la soirée avançait, que le tion ou confédération?*). Ainsi, à mesure que la soirée avançait, que le public se raréfiait et devenait plus élitiste, le référendum est apparu comme quelque chose de grave – un cas de figure exceptionnel en politique puisqu'il touche à l'opinion.

— Voter « oui » ou « non » le 20 septembre, ce n'est pas un choix politique?

— Le référendum feit à mon sers

choix politique?

- Le référendum fair à mon sens le pont entre une question politique classique et une question d'opinion. En politique, on ne consulte institutionnellement que pour élire des gens. Même s'ils ont derrière eux des programmes, on ne demande pas aux gens de voter sur des projets. Le référendum sur Maastricht, lui, est une manière exceptionnelle de répondre à une question d'opinion. On se dre à une question d'opinion. On se retrouve ainsi pris dans le méca-nisme traditionnel des sondages du même type : les réponses très variées

question posée. Ces sondages préten-dent pourtant saisir quelque chose, tout en supposant que chacun a une

- Doit-on en conclure que vous êtes, pour les mêmes raisons, méliant vis-à-vis de la pratique référendaire?

référendaire?

— Il ne faut pas mélanger sociologie et politique, Le référendum est une procédure politique, qui vise à résoudre quelque chose de politique, et à ce târe c'est une pratique tout à fait légitime, et pluiôt préférable au tirage au sort que pratiquaient les Grees! Ce qui n'empêche pas la sociologie de commenter et d'observer ces problèmes. Elle constate par exemple que la politique a intérêt à croire – ou, plus cyniquement, à faire semblant de croire – que le citoyen se prononce sur Maastricht en connaissance de cause : cela a été l'argument de François Mitterrand, jeudi soir, lorsqu'il a invité les Français à se référer au texte du traité pour infirmer les propos de Philippe Séguin. La sociologie n'a en relairté pour imfirmer les propos de Philippe Séguin. La sociologie n'a en relairté pour imfirmer les propos de Philippe Séguin. La sociologie n'a en relairté pour imfirmer les propos de Philippe Séguin. La sociologie n'a en relairté pour imfirmer les propos de Philippe Séguin. La sociologie n'a en relairté pour imfirmer les propos de Philippe Séguin. La sociologie n'a en relairté pour infirmer les propos de Philippe Séguin. La sociologie n'a en relairté pour les choix se répartissent, et surtout pas scientifiquement ce que pensent les choix se répartissent, et surtout pas scientifiquement ce que pensent les gens. Elle veille pour que la science des sondages ne cautionne pas un fantôme et un fêtiche politique : l'opinion publique. » que: l'opinion publique.»

- Vous avez dit et écrit que, contrairement aux sondages d'opinions les sondages politiques na posent pas de problèmes techniques. Qu'en est-il de ceux qui mesurent les intentions de vote pour ou contre Maastricht?

- En gros, les instituts de sondage ne se sont pas trompés sur les élec-

jeu est national, clair et simple. Pourtant, les sondages qui sont actuellement publiés posent quelques problèmes techniques. Quand on sait que, même si l'échantillon est représentatif, la marge d'erreur demeure de 2 ou 3 %, il est mathématiquement faux de dire que le « oui» - ou le «non» - l'emporte avec 51 %. Surtout, les sondages pratiqués avant le référendum du 20 septembre posent un problème de redressement. Ce processus classique qui consiste à donner du poids aux personnes sous-

représentées s'appuie en effet sur les résultats d'élections du même type.

Les comparaisons sont difficiles à

établir, et il n'est pas sûr que les correctifs classiques seront suffisants. Depuis quelques jours, une autre question agite les esprits. Quels sont les effets politiques de la publication de ces sondages? Sur les journalistes, l'effet est évident. On observe aujourd'hui le même phénomène que lors des dernières législatives : leurs commentaires prennent, an fil de l'évolu-tion des résultats, l'allure d'un commentaire de course de chevaux. Sur les responsables et les acteurs politi-ques, l'effet n'est pas moins évident. La montée du «non» constatée à la fin du mois d'août les a contraints à se mobiliser. Il est probable, par exemple, que l'émission de jeudi soir

entre dans le cadre des tentatives de

persuasion auxquelles les hommes

politiques se livrent depuis peu.»

ARIANE CHEMIN

Comment la SOFRES a choisi les participants à l'émission Le «panel» de quatorze Fran-çais sélectionnés par la SOFRES pour l'émission de TF 1, qui comprenait notamment deux

agriculteurs et trois enseignants, agriculteurs et trois enseignants, aucun sympathisant du Parti communiste, du Front national et des Verts, a pu surprendre. En fait, sa composition n'a pas privilégié les traditionnels clivages socio-économiques et politiques doct et le unité de d'éfficie de sector. dre compte», selon M. Jérôme Jaffré, directeur des études poitiques de l'institut de sondage, « compte tenu de l'étroitesse de l'échantillon retenu».

En effet, les échantillons considérés comme représentatifs par la SOFRES lorsque calle-ci procède à une anquête d'opinion nationale sont de l'ordre du mifier de personnes, sur la base de critères naturellement impossi-bles à réunir pour sélectionner quatorze personnes. La SOFRES a donc mis en avant la «logique référendaire», le clivage entre le couis et le cnons, et la clogique de questionnement», la qualité des questions posées au prési-dent de la République.

Un effet de distorsion

Une présélection de trois cents personnes a d'abord été effectuée il v a une dizaine de 20 septembre et sur ceiul, plus prosatque, de la disponibilité pour l'émission de TF1. A pentir d'un groupe de 80 présélection-nés, Guillaume Durand et la SOFRES ont choiai vingt per-sorues a'exprimant aisément. équitablement réparties entre le couis et le «non», et dont les questions rendalent compte, selon eux, de la diversité de celles de l'échantilion de départ. M. Jaffré a précisé que le sec-teur agricole avait été priviléglé, compte tenu de l'importance de la crise actuelle, directement liée à la construction communautaire.

Le directeur des études politiques da la SOFTIES a expliqué la surreprésentation de Généra-tion Ecologie au sein du panel débat exprimalent avant tout une sympathie pour «l'écologisme». La mention des appartenances politiques avait été demandés per Guillaume Durand, II a enfin indiqué qu'un des participants qui s'était initialement présenté comme sympathisant du Front national, avait finalement décidé de se déclarer proche de la droite modérée, aggravant ainsi

Selon l'institut CSA

Le «oui» devance nettement le «non»

Selon une enquête de l'institut CSA publié dans le Parisien du 5 septembre, le «oui» au référendum du 20 septembre pour la rati-fication du traité de Maastricht a enregistre, au lendemain de la pres-tation télévisée de M. François Mitterrand, une progression de huit points, en passant, pour les intentions de vote exprimées, de nettement, à l'inverse, de 53 % à 45 %. Les abstentions, votes blancs ou nuls tombent également de 40 % à 33 %. La mobilisation de faveur du «oui».

C'est particulièrement net au sein des sympathisants du PS (le RPR, divisé sur Maastricht (le « non » chute de 75 % à 63 %), alors que l'UDF, traditionnellement favorable à la construction européenne, subit un effet inverse

(le « non » progresse de 35 % à 46 %). A propos de l'émission de TF I, regardée entièrement ou en partie par 55 % des personnes interrogées, l'institut CSA note qu'elle a été nettement favorable au président de la République. 55 % des personnes questionnées ont trouvé M. Mitterrand « convaincant » (41 % sont d'un avis contraire). avis contraire).

Son contradicteur, M. Philippe Séguin, opposé à Masstricht, ne recueillant que 34 % d'avis favora-bles, contre 45 % d'avis défavora-bles. La présence de M. Helmut Kohl, vivement contestée par les Kohl, vivement contestée par les adversaires du traité européen, est considérée comme « une bonne chose » pour 55 % des personnes

(1) L'enquête du CSA a été effectuée par téléphone le 4 septembre auprès de 830 personnes inscrites sur les listes élec-

Les réactions des partisans du « non »... détails près, si c'était à refaire, je le

□ M. Charles Pasqua (RPR). -M. Mitterrand est désormais le «chef de l'armée des «oui» (...). Il s'est mis au milieu de la cible. Si vous vous mettez en première ligne et que les fusils partent, vous avez plus de chance d'être touché que quand vous êtes dans la tranchée».

Les cans a tranciscos.

M. Marie-France Garand, —

«Le président de la République, l'illusionniste, était mal à l'aise face à la

franchise jaillie du cour des Français
qui s'exprimaient devant lui. (...) [II]

a décrit l'Europe dont il a rêvé
comme en d'autres temps il a rêvé
du socialisme. Heureusement Phidu socialisme. Heureusement, Philippe Séguin nous a ramenés à l'Eu-

M. Georges Marchais (PCF), —
 C'était une émission de complaisance. (...) Philippe Séguin, qui a dit des choses justes, mais qui est un homme de droite, ne s'en est pas pris

o M. Philippe Séguin (RPR), qui tait l'un des interiocuteurs de

...et du «oui»

referais de la même manière. Il ne

pouvait être question que ce débat

tourne au pancrace.»

République a été positive. Il a su trouver des arguments à la fois étno-tionnels et rationnels. Le «oui» a gagné des points.»

 M. Jacques Chabas-Delmas (RPR). - «Cette émission a été très réussie et très utile. Indiscutablement, elle relance la campagne électorale. Il match. Le match du 20 septembre,

D. M. Jean Lecannet (CDS). — «Le président de la République a eu raison de remercier tous ceux qui contribueront à la victoire du «oul», conscient qu'il n'est pas en mesure en l'état présent de l'opinion, d'en



Une centaine de feux de forêt ont éclaté en Haute-Corse

Une centaine de mises à feu, dont une bonne partie seraient d'origine criminelle, ont été enregistrées vendredi 4 septembre en Haute-Corse, où près de 300 hectares ont été détruits. Dans la ville de Bastia, noyée dans la fumée par un incendie de maquis, plusieurs centaines d'habitants ont dû être temporairement évacués de leurs immeubles. Dans la région de Calvi, les villages de Speloncato, Belgodère et Ville-di-Paraso ont été entourés par les flammes plusieurs heures durant. Les populations de ces villages n'ont toutefois pas été évacuées, excepté les personnes intoxiquées par la fumée. Dans la soirée de vendredi, une quarantaine de feux étaient encore actifs. Selon la cellule de crise de la préfecture de Haute-Corse, la situation devait rester « préoccupante » une grande partie du week-end, en raison notamment de la force du vent, dont les rafales, atteignant par endroits 150 kilomètres heure, entravent considérablement le travail des Canadair et des Tracker. Aux sept cents sauveteurs déjà sur place devaient s'ajouter, samedi 5 septembre, environ deux cents personnes venues du continent. Le vent, toutefois, avait faibli samedi en fin de matinée, permettant une amélioration de la situation.

Dans un communiqué publié vendredi soir. le ministre de l'inté-

M. Paul Quilès, a déploré qu'e une fois encore la Corse a été le théâtre d'incendies d'origine criminelle ». Soulignant que « leur caractère simultané et leur dispersion géographique systématique sont les indices d'une démarche délibérée », le ministre a demandé « l'engagement d'importants moyens en renforts nationaux pour appuyer le dispositif mis en œuvre localement ». Le communiqué précise que ce potentiel a été porté à dix avions bombardiers d'eau, trois hélicoptères bombardiers d'eau, quatre Puma pour le transport de commandos héliportés et neuf sections des unités d'intervention de la sécurité civile.

POLICE **Une Europe** de la sécurité

Aussi les quatre ministres fran-Aussi les quatre ministres fran-cais et allemands ont-ils fait le déplacement de Strasbourg pour souligner que cette Europe de la sécunité est bel et bien en marche. Avec un objectif somme toute limité: le lancement officiel d'une équipe de quinze policiers euroequipe de quinze pointiers euro-péens qui, sous présidence alle-mande, se contenteront d'étudier les modalités d'action de l'Office européen de police, dont l'entrée en phase opérationnelle est prévue pour janvier prochain.

Encore les premiers pas d'Europol devront-ils suivre un chemin
étroitement balisé: le traité de
Maastricht a unnoncé la création
de l'« Office européen de police
(Europol)» en précisant qu'il « se
limitera à un système d'échanges
d'informations». Dans un premier
temps, l'Office se cantonnera aux
informations informaties traffic informations intéressant le trafic de stupéfiants, et son existence dépendra d'une convention internationale qui devra recevoir l'agré-ment ministériel des Douze. On est donc loin du modèle d'une police fédérale, souhaitée par l'Allemagne, qui aurait exercé des missions opé-rationnelles, à l'instar du FBI amé-ricain. Les policiers d'Europol ne mèneront pas d'enguête, mais s'en meneroni pas d'enquête, mais s'en tiendront à la mise en commun d'informations entre les polices communautaines

Coopération renforcée

Cette prudente mise en route d'Europol n'en marque pas moins une première application des innovations apportées par Maastricht au traité de Rome. Les domaines de la police et de la justice figurent désormals parmi les «questions d'intérêt commun» traitées par la coopération interpouvernementale: « la politique d'astle, les règles régissant le franchissement des frontières extérieures (...), la politique à l'égard des ressortissants des pays Cette prudente mise en route d'immigration et la politique à l'égard des ressortissants des pays tiers (...), la lutte contre la toxicomanie (...), la coopération judiciaire en matière pénale, la coopération douanière, la coopération policière en vue de la prévention de la hutte contre le terrorisme, le trafic illicite de drogue et d'autres formes graves de criminalité internationale (...) en licition de la préventionale (...) en licitique des la complet de la complet d'autres formes graves de criminalité internationale (...) en licitique de la complet de l ae criminaute internationate (...) en liaison avec l'organization à l'échelle de l'Union d'un système d'échanges d'informations au sein d'un Office européen de police

(Ешгорої) ». Aux yeux du ministre de l'intérieur français, M. Quilès, Europol constitue ainsi « l'embryon d'une police européenne». De ce point de vue, l'installation de l'équipe Europol à Strasbourg constitue un pré-sage pour la France, puisque ses policiers travailleront sur le site qui, dans la banlieue de Neuhof, abrite déjà le Système d'information Schengen (voir encadré). Il n'est pas sîr que cette synergie suf-fira à accélérer la signature et la ratification de l'accord de Schen-gen par l'ensemble des Douze, tant les sensibilités nationales et les concettions desegrant vives oppositions demeurent vives.

L'Europe de la sécurité inté-rieure est visée par deux sortes d'inquiétudes. Les unes émanent des défenseurs des droits de l'homme, qui redoutent l'aligne-ment des politiques de l'immigra-tion et du droit d'asile sur les pratiques policières des pays les moins accueillants aux migrants et aux étrangers. Les associations sont peu rassurées par les garanties présentées par le traité de Masstricht, qui s'inscrit dans le cadre de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et de la convention relative au starut des réfusiés.

Le retard de l'Europe judiciaire

Le second volet de critiques a été énoncé, dès décembre 1991, dans un rapport du Sénat français (1): la liberté de circulation dans l'espace européen provoquerait un afflux de réfugiés et d'immigrés clandestins profitant des failles du système, tandis que l'Europe nouvelle créerait un appel d'air à la délinquance et à la criminalité.

Autant de débats qu'il est dif-ficile de trancher, en l'état actuel d'avancement des dossiers. Quel-ques idées simples méritent cepen-dant d'être rappelées. S'agissant du « déficit de sécurité», les réalités cont bestroom plus contrastées sont beaucoup plus contrastées qu'il n'y paraît : les «patrons» des polices criminelles des Douze, réu-nis en mai à Strasbourg, ont ainsi noté que la délinquance est à la hausse constante dans les pays d'Europe depuis une quinzaine d'années, et que le crime organisé (drogue, racket, terrorisme, fraudes économiques et financières) n'a pas attendu Maastricht pour jouer à saute-frontières.

Plus préoceupante est l'extraordi-naire diversité des systèmes pénaux européens. L'Europe judiciaire se construit à un rythme encore plus mesuré que l'Europe des polices. Et la création d'un espace judiciaire européen n'est vraisemblablement pas pour demain, tant ces pro-blèmes se trouvent au cœur des blèmes se trouvent au cœur des identités et des sensibilités nationales. D'un pays à l'antre, les mêmes infractions continuent d'être passibles de peines sensiblement différentes. Le «libéralisme» hollandais en matière de consom-mation de drogue – il est légal d'acheter des quantités importantes de haschich dans les coffee-shops néerlandais - donne ainsi des sueurs froides aux autres policiers

Dernier type de critiques oppo-sées à l'Europe de la sécurité : « Il est probable que la suppression des contrôles aux frontières internes

re l'Est », précité.
que « le vitroller va de » l'esfronvetif vitil
(es)
Gris-NeZ sera reçue comme un signal pour toute la misère du monde, notam-ment celle du Sud et de l'Est», notait le rapport sénatorial précité. A quoi M. Quilès répond que « le nombre des personnes à contrôler nombre des personnes à controler systématiquement diminuera de 60 % environ à l'intérieur de l'es-pace délimité par ces nouvelles fron-tières. Cela signifie qu'à effectif égal les services de police pourront se consacrer aux ressortissants des

Sans vraiment convaincre: on peut raisonnablement penser que peut rassonnablement penser que l'étanchéité des frontières sera, demain comme aujourd'hui, tout simplement impossible à assurer, et que la lutte policière contre l'immipéril gration irrégulière ne sera pas faci-litée par la suppression des contrôles aux frontières internes. En seus inverse, le traité de Maas-tricht a marqué une innovation essentielle en instaurant une politique commune pour les visas de courte durée, désormais soumise aux règles communautaires prévues par le traité de Rome et allant jus-qu'à prévoir « un modèle type de visa européen ». D'ores et déjà, cette logique a conduit l'Espagne et l'Italie à exiger des visas pour les ressortissants des pays du

es touristes

Ainsi va l'Europe de la sécurité. Faite d'un enchevêtrement de dossiers complexes, de mesures assurant la libre circulation mais aussitôt suivies de mesures « compensant» la suppression des frontières, de réformes et de conventions d'application non encore abouties à ce jour. Du moins les Etats membres se sont-ils réservés des issues de secours en se ména-geant le droit de mettre en avant des impératifs « de maintien de l'ordre » et de « sauvegarde de la sécurité intérieure » pour conserver leur liberté nationale d'action.

ERICH INCIYAN

784

NAME OF STREET

1200

Section .

1

300

Me-et-Vilaine am

The second

4.200

A 14 / 1

3. 15

200

(1) Rapport de la commission sénato-riale chargée d'examiner « la mise en place et le fonctionnement de la conven-tion d'application de l'accord de Schen-gen», Sénat, 11 décembre 1991.

Bunker informatique et frontière électronique STRASEOURG

de natre envoyé soécial Le cœur informatique de Europe des polices bat derrière ces orifiages et ces ba belés, au sous-sol d'un bunker enfoui dans les sous-sols de cette palaible banlieue strasbourgeoise de Neuhof. Pièce maîtresse de l'accord signé le 19 juin 1990 à Schengen (Luxembourg) par huit pays (1), ce système

informatisé constitue, à ce

jour, le dispositif auropéen de

sécurité le plus élaboré. D'une capacité gigantesque, ce fichier central rassemble et connecte les données informatiques, contenues dans chaque fichier national, des polices des Douze sur les étrangers déclarés « indésirables » (après un refus d'ad-mission dans un des Etatsmembres), les personnes recherchées, ou encore les objets (billets, papiers d'iden-tité, véhicules) volés. Une dizzine de millions de per sonnes, ainsi que des objets ou des papiers d'identité en nombre encore plus grand, seront ainsi recensés (2).

Faut-il y discerner, comme l'a fait le ministre français, « un dispositif de frontières électroniques pour l'Europe »? Toujours est-il que, de Melaga à Francfort-sur-l'Oder, tout policier européen pourra consulter les fichiers du Système d'information Schengen (SIS) sur un terminal informatique. En moins de cinq minutes, assurent les promo-teurs du système, il obtiendre ainsi les informations sur la personne suspecte. De sorte que chaque policier français mations trols fols plus importente, en volume, qu'à l'heure actuelle. En écho à son homo-logue allemand, M. Quilès a estimé que «l'Europe sera dotée de frontières exté-rieures qui seront beaucoup plus hermétiques et plus

(1) Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal. La Grèce a un statut d'Obsérvation.

(2) Le convention d'application de Schengen a prévu un régime européen de protection des données comparable à celui onistant à l'échelle française avec la Commission nationale informatique et libertés.

Le mythe de l'incendiaire

Un incendie de forêt sur dix seulement est d'origine crimi-nelle. Pourtant, dès que l'été ravive les feux de maquis et de pinèdes, le fantasme du pyro-mane renaît, tenace. « Quelqu'un » a vu le prétendu incendiaire s'enfuir à bord d'une voiture immatriculée « 76 » ou en Allemagne (l'incendiaire est toujours un « étranger » venu du « Nord »). Il serait à la solde de promoteurs immobiliers ou du terrorisme proche-oriental – le soupçon varie selon les époques. L'ami d'un ami l'aurait repéré, le regard tourmenté, au milieu de pompiers volontaires, jouissant du specta-cle de son forfait... L'incendiaire est un bouc émis-

saire idéal. Il absout per avence ceux dont la mission est de prévenir les feux de forêts il exonère les pompiers de leur impuissance. les maires et les préfets de leur imprévoyance, les forestiers de leurs insuffisances... Le fantasme du pyromane omniprésent et insaisissable est d'autant plus ancré dans l'inconscient populaire que les civilisations primitives ont toutes attribué à la première flamme une provenance sumaturelle, inexplicable, comme la montre l'anthropologue britannigine du feu. Voilà pourquoi, lors-Landes ou le Midi, on crie à l'incendiaire, neuf fois sur dix sens

Un tiers des feux répartoriés dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur sont dus à des travaux forestiers ou agricoles -c'est dire si le mythe de l'in-cendiaire venu d'eailleurs » est inconsistant ; 11 % des feux qui éclatent dans la région sont le fait d'actes de malveillance, auxquels on doit 15 % des surfaces incendiées. La fable la plus récente, qui attribue à des promoteurs immobiliers en mai de terrains constructibles la responsabilité de gestes criminels, n'a pas de réalité. « Des études très poussées ont été menées pour vérifier ce qu'il en est, confirme M. Philippe Michaut, chargé de mission à la direction de la sécurité civile du ministère de l'intérieur. Laura conclusions sont négativas. »

Il n'empêche que cette fable-là et quelques autres ont la vis dure, au grand mécontentement des spécialistes de la lutte contre les incendies, pour lesquels surévaluer le rôle des pyromanes, c'est minimiser la cause essen-tielle – et de loin (42 %) – des feux de forêts : l'imprudence.

Pompiers-pyromanes

Le pyromane serait à l'incendiaire ce que le kleptomane est cas de la Haute-Corse, d'où part un feu d'été sur trois, il s'agit d'incendiaires au sens propre, qui mettent le feu au maquis pour y frayer un chemin à leurs trou-peaux. Hormis ces mises à feu « utilitaires », la distinction pyromane-incendiaire n'est pas toujours commode. Le code pénal ne s'y risque pas. Et les psychia-tres hésitant à en faire des catégories à part. Comme l'explique le docteur Louis-Paul Roure, expert auprès de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, l'incendiaire est souvent travallé par des pulsions qui l'apparentent à un pyromane. Les cas limites sont fré-

L'incendialre-pyromane, disent les psychiatres, est un être frustré, sinon fruste, qui tente de se grandir à ses propres yeux. C'est souvent, les provoquent pre-



un dépressif qui agit souvent sous l'emprise de l'alcool et éprouve un plaisir pervers au spectacle de sa faute, plaisir à forte coloration sexuella

La figure emblématique de l'incondigire est l'anti-héros du Pavil ion d'or de Mishima, qui, retranché dans sa solitude, confie à une prostituée quelque temps avant son crime : «d'ici un mois oui, un mois – on parlera beaucoup de moi... Souviens-toi alors de moi... » Les sforces des ténèbres a qui l'incitent à passer à l'acte ne tiennent pas seulement à sa vunité d'inadapté social, mais à un dérèglement plus intime. Ces félures de la personnalité expliquent que les tribunaux absolvent une forte proportion d'incendiaires en les déclarant irresponsables (cette proportion varie d'un quart à la moitié, selon les átudes, éparses, dont on dis-

Sur dix-huit affaires judiciaires recensées récemment par M. Jean-Pierre Belloti, substitut général à Aix-en-Provence, neut avaient pour protagonistes des pompiers ou des parents de pompiers. Pompiers volontaires plus souvent, anciens pompiers ou candidats pompiers dont les offres de service avaient été

Certains compiers volontaires se muent en incendiaires afin de toucher la prime qui rémunère leurs services. Seion le grade. cette prime oscille autour de 50 F par heure. Lorsqu'un feu de forêt réciste plusieurs jours, les 3 000 ou 4 000 F sont facilement

Le plus symptomatique chez les pompiers-pyromanes, ce n'est pas l'appât du gain, margi-nal sur le nombre. C'est le passage à l'acte et ce qu'il révèle de la psychologie des incendiaires. Le feu aimante certaines person-nairtés au point de susciter chez elles une vocation de combattant du feu. La plupart en restent là, surmontant facilement, s'ils en souffrent, leurs élans morbides. Un petit nombre n'y résistent pas. Par son ambivalence, leur fascination pour le feu prouve à quel point la frontière est ténue entre le normal et le pathologi-QUO.

A en croire les statistiques de la cour d'appel d'Aix-en-Pro-vence, les feux dus à la maiveillance ne brûlent généralement que de petites surfaces. Comme si les gens de la terre qui, le plus

naient soin de limiter les dégâts. En Haute-Corse, où la plupart des incendies ont une origine pasto-rele, les poursuites judiciaires sont quasi inexistantes. Le flagrant délit est presque impossible à établir. « Quant à trouver des moins prêts à déposer...», sou pire le colonel Antoine Battesti, directeur des services d'incendies et de secours du département.

C'est pourquoi, si l'on entend beaucoup parier d'incendiaires l'été, les procès se font rares l'hiver venu. Début janvier, néan-moins, le tribunal de Poitiers e condamné lourdement un RMiste qui, le 29 août 1991, avait provoqué en état d'ébriété l'incendie de 90 hectares du champ de tir de Montmorillon (Vienne). Dixhuit mois d'emprisonnement, dont douze avec sursis, lui ont été infligés. C'est la première fois, semble-t-il, qu'a été appli-quée une loi de 1987 qui permet à l'administration d'obtenir d'un condamné le remboursement des frais auxqueis son geste l'a expo-sée. Dans ce cas précis, plus de 117 000 F pour cinquante heures d'intervention menées par cent vingt hommes à bord de trente-deux véhicules...

L'appet du feu se propage dans les esprits fragiles aussi sûrement que dans un sous-bois surchauffé. La pyromanie est unema-ladie contegieuse qui incite les « esprit félés » à passer à l'acte, observe le colonel Gérard Gilardo, directeur du centre interrégional de coordination opérationnelle de la Sécurité civile (CIRCOSC) installé à Valabre, près d'Aix-en-

«Lorsque la télé montre des, incendies de forêts et des Canadzir en action, j'enrage, avouet-il. Je sais que ces images vont redoubler les départs d'incendie. Le 31 juillet 1989, des feux spectaculaires ont éclaté en Corse : le lendemain, ça brûlait partout dans le Sud-Est....

Dans la Psychanalyse du feu, Bachelard ne dit pas autre chose : « Un incendie détermine un incendiaire presque aussi fatalement qu'un incandiaire allume un incandie. » Il dit aussi que «le feu couve dans une âme plus strement que sous la cendre » De tous les faits divers de l'été. les incendies sont, pour cette raison, ceux qui enflamment le plus les imaginations. Peut-être parce qu'ils raniment une fascination très archalque et très anxiogène au fond de chaque individu.

BERTRAND LE GENDRE

Le Monde LES FINS D'EMPIRES



Sous la direction de Jean-Pierre Rioux



Tél. (1) 46 34 07 70

NUMÉRO SPÉCIAL 30 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'HERMÈS Editeur

L'essentiel sur CONTRATET RELATIONS DU TRAVAIL par Claude ORLIAC

Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

ďa écc

Α·

Blanc-Nez et Gris-Nez au péril des touristes

E. S. 2019, GRIS-NEZ (P.-de-C.) en en obseszation as Foos à Bonlets

Avec l'ouverture du tunnel sous la Manche, le sauvetage des caps du Pas-de-Calais, déjà fort dégradés, est urgent. Le Conservatoire du littoral lance une souscription publique pour acheter ces sites

ESCALLES de notre envoyé spécial

MARCEL CARON, de soixante-dix-neuf ans, est fier de diriger la commune d'Audinghen. Sur son territoire se dresse le cap Gris-Nez, sorte de vigje souffletée par le vent, qui veille sur l'un des détroits les plus fréquentés du monde. Par temps de brume, la sirène du Cros-sman (Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage de la Manche) lance son mugissement déchirant. Mais par beau temps on aperçoit la ligne blanche des falaises britanniques.

Alors les touristes se pressent. Déjà cinq cent mille par an, dont es voitures et les cars submergent les perkings. Les hôtels, campings, restaurants et gîtes ruraux de la commune profitent évidemment de ce pactole qui indirectement ali-mente aussi le budget municipal.

M. Caron, qui se souvient de l'état de sa commune au lendemain de la dernière guerre, se félicite de Allemands, le cap avait été littéralement labouré par les bombardiers alliés, qui y avaient laissé trente mille cratères. Les trois quarts des habitants avaient du s'exiler. C'est le tourisme qui a sauvé Andinghen, où vivent aujourd'hui cinq cent

vants, les commerçants ont repris espoir. Il n'est plus question de voir partir la gendarmerie ni la percep-

tion. Ce pays obstinément tourné vers l'agriculture, malgré la pau-vreté de sa terre, était naguère passé à côté du développement

apporté par le chemin de fer, dont a bénéficié la ville proche de Redon.

Pas question cette fois de manquer

le virage de l'essor routier.

100 200

4.30

1. 1. 1. 1. 5

quatre-vingts habitants. Mais le aire est préoccupé.

Avec l'ouverture du tunnel sous la Manche, à 12 kilomètres d'ici, et la construction d'une rocade littorale, la fréquentation du cap va doubler, peut-être tripler. Déjà des caravanes plantées à demeure sur des bouts de pâture, des villas, des lotissements et des parkings plus ou moins sauvages out commencé à «manger» le site. Comment encais-sera-t-il un nouvel afflux?

M. Caron sait qu'il n'a pas les moyens de

Des cabanons dans les dunes.

se trouvent le cap Blanc-Nez et la montagne de déblais extraits du tunnel, se sent encore plus démuni avec ses trois cents habitants. Celui de Wissant (mille deux longue plage de sable s'étend entre les deux caps, n'est

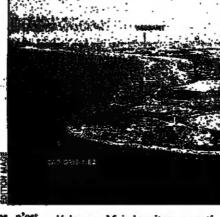
décharges. Mais le mitage a conti-nué. Force est restée au droit de propriété. A la demande même des pas plus fier. Des dizaines de cabanons se sont construits en toute illégalité dans les dunes et il n'en peut mais. Pourtant toute la zone des

L'Ille-et-Vilaine aménage son territoire

Profitant de la modernisation du réseau routier, le conseil général a incité:

caps avait été rangée, il y a déjà une dizaine d'années, dans les grands sites nationaux à réhabiliter. En 1980, M. Michel d'Ornano, alors puissant ministre de l'environneent et du cadre de vie, avait parcouru la côte et proposé aux collec-tivités locales de partager moitié moitié les charges d'un nettoyage général doublé d'une mise en valeur le Monde des 20 mars et 14 août

1980). Effectivement, on a classé les caps, enterré les lignes électri-ques et dissimulé quelques



tif. Depuis 1976, il a acheté près de 2 000 hectares sur le littoral du Pas-de-Calais. Ce département est ainsi le troisième de France pour le linéaire côtier soustrait aux convoitises des constructeurs. Dans la zone des caps, le conservatoire a réussi à acquérir ici et là, au gré des opportunités, une dizaine de parcelles totalisant environ 140 hectares. Face à une pression touristique qui risque de tripler, cette politique du coup par coup apparait aujourd'hui comme un tigre de papier. Selon une étude réalisée l'an dernier par la région Nord-Pas-de-Calais, le sauvetage et la reconquête des caps exigent désormais une appropriation massive du littoral

au mécénat

Telle est la première étape du projet baptisé Cap 93. Sur les comnunes d'Escalles, de Wissant et d'Audinghen, le conservatoire a l'ambition d'acquérir 300 hectares supplémentaires. A l'amiable si pos-sible, puis, si nécessaire, par déclaration d'utilité publique et expro-priation. Dans la région, on ne le crie pas sur tous les toits, mais un certain nombre de caravanes-ventouses devront reprendre la route. et surtout quelques «chalandor nettes» et même deux ou trois villas, qui sont autant de verrues sur

le nez vert des caps, seront passées

Entre les acquisitions et les travaux de remise en état, il en coûtera une vingtaine de millions de francs sur quatre ans. A titre de comparaison, le devis de réhabilitation de la pointe du Raz s'élève à 36 millions de francs.

Sollicités d'intervenir tout au long des 5 500 kilomètres du littoral métropolitain, les responsables du conservatoire mesurent les limites de leur budget (environ 100 millions de francs en 1992). Els ont pris le parti d'en appeler au mécénat et même à la tirelire des Français. Pour le sauvetage des caps du Pas-de-Calais, ils ont lancé, avec l'aide du quotidien régional la Voix du Nord, une souscription publique (1). L'envoi d'un modeste chèque de 100 francs permet l'achat de 40 mètres carrés de littoral.

En vérité, tout le monde s'y met. La région et le ministère de l'environnement débloqueront quelques crédits pour la restauration du paysage. Les espaces devenus publics surveillés par des gardes engagés par les communes. L'association Rivages propres continuera, comme elle le fait jusqu'ici, à nettoyer la côte avec l'appui de matériels et d'employés municipaux. M. Marcel Caron et ses collègues sont impressionnés par cette mobilisation générale. Cette fois, la reconquête du Blanc-Nez et du Gris-Nez paraît avoir de meilleure chance de réussir qu'il y a douze ans.

MARC AMBROISE-RENDU

(1) Souscription Opération Gris-Nez. Les chèques sont reçus au Conservatoire du littoral-Fondation de France, 8, rue du

La décentralisation à l'épreuve des déchets

A VANT qu'elle trouve son point d'équilibre, la ges-tion des affaires publiques n'en fini pas d'osciller, en France, entre les décisions parisiennes et les solutions locales. Dernier exemple en date : celui de l'importation des ordures ménagères d'outre-frontière, qu'un récent décret de Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, a brutalement interrompue (la Monda daté 30-31 août).

Motif invoqué : les Alle-mands mélent leurs déchets hospitaliers aux braves détritus domestiques. Objectif réel : ousser l'Allemagne, puis les autres nations européennes à adopter le pratique du « chacun chez sol ». Mais, du coup, voici les collectivités locales des départements de l'est de l'Hexagone en porte-à-faux.

Sur la ligne bleue des Vosges, comme dans la plaine du Rhin, certaines villes ont osé construire de coûteux incinérateurs. Pour les rentabiliser. elles recevaient les déchets des villes allemandes, plus diposées à payer le prix de la destruction que les communes françaises, dont la plupart recourent encore à la mise en décharge, plus ou moins sau-

Linge sale

Strasbourg a vu ainsi le contrat passé avec ses homologues d'outre-Rhin brusquement remis en question. Le maire de la citée alsacienne, Ma Catherine Trautmann, en a concu quelque humeur. Et elle n'a pas manqué de s'en ouvrir lors du mini-sommet franco-allemend qui s'est tenu sur ses terres le 3l août (le Monde du 2 sep-

Pour elle, la berrière du Rhin n'existe plus depuis belle lurette. Son consell municipal avec celui de Kehl, de l'autre côté du pont. Laissez-nous laver notre linge sale en familie, dit-elle en substance, sinon la décentralisation n'a plus de

M= Ségoiène Royal n'a pas cédé. Pour elle, la politique européenne des déchets ne se fait pas (seulement) sur les bords du Rhin. Les incinérateurs français doivent bruler d'abord des ordures « mede in France ». N'en déplaise aux communes de l'Est qui ont investi dans des équipements.

Le Monde



les communes à se regrouper pour accueillir des entreprises depuis 1983. Ici, la greffe a bien pris : un entrepôt de produits frais d'une chaîne de distribution s'est de notre envoyée spéciale installé en premier, d'autres ont suivi, notamment une entreprise E GRAND-FOUGERAY n'est pas une pittoresque bourgade bretonne, juste un chef-lieu de canton rural aux confins des départements de l'ille et-Vilaine et de la Loire-Atlanmoderne de production de circuits imprimés. Déjà plus de trois cents emplois ont été créés depuis 1988.

emplois ont été créés depuis 1988.

« Lors de la construction de la voie express, chaque commune réfléchissait au profit qu'elle pourrait en tirer et était prête à entrer en concurrence, se souvient M. Alain David, adjoint au maire du Grand-Fongeray. C'est alors que le conseil général a proposé de nous adder. En contrepartie, il nous a demandé de nous regrouper. » Ainsi les quatre communes out-elles pu particaper à l'aménagement de la zone d'activité, elles stiendent désormais de se répartir les recettes de la taxe protique. Sans charme particulier, hor-mis son donion médiéval, mais pas sans atout. La nationale 137, une de ces autoroutes gratuites dont s'est doté l'Ouest de la France il y a dix ans, dessert les quatre com-munes du canton. Depuis que certe « quatre voies », reliant Rennes à Nantes, a attire dans cette campagne valionnée quelques entre-prises et du travail, la vie a changé. répartir les recettes de la taxe pro-Au Grand-Fougeray, qui abrite la repartir les recettes de la taxe pro-fessionnelle (1). Une méthode que M. Alain David qualifie de « géniale ». Cet homme reconnais-sant admet d'ailleurs partager la sensibilité politique de la majorité départementale. Il est aujourd'hui président du syndicat intercommu-rel des quatre mutes. moitié des quatre mille habitants du canton, une école publique vient d'être construite. La municipalité a acquis un restaurant et envisage d'investir dans un bôtel. Le cam-ping est prévu, à côté d'un centre sportif tout neuf. Les maisons à l'abandon ont été remises en état pour accueillir les nouveaux arrinal des quatre routes.

 Solidarité entre cités

En fait, l'ensemble du départe-ment a opté pour la solidarité entre cités. Sur trois cent cinquante com-munes, environ trois cents adhérent actuellement à un syndicat. Dans certains regroupements, les étus se contentent de her leur sort pour la gestion d'une zone d'activités.

Un exemple bien choisi de l'effi-cacité de la a politique des échan-geurs » prônée par M. Pierre Méhaignerie (CDS), président du conseil général d'Ille-et-Vilaine D'autres s'impliquent davantage, allant jusqu'à se partager toute taxe professionnelle à l'échelon du canton. « Je conçois l'Ille-et-Vilaine

cent mille habitants, composé de quatre cents quartiers», avait dit, il y a quelques années, M. Pierre Méhagnerie, maire de Vitré, ancien ingénieur du génie rural. La formule a fait mouche, les étus la répènant de la compartie de la la répênant de la compartie de la comp

la capacité de réponse »

Et dans l'avenir, « l'Ille-et-Vilaine est mître. La loi sur les communau-lés de communes s'imposera ici sans difficulté », affirme M. Alain de Bouteiller, directeur général des ser-vices départementaux. Ses collaborateurs sillonnent en ce moment la campagne, informant, tâchant de convaincre, simulations fiscales à l'appui, du bien-fondé des nou-velles dispositions législatives.

L'origine de la réflexion départe-mentale remonte à 1987, avec la modernisation et l'accélération de modernisation et l'accélération de l'équipement routier. Le conseil général décide alors de favoriser, à coups d'aides financières substantielles, l'émergence de solides espaces d'activités économiques auprès de chaque échangeur important. Une démarche logique pour qui souhaite diffuser le développement, mais non dénuée de risques. L'équipe de M. Pierre Méhaignerie, relayée par ID 35, une agence charrelayée par ID 35, une agence chargée de prospecter en direction des entreprises sur le territoire français et au-delà, a beau promettre qu'à l'horizon 1997, le moindre village se situera à moins de trente minutes de Rennes, il n'est pas toujours aisé de persuader un industriel de s'installer loin de la

Dès lors, des regroupements s'impossient afin de « muscler la capa-

cité de réponse des élus locaux», seion l'expression de M. de Bouteiller. L'intercommunalité s'est engagée d'autant plus rapidement que le département a créé dès 1988 un département à crèe des 1988 un nouveau sigle : la DGDI (dotation globale de développement intercommunal) accompagné d'une ligne de crédit spécifique de 10 francs en moyenne par habitant. Il en a coûté environ 6 millions de francs au département en 1991. Une somme que M. de Bouteiller n'estime pas considérable mais, modulée en fonction des besoins locaux et libre d'utilisation, elle a grandement contribué à bousculer les susceptibilités de clochers.

Action sociale, animation culturelle, sportive, environnement, la solidarité doit pouvoir progresser dans tous les domaines. Au-delà des enjeux économiques, c'est bien d'aménagement global du territoire que le conseil général entend se sai-sir. Les villages doivent parvenir à unir leurs forces afin d'offrir des services comparables à ceux de la ville, il y va de leur survie.

Sur le mur de la mairie du Grand-Fougeray trône une photo de la fin du siècle dernier. C'est jour de marché et les paysans se pressent sur la place. Aujourd'hui, nombre d'agriculteurs sont devenus caristes à l'entrepôt voisin. D'autres ont abandonné leur exploitation. La forêt regagne le terrain qu'elle avait laborieusement perdu. Mais le bourg a retrouvé l'espoir.

MARTINE VALO

(1) Dans la région Bretagne, la plupart des entreprises ont droit à une exonéra-tion de la taxe professionnelle durant les Le Monde ROSSIERS

SEPTEMBRE

Premier dossier

Les lois de décentralisation de 1982 ont transféré une part du pouvoir central aux élus. Chaque échelon territorial a été alors investi de missions précises, mais, en dix ans, la prati-que s'est compliquée et le partage des pouvoirs n'est pas

10 ans de décentralisation

Deuxième dossier

Petits commerces et grandes surfaces

Le consommateur français a le choix : des grandes surfaces aux commerçants du coin en passant par les centres commerciaux, les marchés, les discounters ou les supérettes. le paysage commercial tricolore est moderne et divers. Mais le marché se sature, les gros se mangent entre eux et les petits ne résistent pas partout.

Et aussi, dans ce numéro, « Les clés de l'info ». Au sommaire : le budget, les vendanges, le référendum, les élections sénatoriales, Christophe Colomb, l'Afghanistan, la Somalie, la force d'intervention de l'ONU, la réglementation de la chasse...

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 10 F

Pour la deuxième année consécutive, les étudiants résidant en région Aquitaine peuvent bénéficier d'une réduction de 50 % sur les trale lieu de leurs études, qu'il s'agisse d'université, d'IUT, ou des classes préparatoires aux grandes écoles. Le conseil régional d'Aquitaine reconduit un accord avec la SNCF, aux termes duquel la collectivité finance 80 % du coût de l'opération et la SNCF les 20 % restants.

Il suffira aux étudiants d'acquérir, au prix de 100 F, une carte spé-ciale Aquitaine Etudiants, qui donne droit à la délivrance gratuite, par la SNCF, d'un abonnement « Modulopass », avec lequel ils pourront acheter des billets à demitarif. Inaugurée en février 1992, l'opération a déjà bénéficié à quatre mille étudiants au cours de l'année

▶ Les cartes Aquitaine Etu-diants, valables jusqu'au 30 septembre 1993, sont en septembre 1993, sont en vente au Centre information Jeunesse d'Aquitaine (CIJA, 125, cours d'Alsace-Lorraine, à Bordeaux), ainsi que dans des points relais dont la liste est communiquée par Minitel (3615 TOP CIJA).

BOURGOGNE

Communauté de communes en Côte-d'Or

V INGT-CINQ communes rurales du canton de Pouilly-en-Auxois, déjà unies dans un Syndicat inter-communal à vocation multiple (SIVOM), ont décidé de former une communauté de communes de l'Auxois-Sud, à compter du 1^{er} jan-vier 1993. M. Jean-Pierre Sueur, locales, est venu, mardi la septem-bre, manifester son soutien à des maires qui « confirment avec éclat une volonte collective de faire de la solidarité le moteur du développement économique». Il s'agit du second exemple de regroupement, après la communauté du Vald'Oust dans le Morbihan (le Monde daté 19-20 juillet), depuis la publi-cation de la loi d'orientation du 6 février 1992.

Le principal objectif de la struc ture intercommunale, qui repré-sente quelque 5 000 habitants, est de favoriser le développement éco-nomique en suscitant des implantations d'entreprises sur la ZAC des portes de Bourgogne, situées à proximité de l'échangeur de l'autoroute A 6, a Pouilly.

Cette communauté de com-munes, promue par M. François Patriat (PS), maire de Chailly-sur-Armançon et conseiller général du canton, s'intéressera également au tourisme rural par l'aménagement et l'entretien des sentiers de ran-

BRETAGNE

eu

TIC

ďa

écc

COT

me

Fra

12!

défi

réda

Con

répi

€Ħ

ď e

dér

i'ai

en :

A

sei de

lès de

Les Côtes-d'Armor s'équipent pour lutter contre les nitrates

A Piéven, dans les Côtes-d'Armor, vient d'ouvrir une importante unité de dénitratation. Ce nouvel équipement témoigne de la volonté des élus de l'Ouest de lutter contre la pollution de leurs rivières par les engrais. La station, qui aura coûté près de 45 millions de francs, permet une filtration de l'eau au rythme de 2 200 mètres cubes par heure. Elle sera gérée par le syndicat de l'Arguenon, qui regroupe cent treize communes et dessert 150000 habitants.

L'eau traitée provient d'un barrage de 11.5 millions de mètres cubes de capacité. Elle est d'abord décantée, puis plusieurs fois tiltrée pour éliminer les matières organiques, supprimer les couleurs, les mauvais goûts et les pesticides. que » aux nitrates grâce à un pro-céde de traitement à base de résines échangeuse d'ions.

Les nitrates purs sont acheminés grace à une canalisation de 35 kilometres, vers une usine de Saint-Maio, pour servir à la fabrication...

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de nos correspondants: Patrick Le Nen (Saint-Brieuc), José Lenzini (Tou-ומח). Jean-Jacques Lerosier (Caen), Michel Levêque (Poitiers), Chris Maiziat (Dijon) et Ginette de Matha (Bordeaux).

Un statut pour la filière sociale

Les décrets précisant les conditions d'emploi des 240 000 fonctionnaires des métiers médicaux et sociaux des collectivités sont enfin publiés

tions de biouses blanches «très en colère», en passant par de longues séances du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale (CSFPT), la saga du statut de la filière sociale aura marqué l'année scolaire 1991-1992. Ministère, syndicats de personnels et représentants d'employeurs, en l'occurrence les collectivités, chacun s'est efforcé, au cours de réunions marathons. d'amender dans son sens les propo-sitions formulées dès le mois de septembre 1991 (le Monde daté 29-30 septembre).

Une longue aventure qui s'est, peut-être, achevée à la fin de l'été. Le Journal officiel du dimanche 30 août a en effet publié une liste de 37 décrets qui donnent un statut de fonctionnaire des collectivités territoriales aux quelque 250 000 agents qui exercent leurs activités dans le domaine social, médical et médico-technique. Des textes qui tiennent compte de la rénovation de la grille des classifications et des rémunérations des trois fonctions publiques (accords Durafour de

Revalorisations de traltement

« Après la publication de ces textes, ce sont donc la quasi-totalité des 1,2 million de fonctionnaires territoriaux qui disposent de véritables statuts », assure M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales (1). « Cette modernisation statutaire et la rénovation des métiers qui en découle va permettre aux collectivités locales de définir et de mettre en œuvre des politiques de qualité dans leurs différents naines de compétence.»

Les dispositions des nouveaux décrets concernent 22 métiers diffé-

E propositions gouverne-mentales en manifesta-sociale, d'infirmière, de puéricuitrice, d'agent spécialisé des écoles maternelles, d'assistant de laboratoire, de vétérinaire, de médecin... Selon le ministre, les statuts ainsi définis doivent permettre à ces personnels « de bénèficier des garanties attachées au statut général de la fonction publique territoriale et de perspectives de carrière améliorées, ainsi que pour nombre d'entre eux de revolorisations de traitement ». Ces textes entérinent la suppres-

sion de la catégorie D au sein de la fonction publique territoriale. Désormais les carrières débutent en catégorie C. D'après les propos du ministre et les calculs de la Direction générale des collectivités locales (DGCL), les agents sociaux, par exemple, nouveau cadre d'emploi qui regroupe les aides ménagères, les auxilliaires de vie et les travailleuses familiales, doivent bénéficier d'un reclassement dans des échelons supérieurs, soit un gain brut de plus de 1 000 francs par mois en fin de carrière.

Les auxiliaires de puériculture ainsi que les aides soignantes et les assistantes dentaires doivent, à l'instar des agents spécialisés des écoles maternelles (ASEM), constater une progression de leur traite-ment brut de fin de carrière, qui passerait de 7 500 à 8 500 francs

Les assistantes sociales, dont quelques-unes jouèrent les héroïnes de la mobilisation hivernale, spécialistes des actions de commando à destination des médias, avant de se trouver isolées de leurs camarades de travail, ne sont pas oubliées par la réforme. Avec les éducateurs spécialisés et les conseillers en économie sociale et familiale, elles sont reclassées dans un cadre d'emplois de la catégorie B, bénéficiant du nouveau classement indiciaire gain immédiat de près de Il 000 francs par an.

Dans quelques jours doivent être publiés deux autres décrets instituant un régime indemnitaire de référence. « Cela se traduira par une revalorisation significative des rémunérations accessoires par rapport à la situation existante », précise M. Jean-Pierre Sueur en donnant l'exemple des assistantes sociales territoriales de premier grade dont la prime doit doubler en moyenne, pulsqu'elle se situait entre 3 300 et 6 700 francs par an et qu'elle devrait s'établir dans une fourchette de 6 700

Des charges supplémentaires pour les collectivités

Cette avalanche de textes va-telle satisfaire les personnels concernés? Il est encore prématuré de s'avancer sur ce point, même si des organisations syndicales se déclarent favorables. Du côté des employeurs locaux, le moment est maintenant venu de réviser les budgets prévisionnels en tenant compte des nouveaux textes. « En tant que maire d'Orléans j'ai mesuré l'impoi tance des charges nouvelles que cela représente pour une collectivité », note M. Jean-Pierre Sueur. Mais le secrétaire d'Etat estime que la modernisation de la fonction publique locale doit entraîner « un meilleur accès à des services de qualité pour l'ensemble de la population».

(1) La construction statutaire a débuté en 1987 avec la fillère administrative Pour l'achever, il ne reste qu'à définir le filière des policiers municipaux. Mais ces textes dépendent des orientations retenues dans un projet de loi relatif à la police municipale qui doit être prochainement

BLOC-NOTES

AGENDA

 Génie urbain. – Les nouvelles techniques apportent des solutions efficaces aux besoins de qualité de via, de sécurité, de préservation de l'environnement qui se posent dans les centres urbains. La deuxième Rencontre nationale du génie urbain ressemblara, mercredi 16 et jeudi 17 septembre à Marseille, élus, techniciens et industriels pour débattre de la « gestion coordonnée de la ville » et de « la gestion des risques urbains ». Institut international de roboti que et d'intelligence artificielle de Marseille, technopôle de Chateau-Gombert, Europarc batiment C, 13013 Marseille, Tél : 91-05-50-00.

 Développement régional. – Les systèmes d'information géographique pour la planification et le développement régional, alrisi que le rôle des ports dans le développement régional, sont les deux thèmes retenus par le Centre européen de développement régional (CEDRE) pour cas deux séminaires de rentrée. Ils sont organisés, respectivement, à Poitiers, le lundi 14 septembre, et à Lorient, les jeudi 17 et vendredi 18 septembre. непseignements au (16)
 33-88-22-38-83.

personnels. – La Mutuelle générale du personnel des collectivités locales (MGPL) organise, vendredi 11 septembre, au Futuroscope de Poitiers, un colloque ayant pour thème le régime indemnitaire et la protection sociale dans la fonction publique territoriale. La guestion de l'intégration des primes dans le calcul des pensions doit aussi figurer au programme de cette rencontre.

42-85-35-22.

a Le commerce en centre-ville - L'intégration du commerce en centre-ville doit être le thème de la seconde édition des Rendez-vous de l'architecture commerciale et de l'urbanisme qui aura lieu à Paris, mercredi 16 septembre. Elus, commerçants, professionnels de l'urbanisme, promoteurs, représentants des organismes consulaires et des services techniques des mairies doivant

➤ Secrétariet général IMHOTEP 92. 67, rue de Richelieu. 75002 Paris. Tél. 42-61-81-91.

et d'animation des espaces

débettre du rôle du commerce

dans la recherche de structuration

NOMINATIONS

p M. Bernard Frau chargé d'une étude sur les estuaires. Le maire de Grand-Couronne, ville M. Bernard Frau (Génération Ecologie), vient d'être chargé par le ministre de l'environnement d'une mission d'étude sur la situation écologique des grands estusires français. N= Ségolène Royal demande à M. Frau d'établir un diagnostic et de proposer des remèdes à la mise en cause das estuaires par « les ports autonomes, les collectivités locales, les industries pétrolières et chimiques ». Elle estime que cela e nuit à notre pays au moment où le gouvernement yeut renforcer le

protection des milieux aquatiques et lancer une véritable politique

[Né en 1947 en Tunisie, M. Bernard Frau est entré au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) après avoir travaillé en Australie pois au Sénégal. Ingé-nieur chez Jeumont-Schneider, il crée sa propre entreprise en 1981 et est élu conseiller municipal de Grand-Couron en 1983. Maire socialiste de la ville, il int Génération Ecologie et conduit la liste de ce mouvement aux élections régio-nales. En roars 1991, il a été nommé prési-

vantes inaugure

As consellers generel pour lecole

DÉBAT

Des remèdes pour la Corse

par Emile Arrighi de Casanova

A Corse a le triste privilège de se signaler périodiquement à l'attention de l'opinion, par des actes de violence dont elle est le théâtre et les motivations, supposées mafieuses, qui en fourniraient, désormais, l'explication. Que le gouvernement ait décidé de réagir en donnant aux autorités responsables les moyens de faire respecter la loi ne peut qu'etre approuvé, d'autant qu'une opinion répandue, avec une ironie perfide, tendrait à accréditer l'idée que le laxisme irait de pair avec l'insularité.

Mais croire qu'il suffirait de rétablir l'ordre pour extirper le mal reviendrait à confondre les effets et les causes. La déstabilisation de la Corse, si elle a des origines lointaines, en a deux nlus immédiates : le sous-dévelonnement et la onête, aussi insistante qu'illusoire iusqu'ici. d'une ambition.

L'erreur communément répandue a été de croire que prise dans le tourbillon des flux touristiques. l'île y trouverait la manne providentielle de son décollage économique. Or l'expérience a révélé qu'étant passée, en moins de dix ans, d'une fréquentation estivale n'excédant pas la centaine de milliers de visiteurs, en majorité insulaires d'origine, à plus de un million et demi, elle n'a trouvé en elle-même ni les ressources humaines, ni les capitaux pour maîtriser ce déferiement ; pas davantage pour se protéger contre la destruction physique et culturelle qu'il portait en germe ainsi que des combinaisons spéculatives immobilières et financières auxquelles il offrait un terreau susceptible de les

Autant un tourisme étalé dans l'espace et dans le temps et, surtout, inséré dans un tissu diversifié d'activités, aurait été et reste un atout majeur, autant, sous sa forme actuelle, avec une suractivité de deux mois à laquelle succède la léthargie du reste de l'année, fait-il penser à ces remèdes de cheval qu'on administrerait à un organisme anémié et qui, après un sursaut factice et passager, le replongeraient dans l'état dont on prétendait le guérir.

Une économie à diversifier

Aussi est-il urgent que le plan de développe ment et le schéma d'aménagement, dont la loi du 13 mai 1991 a confié la charge au Conseil exécutif et à l'Assemblée de Corse, voient rapidement le jour et que, jouant sur les ressources agro-sylvo-pastorales dont l'île est mieux dotée qu'on ne l'imagine, celles-ci deviennent le support de valeurs ajoutées, capables de stimuler les initiatives, de créer des emplois et d'ouvrir

A ces leviers de développement qui ne feraient, d'ailleurs, que renouer avec les traditions ancestrales, pourrait s'ajouter l'ouverture à des activités de pointe, telles que celles rassemblées à Sophia-Antipolis. Les succès spectaculaires enregistrés par cette technologie ne sont tributaires al d'une tradition industrielle, ni de l'existence de ressources naturelles, mais de la volonté conjuguée de politiques, de scientifiques, d'universitaires et d'entrepreneurs jouant de la qualité du site et de son aptitude à attirer densité exceptionnelle de matière grise. Ce qui a réussi sur la Côte d'Azur est envisageable en Corse, où les mêmes conditions sont potentiellement existantes et où la négociation d'un tutorat de Sophia-Antipolis pourrait faire office de catalyseur.

Diversifier l'économie ne serait cependant pas suffisant si n'était, en même temps, prise en compte la quête confuse mais insistante des Corses - les jeunes surtout - à être au nombre des acteurs d'un dessein qui balaie la désespérance, voire la révolte qu'engendre un sentiment d'impuissance face au rouleau compresseur de l'aniformité.

Une triple ambition

L'insularité a ces deux caractéristiques, en apparence contradictoires mais en fait interdépendantes, d'être symbole d'enfermement et rêve de dépassement. L'histoire mouvementée et à certains moments tragique des Corses en traduit tout à la fois le paradoxe et la réalité. En regard d'épisodes glorieux, la réponse au mal d'être insulaire passe, au-delà du nécessaire décollage économique, par la reconnaissance à la Corse du droit de tenir une partition spécifique dans le concert des bâtisseurs d'avenir.

La considération du présent, dans ses données géographiques et politiques éclairées par les legs du passé, conduit à suggérer de la placer en pointe dans trois domaines.

L'un concernerait la définition d'une politique européenne de l'insularité. Il n'est que temps de cesser de raisonner, dans ce domaine. en termes dérogatoires. l'insularité est un phénomène en soi, qui justifie un droit commun fiscal, économique et financier. La Corse pourrait servir de laboratoire pour en approfondir les données, dès lors que par sa situation, ses dimensions, la diversité de son relief et de ses sites, elle est un archétype de l'insularité. Elle aurait aussi vocation à être le lieu où s'élaboreraient, sur ce sujet qui concerne, à des titres divers nos onze partenaires, échanges, réflexions et propositions.

Un autre toucherait aux problèmes de coopération. Située sur l'axe nord-sud, mêlée jusqu'à un passé récent à la vie de nombreux pays africains, elle est encore présente par des familles originaires de l'île dans plusieurs d'entre eux, perçues, non comme des résidus colonisateurs, mais comme héritières d'administrateurs de tous niveaux ayant eu le mérite d'un comportement compréhensif et fraternel. La Corse pourrait, en conséquence, être un support pour la formation des coopérants et une terre de rencontres et de recherches tendant à donner coros à l'Eurafrique, en concertation avec la région continentale la plus proche : Provence-Alpes-Côte d'Azur où, d'ailleurs, l'implantation corse par son importance et son insertion dans les réseaux politiques et économiques est au nombre des forces dynamiques.

Up troisième, enfin, concernerait la désense de l'environnement. Réputée pour sa beauté, farouchement soucieuse de la préserver, tout en refusant le passéisme de l'immobilité, elle pourrait être un lieu d'expérimentation pour une politique conciliant respect des sites et développement, dont l'ébauche existe d'ailleurs au sein de son parc naturel régional. Dans tous ces domaines l'université de Corte pourrait conjuguer recherche et filières de formation. Les instances de la nouvelle collectivité territoriale, fixant les objectifs et inventoriant les moyens, devraient aussi mobiliser les forces vives, ce que devrait faciliter la mise en place de l'Assemblée consultative prévue par le nouveau statut avec des compétences élargies par rapport à

L'Etat commettrait une erreur fatale s'il considérait que, garant de l'ordre, il n'aurait ou'à accompagner le reste. Si le précédent statut de la Corse, imaginé en 1982 par Gaston Defferre, s'est, en définitive, soldé par un échec, c'est en grande partie parce que l'Etat, an lieu d'en soutenir et stimuler la mise en œuvre, a cru bon de se désengager. Désormais, instruit par l'expérience, il devrait adopter une attitude de partenariat avec les nouvelles instances insulaires, en particulier le Conseil exécutif, et jouer franchement le jeu de la mobilisation des moyeus nécessaires à la réalisation des objectifs

Dans la situation où est la Corse, il n'y a certes pas de remèdes-miracles. Au moins existe-t-il des atouts permettant de ne pas considérer la désespérance comme inéluctable.

Émile Arrighi de Casanova est président du comité économique et social de la

1

COURRIER

Oradour entre le souvenir et l'oubli

A la suite de la publication dans le Monde daté 23-24 soût de l'article de Georges Chatain «Oradour entre le souvenir et l'oubli», des lecteurs nous ont écrit pour s'éton-ner des propos de M. Robert Hébras, président de l'Association des familles de victimes, que nous avons rapportés, affirmant qu'il fal-lait être volontaire pour faire partie des Waffen-SS.

« En tant qu'ancien membre de la Mission militaire auprès des armées alliées détaché à la mission de dépistage des Alsaciens-Lorrains venus à la Wehrmacht, je dois rétablir une vérité historique, assure M. René Neunreuther, de Dordogne. Contrairement à ce que dis Hébras, la Waffen SS a enr de force, à partir de la fin de 1943 et le début de 1944, bon nombre de le acout de 1944, bon nombre de jeunes Alsaciens nés en 1926 (classe 1946), dans les rangs de ses unités. Il est donc parfaitement faux de dire qu'il faliait être volontaire pour en faire partie. Néanmoins, M. Hébras est excusable de l'avoir ignoré.»

Se

Erfffla.

M. Jean Weick, du Haut-Rhin, confirme que « tous les jeunes Alsa-ciens nés en 1926, et mesurant 1 m 70 et plus, furent incorporés dans les Waffen-SS. Mon voisin en fut. Il rejoignit la division Das Reich. Il eut la chance de ne pas faire partie du bataillon qui commit les horribles et effroyables exactions d'Oradour. Mais comme beaucoup d'autres Alsaciens dans son cas, le troisième jour de l'engagement en Normandie, à la première occasion, il leva-les bras et se rendit aux troupes alliées... Il y a presque cin-quante ans que ces faits se sont pas-sès et, sans vouloir ressasse de dou-loureur engressire il serser de dou-loureur engressire il serser de ma loureux souvenirs, il serait bon que la France sache enfin ce qui s'est réellement passé entre 1940 et 1945 en Alsace annexée et sous la botte

M. Gérard Pic, de Dijon, qui souhaite « dissiper les idées entrete-nues depuis la fin de la guerre sur nas compatriotes d'Alsace», souligne qu' « une infime minorité de traitres, moins nombreux au demeurant que ceux qui se sont engagés dans la milice de Vichy, ont choisi de rejoindre les Waffen-SS. Ils on été incorporés de force, sans d'ailleurs que le gouvernement Pétain ait élevé la moindre protestation contre cette riolation inquie du droit des gens ».

v. • . .

......

1-,

هكذا من ريومل

NANTES

de notre envoyée spéciale

E tranway ne divise plus les Nautais. La deuxième ligne, qui doit être mise en service iundi 7 septembre, profite du succès de la première. Bien sûr, il trouve encore quelques mécon-tents pour protester contre des travaux en centre-ville, mais le tempe est loin où une partie de la popula-tion récramait l'abandon pur et simple de ce mode de transport en site

Il est vrai que pour la seavelle ligne, qui relie le centre-ville à Rezé au sud de l'agglomération, le district a fait un effort tout particulier d'insertion. Là où le tramway passe, les espaces publics embellisent. Les voitures cèdent du terrain. Les piétons

Nantes, M. Alda Chénard, la première ligne - longue - 12,6 kilomètres avait fulli ne pas voir le jour. Prétendant à la mairie aux élections de 1983, M. Michel Chauty (RPR) avait mené bataille de le tramway dépensier comme Après avoir battu son adversaire socialiste, il avait gelé le projet pentravaux, delle projet pentravaux, delle projet pentravaux, delle projet pentravaux, delle projet pentravaux. ville française, en janvier 1985, à être équipée du tramway

Cinq tand, l'exploitation is réseau montrait que les étaient aux les les commun. La iréquentation du tramway poursuivait sa progression avec 15 millions de voyageurs pour l'an-En 1990, le 15-serie d'une ligne manière sensuelle. Le maire, M. Jean-Marc Ayrault (PS), a contribué à l'installation de M. Chénard à la de la SEMITAN, esyndicat d'économie mixte qui

de jare abbair des actors dont la res-lisation n'était jusqu'à présent même pas envisageable », affirme M. Alain Célérié, principal du collège Le Vil-lage, d'Evry, le plus important en Essonne avec ses l'un élèves.

Le coût de son projet de la la ment s'élève à 340 000 francs. Les

fonds départementaux doivent per-mettre, entre autres, de financer un

Quatre-vingt-huit des quatre-vingt-onze collèges essemiens ont signé un contrat de trois ans. Le département

ar man correspondent

EULEMENT trente-cinq

aéroponts n'ont par mania la affic

de la complémentarité. Tarbes-Ossun-Lourdes Pau-Uzein

destinée géographique

Bigorre. Le deux aéro-semblaient revendiquer cha-

cun l'identité 🕍 📉 zone d'im-

plantation. Il n'y mil

de l'aéroport de l'ai nel dans les Pyrénées-At-

lantiques e celui de Lourdes-

Tarbes in the Louis Hantes-Py-

Tarbes s'appuie sur la vocation

religieuse et touristique de Lourdes

kilomètres, il vingt-cinq d'autoroute, les sépa-

real el pourtant les deux

PATRICK DESAVIE

capione les transports de l'aggiomé-ration nantaise. En juin 1990, l'approbation d'un schéma directeur des transports à l'horizon 2000 a préva le prolongement de la deuxième ligne vers le nord ainsi qu'un projet de liaison autobus nord-ouest/sud-

Réaménagement du cours des 50-Otages

«Le transvay devient le fil conducteur d'une nouvelle politique d'urba-nisme, explique M. Jean-Marc Ayrault, qui vise li éviter que la circu-lation de transit ne passe au centre et à dégager de nouveaux espaces publics pour les piètons, » Avec l'édi-lication en cours d'une apparatique publics pour les pietons. » Avec i cul-fication, en cours, d'une quarantaine de kilomètres de rocade, la constrution de nouveaux ponts sur la Loire, le développement de parkings en périphérie et le redéploiement du réseau de transports en commun, la

La deuxième ligae du tramway va permettre de donner un nouveau visage an centro-ville. Et principale-

cours des 50-Otages, www arrang go makirilisti on virtukis mur partie commerçante de ville. réaménagement complet. L'importante qui sépare e quar-tiers de la cité médiévale, à l'est du Pouest, passee dis-futitieme, à l'est du dis-futitieme, à l'est du voits circulation, le pustre voies circulation, le pustre voitures, limitée à limitée à kilomètres/heure et la le l'est du l'

gommé - peché originel », explique-t-on à la milian. L'envoitures, première ligne
comprise, sont désormais
aux handicapés aux
réduite, comme l'tramway
l'unouvelle caisses plancher in s'intercale and deux « caisses » ordice qui fait un longueur de près de 40 millo l'in tout peut l'amillir 236 millo d'amillo d'

Le convoi m déplace la vitesse de 70 kilomètres/heure. Au total, l'opération a millions - land au district dont Pour faire a un programme transport collectif, a dú augmenter la contribudes entreprises et a porté le vertransport 1,75 en l'elle Pour un seconde ligne tram-way, qui s'est accompagnée d'un réaménagement de la bus, sur fréquen-tation, «dans bons jours», la voyageurs/jour, qu'ils M 000 E emprunter la première ligne. Avec quinze stations et 6 kilo-mire de long. Ligne n'a ligne m'a trajectoire. En septembre 1993, prolongera nord nord l'agglomération jusqu'au campus universitaire. Un an plus tard, la poursui la commune d'Orvault, quatorze kilomè-

MARTINE LARONCHE

Certaines municipalités, comme

l'explique M. Roger Filiol, vice-président de la chambre de man-

merce, all obligées la rénover leur centre-ville. Elles les appel à

des promoteurs qui préfèrent

investir in a construction d'immeubles.

comme Aulnay-sous-Bois, La

Courneuve ou Le Blanc-Mesnil ont compris l'importance du rôle

moteur que peut jouer la roie non sédentaire la vie d'une cité, d'autres ne réalisent qu'un marché un investisse-

Trop municipalités intéressés lorsqu'elles projettent rénover ou

transférer leur | stationne-

ment. Les commerçants le regret-ment. Ils sont près de 70 de s'esti-ment insuffisamment représentés

dans le cadre des opérations

d'aménagement de l'aménagement de l'

souhaiter un renforcement and

relations entre 🔄 municipalités et im organismes in commerçants

non sédentaires. « Un bon interlo-

à la marir et un bon placier

sont, de l'avis de M. Guy Coste,

président M Syndicat marchés

de Seine-Saint-Denis, essentiels à

la survie 🔳 💴 développement d'un

Budget

de promotion

ment obligatoire.

sord =

Des conseillers généreux pour l'école

Le département de l'Essonne ne ménage pas ses efforts pour financer des programmes d'actions pédagogiques

E conseil Contrat «objectif» constitue desermère illustration de cette règle de l'éducation un des secteurs prioritaires de investisse. A l'initiative du président, Xavier Dugoin (RPR), un premier programme, baptisé «zèro redoubant», a été mis en place dès l'année solaire suivante. Il a depuis été reconduit chaque année. Il permet de financer des opérations entrant dans un projet d'établissement, d'ûment accepté par l'inspection académique. Ensque le, nous accordions des aides des classes primaires de cours préparacer des heures de soutien aux élèves des classes primaires de cours préparatoire (CP) et cours élémentaime le année (CPI) en difficulté, alors que les lois de décentralisation n'ont pas accordé de compétences aux conseils généraux en ce qui concerne l'enseignement élémentaire. Des séances de rattrapage sont assurées en majorité par des enseignants, mais le dispositif rémunère également les intervenants extérieurs.

Le budget du département apporte les deux tiers du financement. La com-mune, qui en application des lois de nune, qui en appucation des fois de 1982 exerce sa responsabilité sur les écoles, assure le complément. En 1991, 67 localités, sur les 196 que compte le département de l'Essonne, ont parti-cipé au programme. Seules les villes gérées par des maires communistes ont rejeté l'offre, estimant que ces dénenses devaient être prises en charge dépenses devaient être prises en charge par l'Etat. Les communes rurales, encore nombreuses dans le sud de l'Île-de-France, ne disposent pas, en ce qui les concernent, de moyens pour assurer de telles charges. Au total, de septembre 1990 à jum 1991, 2 962 enfants ont bénéficié de ce programme. D'après un premier sondage, les enseignants ont constaté chez. 53 % des élèves concernés une «améliora-lion» des divesux d'acousisition des tion » des aiveaux d'acquisition des

Laisser l'initiative aux enseignants

Le modèle «zéro redoublant» (devenu entre-temps « réussite sco-laire») a été reproduit en 1990 dans les collèges. Le programme se concen-tre sur la classe de sixième, une année de transition, semée de multiples pro-blèmes d'adaptation. Pour cette opération, le département est le seul ban quier à payer les professeurs intervenant dans les programmes de soutien. Au cours de l'année, 14 908 élèves de 101 collèges (dont 14 privés) ont été concernés. La facture s'est éle-vée à 6 500 000 francs.

«Quand nous avons démarré l'opé-ration « zèro redoublant », nous nous sommes heurtés aux réactions des sommes heurtés aux réactions des enseignants qui s'inquiènaient de incursion dans leur domaine ».

M. L'Helgeren, vice-l'éducation. respon du département donc contentés d'une approchs pragmatique et consensuelle, respectueuse des souhaires professeurs, les laissant s'organiser en fonction des besoins pédagoiques. Tous les programmes sont aujourd'hui pilotés par des commissions paritaires pilotés par des commissions paritaires regroupant élus départementaux, syndicats d'enseignants, représentants de l'inspection académique et parents d'élèves.

Les conseillers généraux se veulent les payeurs mais pas les conseilleurs. « Les enseignants souhaitent avoir des moyens supplémentaires, nous les leur donnons, mais nous avons pour principe de ne pas nous immiscer dans la définition des actions qu'ils souhaitent entreprendre avec cet argent», explique Rene L'Heignen. La création du

L'avenir des marchés non-sédentaires de Seine-Saint-Denis

Les commerçants itinérants du nord de Paris souhaitent être consultés par les maires sur l'aménagement des centres-villes

l'apparition des grandes surfaces et des centres commerciaux a provoqué une baisse de fréquentation des marchés non sédentaires. Le déparmarches non sedentaires. Le depar-tement de la Seine-Saint-Denis n'échappe à cette constatation. Traim ans après, les lieux de rea-contre des chalands que sont la marchés du nord de Paris sont la marchés du nord de Paris sont la un projet d'établissement, d'ûment accepté par l'inspection académique.
« Jusque-là, nous accordions des aides dans des domaines blen définis comme les voyages, l'équipement des centres de documentation et d'information (CDI) ou l'acquisition de matériel pour le sport. Mais les contacts avec les chefs d'établissement ont révélé que cette protique manquait de souplesse», souligne l'établissement ont révélé que cette protique manquait de souplesse», souligne l'établissement ont révélé que cette protique manquait de souplesse», souligne l'établissement out révélé que cette protique manquait de souplesse », souligne l'établissement out l'établissement ont révélé que cette pronouveau confrontés à d'importantes difficultés. Lour walker et lens middle d'affaires sent on baisse voire faible par une mataine d'entre eux. Le nouveau mode de subventions a suscité l'intérêt des enseignants et a fait émerger des projets originaux. «Ce contrat a quodruplé le montant de mes dotations pédagogiques et me permet

Afin de sanvegarder ces endroits d'échanges conviviaux, pôles d'ani-mation des villes et des quartiers, la chambre de commerce et d'in-dustrie de Paris-Seine-Saint-Denis (CCIP 93) a décidé, l'an dernier, d'apporter son aide aux commercants non aédentaires. Pour cerner leurs besoins, elle a réalisé, au premier semestre de l'année 1991, une et un commerçants itinérants.

Cette étude fait apparaître seuls 17 % de ces marchands déjà pensé à un successeur pour leur commerce. Si l'on excepte les mettre, entre autres, de tmancer un stage entenne de deux jours pour les 30 délégués de classes. M. Atain Célérié souhaite également équiper d'un magnétoscope et d'un téléviseur chacune des quinze salles de cours de langues. « Une opération qui m'aurait peutêtre demandé dix ares avec les subventions habituelles l.», assare le principal. 35 % qui n'ont pas encore l'âge de songer à la retraite, ils sont plus de 80 % à n'avoir pas trouvé de remplaçant puntiel. Le d'avenir du métier, ses conditions de travail difficiles et ses horaires contraignants, sont les principales raisons évoquées. « Si l'on ne valorise pas la profession » si l'on n'aide pas les jeunes, assurent les professionnels des marchés, la contrat de trois ans. Le département leur aura attribué cette année 8 600 000 francs, qui repréun 135
par élève, 90 francs le système précédent. Déjà unombreux
déposé relère ne sera plus assurée. » Après avoir mis en place à Bobigny un secrétarint permanent à la disposi-tion des présidents d'unions locales de commercants non sédentaires, la Mantre M commerce vient

leur proposer d'organiser de d'apprentis. Mais M formation M jeunes

Querelles de dénomination et rivalités économiques entre Lourdes et Pau

aéroport français de tra-

ments passagers, et de quatorzième pour le trafic général en 1991 . De l'autre oôté de la frontière théori-

que du Gave, l'aéroport de Pan a bâti son image sur ses cinq liaisons quotidiennes avec Paris (Lourdes

n'en propose qu'une en milieu de

journeme et sur la dynamique de la

ville. Lourdes sert de plate-forme

religieux en provenance de dix-sept

pays, Pan capte toute la clientèle affaires et de proximité désireuse

de bénéficier d'un pont aéries régu-

La cobabitation qui s'était instau-

deux 20nes aéropor-

tuaires risque 🖿 tourner à 🚃

guerre pour une simple

question de vocable. La chambre de

commerce et d'industrie de Pau a

obtenu, au mois de janvier, un avis

lier avec la capitale.

position de favorable de cause supérieur e la

alles priorité. Les commerçants attendent également le leur thanbir de comment qu'elle les informe, im conseille mr le plan social et fiscal w surtout qu'elle in the fam is in in Enti ferenti. Pour lui trois ountil de commerçants interrogés, la présence de concurrents en situation irrégulière est l'une de leurs plus difficultés. Ils estiment 70 (principalement is commercants un vendant pas 🚾 produits alimentaires) que cette rrence nuit li leur activité.

Le problème du stationnement

La majorité III % de l'alimentaire, 60 % In non-alimentaire) comme un l'implantation - manual de proximité. Dans l'ensemble ils reconnaissent que l'un me peut aller sans l'autre et que, si mi ché se meurt, le ammara local dépérit.

Male pour compensus in climable il ne suffit par lui offrir un éventail de produits variés et de qualité. Il faut qu'elle puisse égaleaccéder voiture aux pôles commercants w v stationner. « Le révolu, explique M. Jac-Couderc, secrétaire général sait 2 kilomètres 2 pied mit cabas . Aujourd'hui me le monde veut faire ses courses en voiture, il n'y a plus guère que les anciens qui prennent le wa pour aller au mar-

Avec l'utilisation systématique tionnement device in plus en plus préoccupant, d'autant que, dans la olupart 🔤 programmes 🖮 réaménagement in quartiers, in Illian de stationnement comme les emplacements de marché sont en partie and au profit de pro-

navigation aérienne afin il modi-

fier, au depuis 1988,

la dénomination le son acroport. Il est de la baptisé Pau-Pyrénées.

Une appellation jugée abusive en

Hautes-Pyrénées et certains n'hési-

tent pas il parier de « hold-up sur les

Au and d'avril, M. Gérard Tro-

mège, président de la chambre consulaire Hautes-Pyrénées, a

saisi le ministre de l'équipement

lui demander de réviser la

dénomination - l'aéroport =

tituer and a Paulian a talk

Pau-Pyrénées! Si um interventions

n'aboutissent mu le président envi-

sage d'engager an auprès du tribunal administratif « afin au

intérêts économiques des Hautes-Py-

JEAN-JACQUES ROLLAT

nada 📰 📰 pas lésés ».

Saint-Denis an est un exemple, Il "un des plus actifs du départe-par la ville, ce marché plus it trois muli com-

mercants non sédentaires (des «primeurs» aux marchands in naussures) au mar d'un environreme I commercial constitué la six boutiques d'un byper-marché. Un millier y travaillent accueillent jusqu'à ses prome difficultés (places de parking insuffisantes, sauvage), I will un in selon M. Coste, I avoir Les Pyrénées, appellation controlée

Cette réussite mi le malla du travail abonnés, qui ont décide, il y a une d'années, is ont parmi premiers en France I instaurer, en 1985, une redevance proportionnellement au prix 🖛 places, 📶 promouvoir imarché. Aujour-d'hui ils disposent d'un budget annuel 1 350 000 man qu'ils à des campagnes de communication, de publicité et d'animation. Saint-Denis, l'un marchés phares du département, prouve qu'en s'associant im commerçants peuvent surmonter leurs

«Si les petits marches veulent survivre, - M. Coste, ils dois'organiser. Ils doivent faire entendre leur voix, mettre 🗖 🖚 leurs | (qualité | service, des produits, convivialité), renforcer laur relations and les municipalites et s'allier au commerce local

MARTINE BOULAY-MÉRIC

REPÈRES

BASSE-NORMANDIE Ouverture

d'un annu de congrès Deauville

SUR la côte normande, le Centre international de Deauville (CID), ouvre ses portes, samedi I septem-bre, à l'occasion du dix-huitième Festival du cinéma américain. Construit le casino et le « planches », I proximité immédiate de la mer, ce centre semi-enterré, équipé des dernières techniques de communication, comprend un auditorium modulable de mille places. Conçu par l'ar-ideauvillais Patrick Legos-lès, cet équipement couté 300 millions francs. La taxe municipale machines sous (16 millions l'an dernier) ma la contribuminions I an dernier) in a contribu-tion volontaire du groupe Lucien Barrière. Il Fordre du I millions in francs jusqu'en 2005, participent à son financement. Voulu par le maire III station, Mes Anne d'Or-nano (UDF-PR). Il Da l'ambi-tion de faire viere. Descuille (5 000 tion de faire vivre Deauville (5 000 habitants l'hiver. M 000 l'été) Nous acqueillons 55 000 congressistes an actuellement.
L'objectif de doubler chiffre dans les cinq II d'intégrer Deauville dans les villes péennes de congrès », maire.

POITOU-CHARENTES Une médiathèque

à Poitiers

de la faculté il droit. L'ouverture de cet équipement est prévue pour la fin de l'année les le projet. concu in un cabinet d'architectes nancéiens, prévoit un bâtiment vitré dages. L'édifice abri-notsmment im précieux docu-la Maison du Moyen Age, pôle universitaire de France. Les architectes dessiné un parvis suffisamment ample « pour éviter confrontation perturbante » avec le joyau roman voisin de Notre-Dame-la-Grande.

PROVENCE-ALPES-**CôTE D'AZUR**

Une salle Zénith A Toulon

A troisième salle Zénith de France inaugurée, inaugurée, septembre, Toulon. Située tègre l'espace Lices, déjà musique l'école des beaux-arts.

Toulon bâtit pour son devenir culturel, affirme le maire, M. François Trucy (UDF-PR). Cet équipe-vient complèter le grand auditorium du palais des congrès Neptune ouvert il y man La Neptune ouvert if y sale Zénith salle Zénith structure de huit mille places pouvant être modulée en salles six cents fauteuils. Elle dispose d'un plateau scénique de 26 mètres d'ouverture et la metres profondeur. par la OMEGA Gestion, dont le PDG M. Jean-Claude Camus et le directeur M. Gérard Neveu. Neveu, with mile est destinée le recevoir de spectacles de variétés, des culturelles, mais nouvel équipement de la ville a coûté 166 millions : francs, dont 122,5 a la charge de la munici-palité de Toulon, 17 à la charge de l'Etat, 16,5 du conseil général de 10 du med régional.

– (Publicité) –

DECIDEURS LOCAUX Guide de la Fondation

pour la Gestion des Villes et des Calles Williams

25 MM poms. Administration of 1815. phones de décideurs politiques A man portée, un le com-

plet et fatti dei Caledifrida i jour par S.V.P. Services). Meilleur fichier disponible sur le marché à compter du 15/01/93.

Commandez-le dès aujourd'hui au prix de souscription de 1 000 FTTC

DECIDEURS LOCAUX 21-23, rue Lucien Sampaix 75010 PARIS 7 42 41 10 00 - Fax 42 06 59 50

and the second second second

-100 B 100 B - 772 - 1578 F Mary -

Mary John - Walter 100 40 m Carry.

-

«En matière de sécurité, la France sera plus forte avec ses partenaires que toute seule»

affirme M. Bérégovoy & l'IHEDN

■ 🛂 matière de défense 💶 de sécurité, la France plus forte seule », « déclaré, jeudi 3 septerabre, is premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, les les stagiaires civils et militaires l'Institut Im bereit études de défense nationale (IHEDN). «La défense un un mu de la manraineté des Etats. Il n'est m ou la per le traité de Maostricht, introduisant la sécurité dans les ambitions européennes. namel en cause la souveraineté membres », a-t-il ajouté.

■ C'est même l'Inverse. ■ 0xplique M. Bérégovoy. Ce traité permet au contraire au l'Europe

marche enfin we deux pieds: poursuivant l'intégration économique, il y ajoute la coopération politique la la Etats, matière le sécurité, dont il confie la responsabilité administrative, institutions intergouvernementales - Conseil européen des chefs d'Etal m de gouverne-MINI Conseil in ministres des affaires étrangères et de la défense - responsables démocratiquement devant leurs peuples repectifs a manufacture les Parlemeli nailonaux. » « La souveraineté 🚃 entière, a 📖 👢 le premier ministre, cependant e la coopération un multiplicapuissance.

II. Bérégovoy 🖪 évoqué 🗎 🖼 du corps d'armée européen la Frifit et l'Aliemagne milital mr pied. « Ce corps, a-t-il dit, relèvera essentiellement # l'UEO [Union In l'Europe occidentale], mais II pourra être aussi engage en la le contrôle opérationnel de l'OTAN, en application de l'article 5 🔥 mai de Washington », qui prévoit foraddress ou'use attaque mais l'un de membres, en Europe ... Amérique du Nord, attaque dirigée contre

a Le maintien d'une présence matricules »

Lie premier ministre a, d'autre part, www l clarifier list margin de la France aves l'OTAN. «Le président de 🖫 République, a-t-il expliqué, rappelait, il y il un inc d'une présence américaine en Europe. Cette présence n'est pas It simple unutur d'une guerre froide oubliée. 🌃 est 🔰 signe tangible qui 📖 🜬 deux rives 🗤 l'Atlantique, (...) La Phille tient préserver le caractère spécifique l'Alliance. L'essentiel I ses yeux, là légitimité de missi musclation transatiantique, = d'établir m lien permanent entre la sécurité de l'Amérique du Nord et celle de l'Europe. » C'est la raison pour laquelle France, en novembre 1991, Rome, a signé un document définissant le concept stratégique de l'OTAN, a reconnu M. Bérégovoy.

DO «interpolie» M. Mitterrand sur le sort de Dassault. - Le syndicat de la métallurgie FO, dans une lettre à M. François Mitterrand qu'il « rendue publique, « interpelle» le chef « La propos du « seuil critique » que le groupe sault a atteint. « L'industrim aéroférence la plus totale. Hier, nous étions 16 mm [chez Dassault]. Aujourd'hui, 🚃 📨 🔞 000. L'Europe, deuxième puissance mondiale, n'a mileu d'exister si elle est équipée d'avions améri-cains», estime le syndicat, qui d'aider ann société à conclure le

JUSTICE

Le tribunal administratif ayant rejeté leor demande

Deux contribuables ne pourrout poursuivre le maire de Nice pour ingérence

de notre correspondant régional

Dans un jugement en date du 27 août, notifié aux parties le 3 septembre, le tribunal admi-nistratif de Nice a rejeté la demande présentée par dent contribuables niçois, M. Ray-mond Bonifassi de M. Junion Dubois, tendant à les autoriser Lengager une action en justice, pour ingérence, en lieu e place la ville, en la lieur (RPR) et maire en Nice, la Honoré Bailet.

Ces sinus seminituativa faisaient valoir que M. Bailet, alim adjoint an maire in Nice, avait profité de um flutziant réaliser une opération dant, I une société d'HLM, un I lui appartenant un indi-·luira avec son fils Paul, après modification in plan d'occupa-tion de la commune (le linguis et 19 août). Dans son jugement, le la band de liter qu'il pièces au dossier que ville Nice aurait subi (...) un quelconque préjudice lui donnant un intérêt suffisant pour agir en instice ».

Une action a mal intentionnée »

Dans un communiqué, M. Bailet m félicite de cette de la cette qu'il marile s'injusti-flée et mal intentionnée. Elle intervient, indique-t-il, a quel-ques jours de mon retour d' la de la municipalité». Le malm de Nim a subi, en effet, le 22 juillet dernier et des rumeurs ont circulé sur son de la vie publi-

Le II août, il avait, lui-même, la el planer un doute sur sa de la en se retranchant derrière un avis médical « qui doit intervenir, avait-il précisé, ma le 15 septembre. Si ma santé le permet, avait-il déclaré, je reste. Sinon, on n'a qu'une vie et il faut postous ses moyens pour s'occuper d'une ville comme

SPORTS

TENNIS: les Internationaux des Etats-Unis

Connors exécuté par Lendl

La Caradherre Patricia Hy a surpris, vendredi 4 septembre 🛔 Flushing Land en éliminant au l'Américaine Jennifer Capriati, championne ofympique et sixième tête de série. Mais le match le plus attendu de la soirée opposait Jimmy Landl, dont les routes se sont imme pour la cinquiè la laux Intertennis de l'alia Unis. Les deux premières rencontres (1982 et 1983) avaient en lieu en finale al avaient toumé li l'avantage de Connors. Lendi d'Anna adjugé lus dem suivantes (1985 at 1987) en demi-finale. Deux jours après avoir fêté son quarantième anniversaire, Connors I'll incliné, uu deuxième tour mala lais (3-6, 6-3, 6-2, 6-0), face à am called the light arm. Do instruction

NEW-TURE

de notre envoyé apécial

June Land et Jimmy Primare so cordialement. Depuis toujours. It le fair que le sanemis l'une passeport amin in n'y change rien. Connors, l'un le feu ; Lendi, c'est lu glace . Des jenx, tempéraments

celuj-ci
tchécoslovaque, celui-là l'avait
a poule
qu'il n'avait disputé sérieuserausi um abserte riene po malificlassement du tournoi Connors s'était de l'avait pu, Lendl, qui a cherché à lui rendre la pareille quand son heure est venue.

a'en impas moins in iles plus belles pages in illus du au cours des deux dernières décennies. A eux deux, ils ont occupé pendant 532 semaines la première place au classement mondial des joueurs, qui s'étale sur à peine plus de 1 400 semaines depuis sa crèstion. Ce sont les deux joueurs qui ont gagné le plus de tournois dans leur carrière : 109 pour Connors, 91 pour LendL Parmi les tennisqui détiennent le record (huit) des titres du Grand Chelem (1), dont cinq à New-York pour Connors et trois pour LendL

Pour les spectateurs de Flushing Meadows, toutefois, la balance n'est per égale min deux brés. Leur favori indiscutable Jimmy Connors. Il sait comme nul! antre mettre la foule en transe. Les quelque vingt milis spectateurs qui s'étaient massés vendredi mir sur la gradins cue, cue la de-raient in que, cue la de-nier, quand il cult atteint les demi-finales, in a riche quarante bougies qu'il souftout en dépit in statistiques qui que, mi ima trente-cinq précédentes, Lendi comptait vingt-deux victoires, dont

ni pardonné

Leur espoir an dien que imm petits quant d'heure et dix jeux. Consors menait alors un set à rien et un jeu à zéro après avoir pris le service de Lendl dès le début de la deuxième manche. Avec son appliméthodique, Lendi reprit la

Peine perdue | en dépit de réactions sporadiques, il était constamment pris de missa.

qui, rattraper le coup, tenta dos = filet | de Yannick man nagnère, mais pour un bien piètre résultat. Connors retrouva la le de le bâches exténué, s'il était prêt l'éclater sanglots. Les de la finale de 1983, Lendi qui humiliante. Et, manifestement, il l'application sadique l'enfant qui alles la mouche qu'il va tremper dans l'encrier et courir sur le buvard, il conclut is made and like it manda jeu i Connors dans la

don puis as a line i Plan hing Meadow, Mal bil et bien tournée. — peut-être pour le peut-être qui spectacle, f'ai pris risques attaquant. Lui, s'est contente remettre la balle vaise foi, lucidité?
Manifestement, il temps pour fui de se consacrer au circuit vétéran qu'il veut mettre sur pied avec d'autres anciennes gloires en prenant modèle sur ce que font déjà les vieux golfeurs. On n'aura plus besoin de le prendre au sérieux.

ALAIN GIRAUDO

(1) L'expression désigne ici les majeurs : înternationaux d'Aus-

Les résultats da vendredi 4 septembre

3-6, 6-3, 6-2, 6-0; R. Krajicek (P-B, re 15) b. G. Markus (Arg.), 4-6, 2-6, 7-6, 6-3, 6-1; A. Boersch (Fra.) b. J. Tarango (E-U), 4-6, 6-4, 6-3, 7-6; W. Ferraira (ASS, m 12) b. S. Bruguera (Esp.), 6-7, 6-2, 3-6, 6-1, 6-2; M. Washington (E-U, m 14) b. M. Goellner (All.), 6-3, 6-3, 6-2; C.U. Steeb (All.) b. F. Santoro (Fra.), 2-6, 7-6, 7-5, 6-2; B. Becker (AS, m 7) b. R. Weise H. Leconta (Fra.) b. H. Holm (Sub.), 8-1, 5-7, 6-2, 6-2; A. Agasai (E-U, 8) b. F. Roig (Esp.), 6-1, 6-3, 6-2; M. Chang (E-U, nr 4) b. P. McEnros (E-U), 6-3, 6-3, 8-4; J. Sanchez (Esp.) b. T. Champion (Fra.), 7-6, 4-1, ab; G. Forget (Fra., nr 13) b. M. Lersson (Sub.), 4-8, 6-1, 7-6, 6-0; G. Ivanisovic (Cro., nr 5) b. L. Lavade (Max.), 7-5, 7-8, 6-2; C. Coste (Esp., nr 10) b. A. Mronz (AL), 8-3, 6-1, 6-2.

(Traisitme tour) M. Seles (Yot.) b. C. Porwik (Al.), 6-4, 6-0; M. Pierce (Fra., rr 16) b. R. White (E-U), 6-2, 6-1; P. Hy (Can.) b. J. Capriati (E-U, rr 6), 7-5, 6-4; M-L. Ferrandez (E-U, rr 7) b. B. Schutz (P-B), 6-4, 6-2; G. Sabatini (Arg. rr 4) b. N. Zwerwa (Bib.), 6-4, 5-7, 6-4; H. Sukowa (Tch., rr 13) b. L. McNell (E-U), 6-2, 6-3.

denzième partie Fischer-Spansky. – La match d'échecs historique qui, depuis mercredi 2 septembre, oppose dans le Russo-Français après la achevée, jeudi 3, L'Américain, qui jouait le Noirs, a partie par le (1. d4-Cf6, 2. c4-g6, 3. Cc3-Fg7, 4. e4-d6), préférées Fischer, qu'il n'avait pourtant jamais - con-

(Islande) en 1972. 🔤 🚟 1992, wai reconnu par la Fédéraremporté par le premier qui aura marqué dix victoires, parties nulles non comprises. - (AFP.)

T FOOTBALL : champiognat de France. - Bordeaux a été tenu en Nîmes, vendredi 4 septembre, en match reporté de la cinquième journée du championnat de pre-mière de la la la deuxième division (groupe A), en matches avan-

Un Falcon 900 en «cadeau» aux Grecs

En remerciement d'avoir Learne de l'opposait à la France à propul de la man de Mirage 2000, is With making un il la fourniture gratuite d'un sitter transmitte de linker Intercontinentale Falcon 900 pour l'acheminement im dirii l'Etat hellénique.

Le Iri août, en effet, les Grecs d'enterrer hache im guerre groupes français Dassault, SNECMA et Thomson-CŞF ■ ils signalent un avenant au contrat de IMII par lequel - moyennant des modifications apporau radar - in recevront in douze derniers Mirage 2000 bloqués à Samuel parce qu'ils lea livre lugés non les vicinities conditions fixées par le présecord portant sur que-

i jour-là, les négociateurs deux bords s'étaient publiquement réjouls d'avoir résolu limited les questions and annual entre leur deux per la Monde du 3 septembre).

en in temps, Françaia en limes choisissaient de mater and a contreperde leur antarna sinsi renouée. A mail ma ma preun « cadeau » : la malla grad'un Fried IVI qui servire

I L'avior des rois

Le Falcon IIII = communéprécidents », es qu'il Min & l'acheminement des qui peuvent l'ache-ter, des chefs d'Etat ou Had dont im entreprises imm Tearment riches pour avoir un 📶 avion. En France, de 🚟 reres PDG en possèdent - ils sont plus mariame il l'étranger - et la GLAM (Groupement des lisisons ministérielles) an aligne deux pour im déplace-

🐧 la Grèce, 🛅 Falcon 900 année par Desart la Still Cult et Thomson-CSF qui m sont, an quelque same pour el'offrire ilem la meira d'une négociation 🚢 🛮 globale 🤋 📥 Mirage 2000. L'avion sera d'occasion. Un appareil neuf como 20 milione de coloni.

JACQUES ISNARD

Le débat ML-Le Monde PHILIPPE DE anime par André Passeron (Le Monde) et Henri Margue (RTL) Dimanche 18h30

REFERENDUM : TRAITÉ DE MAASTRICHT

121 (ca dér est

CULTURE

Tom Waits, sculpteur de chansons

Bone Machine», un album déponillé et abondamment expliqué par aun auteur

Tom Waits tient conduire l'entretien sur une terconduire l'entretien sur une terrasse de la place des V
arcades protègent à peine in pluie et du de terminer Machine, premier « vrai » disque depuis 1987, te la de Frank's Vears. Il parle qu'il qu'i

méthodique.

« Os [bone, anglais] machine deux a priori contradictoires. Pourtant, il y a quelque chose de très humain dans è bruit d'une machine, on a établi e nombreux principes mécaniques partir du corps humain. » Et puis il ajoute : « Ce qui n'e pèche que n'avons m'avons de raison pour laquelle nous sommes ici, peut-être pour tuer tous les anisons pour laquelle nous sommes ici, peut-être pour tuer tous les anisons publié son premier disque, il y un a cassée, torturée, qui chante même quand elle parle. Tom Waits publié son premier disque, il y uingt ans (il en a aujourd'hui quarante-trois). Il n'a jamais dévié d'un chemin qui l'a mené du jazzi (au début des années 70, l'apparitus simultanée de la chanson de la renaissance de la chanson lazzi, à la musicone contemporaise à la renaissance de la chanson jazz), à la musique contemporaine sans jamais se départir d'un indivi-dualisme farouche.

chanteur est un pessimiste gai, tou-jours prêt à dénicher l'humour

Les jardins

Champont sur-Loire accueille

un festival international

un conservatoire des jardins

s'exposent:

PATRIMOINE

1 60 1

l'honeur, I provoquer un ins-rythmique I Coliseum marquée à coup de masse métau-pour de masse métau-instant pour instant plus tard en revenant à ses premières amours, aux ballades pazz de Los Angeles, une rioù il a grandi, qu'il vient de quitter: « Tour de la grandi qu'il vient de grandi par la longueur d'onde des stations de rodio rap déjà quelle bare il était. Les èmeules un soulèvement économique, c'était involvement économique, c'était quel je peuse quand j'écris les chansons, »

> a Des algorilles dans les yeux»

Voici postrait des chansons de Bone Machine par leur
euteur: « Des chansons à trois
pattes qui lenir debout
seules. Dépouillées. Dépelopper une chanson en studio, c'est un
peu comme a n doigt pour le
jaire rentrer gant. On
joint le risque de se
plus doigt gant. Je
voulais au squeleurs de chansons,
je ne sais pas si j'ai réussi ou non.
J'alme comptines, simples de
Lecrire une chanson, c'est
une heure et demie, j'aime-le
une heure et demie, j'aime-le
vail que ça implique. Certai es
chansons sont faites de bois, d'auverre et d'autres de papier.
Celles-là s'arrêtent de voler quand
tombe, et cessent leur existeme.»

Il arrive à Tom Waits de compo-Bone Machine, il a écrit That Feel avec Keith Richards: « C'est un bohémien. La musique se sent bien avec lui. Lui choses, autour de sa guitare, autour d'un verre de Jack Daniel's, »

Parce qu'il est pins déponillé, Bone Machine est un disque plus abordable que ses prédécesseurs La surprise d'y de rock'n'roll. Tom Waits il originaire du jazz, il n'empêche qu'il prend les formats du rock et leur fait subir d'étranges sorts. L'exemple le plus françant du rock et leur fait subir d'étranges sorts. L'exemple le plus frappant est Going Out West qui part du même schéma que le récent 57 Channels de Bruce Springsteen pour arriver à un résultat bizarre d'humour absurde (que penser d'un habitant de Los Angeles qui chante : «Je partir pour l'Ouest où l'on saura m'apprécier»?) et de rock vaudou. «Le rock est sans cesse obligé corriger hi-même, comme taute musique vivanne, comme taute musique vivanne, comme un mur, qui it sucessivement des affiches, recouverts par des graffiches. Mais le rock est devenu un cartel énorme, un foire.»

Tom Waits fait tout pour échap-

Tom Waits fait tout pour échapir la foire. Il vient de
une vidéo sur Going West.
Mais l'interprète de Coppola ou
Jarmusch, le compositeur de
que de film (la dernière étant celle
de Night On Earth de Jarmusch)
ou che (The Black In mis
en scène par Bob Wilson), ne s'est
pas conformé aux canons eu
sur MTV: « C'est Jesse
Dylan, le fils de Bob, qui a réalisé
la clip. Nous n'avions pas de script.
Une guitare achetée dans un magade jouet et
la de diable. Le clip me fait penser à une
baraque de fête foraine, celle où
l'on voit les monstres. Je ne sais
pas si MTV aimera. De toute façon,
on peut très bien dépenser 500 000
dollars en sous-vêtements chies et

bien faisant C'est la même chose pour la

radio, je n'y passe jui: printemps prochain. Mais la seule idée à partir sur la route me donne l'impression de me planter des aiguilles dans les yeux. Quand on tourne, il faut essayer chaque soir d'inventer nouvelles circonsanimaux, différents insectes. J'aime hurler, crier. cieuse, on est très conscient du son de sa propre voix. l'aime ma voix, je peux la faire toute petite ou enorme. Mais si j'ai une laryngite, si je perds ma voix pendant une tournée, personne ne s'en aperçoit. chance, personne le s'en aperçon.

c'est comme essayer de prendre un verre d'eau a artificielle.

de procèder qui soit simple moi. Sept musiciens, des lumières, et rituel est très éprouvant parfois. Je voudrais allèger tout ça. Il faudrais machine à fumée, un parte moi le color de la porte-voix police. scène grande comme une table. Je me produirais dans des parkings de produltais dans des parkings des des gens qui auraient payé mille dollars, l'as-surance leur vie serait chan-

> THOMAS SOTINEL

Machine, 1 CD Island 314-512-80. En le 7 sep-

CINÈMA

Latinos de tous les pays

de notre envoyé spécial

Depuis 1979, le film ibérique et Consacré aux jardina pavilloslatino-américain avait, en France, un Biatritz, ville naires et campagnards, le premier Festival international de jardins fréquentée par la lans société his-pano-américaine un mai de villéfrancuise» III matière : aucun des trente jardins exposés n'excède 250 m². Le l'emi imposé part d'une citation de Fourier : «Le jar-din « le lieu » plaisir s'achère.». pano-américaine mal de villé-giature, s'efforçait il promouvoir, à travers son festival, il produc-tions qui éprouvaient difficul-tés à se faire connaître en France en Europe. On lui doit notamment il découverte il Pixote, film brésilien primé en Com presidential or first fant

de Chaumont — de la comtesse — Broglie. Conçue — le beige Jacques Virtz. paysagistes a la forme d'un bouquet éparpillé tulipes. Les jardins disposés autour in tentes géantes : vingt-cinq fleuris, bordés d'évocations personet antithétiques du plaisir. Pour la Rudkin (Etats-Unis), qui vient relaire le jardin Palais-Royal, plaisir, ce un matelas monochromique de l'opposé, Laure Quoniam (France) a enfanté un jar-din qui illustre la de l'abbé Mouret, la roman de Zola: de chrysanthèmes, qui semble vouloir légitimer des instincts débridés. Le parcours est agrémenté de nombreuses manifestations ludiques.

Un peu plus tard dans la saison, du 12 au 14 octobre, auront lieu les d'automne», qui rassembleront des plus grands paysagistes. Un Conservatoire interdire également su porres, mais en septembre 1993. Instailé dans une ferme industrielle de la fin du dix neuvième tout près du château de Chaumont, il dispensera un ensemble de formations complémentaires destinées aux métiers du jardin et du paysage et sensibilisera les la gestion de l'environne-parrainé par japonais Hitachi et la région Centre, qui apporteront chacun une dotation de 10 millions de franca. M. Doucet, président conseil régional le la régim Centre, soil la participation financière de l'Etat. M. Jack Lang, ministre de l'éducation le culture, n'y semble pas défavorable.

▶ | International des jardins, Chaumont-sur-Loire, jusqu'au 1= novembre. « Réncontres d'automne », Chau-mont-sur-Loire, les 12, 13 et

Le Festival du film ibérique, latino-américain et européen se cherche une place

A la surprise générale, c'est un film belge (coproduction espagnole) qui a emporté le grand prix. La Terre comme au ciel, de Marion Hansel, a reçu le Makila d'or pour

La quatorzième édition du festimi (onze II m compétition)
change de lieu de résidence.

Marie, président-fonde Biarritz, mis m minorité en
II par son manicipal, a
du s'exiler avec son équipe de cinéphiles I Arcachen, Profitant du
déménagement, le Festival de film déménagement, le Festival de film ibérique et latino-américain s'est vu ajouter une dimension latinoeuropéenne, qui permet de sélec-tionner français, italiens, suisses (romans) et belges (wal-

Le général le festival,
M. Guy Braucourt, le explique:
La production latino-américaine
est insuffisante qualité et en
quantité. Elle ne justifie pas l'existence de plusieurs festivals. Il existe,
montréal et sa section la nour nous caine. De plus, Bimiliz, pour nous remplacer, a créé un nouveau festi-

EN BREF

Dirince a signi un contrat de 100 millions de dollars avec Warmer pop, surpassant les contrats de Michael Jackson et

D L'American la l'American en new-yorkaise American Ballet Theatre (ABT) serait, selon le Washington Post, continue d'an-

val intitulé Cinéma et culture amb Cette course IIII aux films

présentables explique peut-être la présence au seul film presence seal film ricain. en 1978, Nuevo Mondo, du la la Gabriel 'qui l'a certainement mis hors

son histoire où tous les fœtus du monde se concertent dans le « pulle part » pour refuser leur venue au monde. L'un france enceinte consciente du drame essaie de convaincre, à force d'amour et de joie de vivre, son « pes encore né» d'apperaître...

Le ciséma espagnol a été large-ment plébiscité par les jurés et le public. Les Papiers d'Aspern, de public. Les Papiers d'Aspern, de Jordi Cadena propose une adaptation réussie d'une nouvelle d'Henry James. L'a fri a principale, Sylvia Munt, a reçu le Prix d'interprétation féminine. Jaime Camino, pour Long hiver, rafte quant à lui le Prix du public et le Prix spécial du jury. La guerre d'Espagne est encore au rendez-vous. Le film est un méloplein de violons qui vaut surtout par la performance de Vittorio Gassman en majordome 266, voire Gassman en majordome zélé, voire servile, véritable mémoire d'une famille divisée et déchirée par su

Duns celle programmation assez décevante, seul surnage Portes

interprète américain Prince a signé un contrat de 100 millions de dollars (environ 500 millions de francs) avec Warner Bros. Records qui, montre, hii versera 10 mil-tir le III octobre. La chanteur de rock, qui um également nommé vice-président M la firme, devient in le chanteur in mieux payé de

nuler se prochaine tournée aux États-Unis, ainsi que la série 📥 représentations prévue au Kennedy Center de Washington, pour cause de crise financière. Le couseil d'addoit se réunir le 9 septembre pour prendre une décisions

a Limitifu IIII représentations de «Zarzuela! Historia de un Patio ». - III compagnie Ouverture, dirigée par Alla Maratrat, Zarzuela! Historia de un Patio, qui devaient avoir lieu du 11 septem-bre 17 au au T Bouffes-du-Nord & Paris, sont annulées. Cette production, qui a connu un vif succès lors du dernier Festival d'Avignon, pourrait être reprise la saison prochaine, « si les conditions financières et techniques

ouvertes, de l'Italien Gianni Amelio. Un réquisitoire la contre la ine de mort : sorti en 1990, il a remporté 🖫 Prix du cinéma européen. Le jury s'excusa publiquement - ne pas pouvoir attribuer 🖿 grand prix 🛚 🚥 film qui n'en a plus besoin (sortie en France | 14 octobre) dait le Prix d'interprétation à HART TOTAL

introduces of the later and to sélection. Il les attribue 🕯 📖 période transition : « Ce n'est pas quatorzième de Festi-val ibérique de latino-américain, 📥 🖢 première d'un sestival qui derrait s'appeler e le film latin » = qui, = 100 ou 1000 derrait incorporer des productions québécoises et

Mulhouse ou l'autre idée du jazz

Avant-garde européenne devant un public nombreux et enthousiaste

Mulhouse, les salles son:

belle qualité, l'acoustique excellente,
proportions et — quoi
qu'on dise — il sidérant
d'un très naturellement Mosschachblassorchester (c'est comme le
who, on croit qu'on ne saura jamais,
ca d'un en la Cour des
Chaines, channilles, comme
la terrasse d'un café campagne
alsacienne. Un festival, it une idée
de la musique, une personnalité
qu'une crès une
qu'une crès campagne
alsacienne. Un festival, it une idée
de la musique, une personnalité
qu'une crès une
qu'une prosonnalité
qu'une personnalité
qu'une prosonnalité
qu'une crès une
qu'une production pus
le même sens.
Un autre soir, Joe McPhee, Dau-

Un autre soir, Joe McPhee, Dau-nik Lazzo et Benat Achiary à la Cha-pelle Saint-Jean. Ce n'est pas de pelle Saint-Jean. Ce n'est pas de l'animation», cette plaie des musique en les La amusique improvisée», les ses schémas, ses repères, ses conducteurs, sa sculpture à vice d'étranges sonorités, a besoin de ça : des lieux précieux, un minimum d'implication, pas de fascination, pas mai d'humour et ce truc qui se perd, savoir encore écouter (avec les savoir encore écouter (avec les savoir encore écouter (avec les oreilles, avec tout l'être), un son éventuellement ténu et autrement cadencé qu'une marche militaire. Tout un art.

Confrontation et surprise

C'est pourquoi, dans les «grands» festivals, elle est réduite à la portion congrue (Cecil Taylor, parfols, quelques extraterrestres du nord de l'Enrope, Portal quand il sent le duende); dans les «gros» festivals, elle est interdite – ce n'est pas plus mai, d'ailleurs, le malentendu serait majuscule. La singularité du public de Mulhouse, au bout de quelques sanées d'efforts en douce de l'excellent Paul Kanitzer, c'est le sérieux de son attention, sa fratcheur. On le sent tout de suite. Avant et sprès, dans les cours, les chapelles et les cafés, ça parle de musique. Trols jours après le passage d'Evan Parier, Paul Lytton et Barry Guy, irréductibles British capables de captiver comme ancun entrepreneur de «gros» festival n'oserait l'espèrer de Roy Hangrove, le souvenir est sur toutes les lèvres. Mémoire imprimée.

Tels autres, on les juge peu convainents. Ça n'a pas pris. C'est la règle du jeu. On les reverra samedi dans un autre contexte, une autre configuration.

France 14 octobre)

dait le Prix d'interprétation à la mêgle du jeu. On les reverra samedi dans un autre contexte, une autre configuration. A autvre... Rien de surgelé, de prêt-à-porter, de servi clefs en mains par des tourneurs astucieur. Nul « concept», nulle « prod», on la simplement il le confrontation, il surprendre en présence du la collection de l'étain le mains première d'un festival qui lemait s'appeler e le film latin » le l'entre des productions québécoises et pourmaines. »

CHRISTOPHE MONTAUCIEUX

aça no pas». C'est d'ailleurs parfai : allez repasser le linge son du Landon : Com-posers Orchestra...

posers Orchestra...

Quant à la télé, tant qu'elle n'aura pas techniquement un son potable et, rhétoriquement, une autre conception de la durée et de l'image – on peut rèver, – les musiques dines improvisées y auront la même place que les liens réels des corps, le songe du vent et le parfum du désert. Voilà pourquoi on a désespéré d'elle partout. Partout, sauf en Allemagne, en Suisse, aux Pays-Bas, en Belgique, en Italie et dans quelques points piquants, Le Mans, Banlieues Bleues, Assier, La Seyne-sur-Mer, Uzeste, Clury, Mulhouse, en qui fili pas al Finalement.

Prenons un exemple, Le traitement

Prenous un exemple. Le traitement temps. Si l'on regarde un egrand p festival, Montreux par exemple, prestations, ni la puisdurée prestations, ni la puisser quarante minutes l'Jean-Marie
Machado (plus qu'intéressant) au
Rallyc Drouot de Mulhouse, c'est
dans le même esprit lui faire un don.
A part le regretté John Cage, Ornette
et Berrocal, les musiciens en veulent
toujours plus. Or il y a des durées
justes, suriont en piano solo, selon la
personnalité, la carrière, et ces durées
varient. Pour en avoir l'intuition
pressentir musique,
la ou a'en

monument de solidité discrète, Scis-vis, ensorceieur suave, et Aldo Romano, poète – sans que ça se sente. Mise au point, dynamique, accélérations, relances, lisibilité des thèmes qui se fixent en mémoire, tout est annoncé, réglé, et reste à la merci du dernier instant, le concer-litations de channer de folice on

Histoire de changer de folie, on peut se retrouver au milieu de le nuit à l'Espace Tecnic, vaste loft déserté par la fliature. Doppelmoppel, le quariet des ahurissants frères Bauer (trombones) et des non moins irrésistibles guitaristes (Uwe Kropinski et Helmul Joe Sachse). Ce n'est pus le geare à 692yer les supermarchés, mais ça falt des nuits bien remplies. conclut le quartet des Murray, David le jeune et Sunny l'ancien, n'est pas ordinaire. Ils n'ont aucun rapport de parenté stoon celui de la free music, qui reste ce qu'on a fait de mieux, dans les dernières décennies, en matière de communauté élective.

FRANCIS MARMANDE ➤ Prochain et demier concert du festival, samedi 5 septembre : Ahmed et Dahmane, Patchwork Music, Eugenio Colombo, Maro Perrone, Batucade « Tiboum » Guignon, Alpine Aspect Wolfgang Pus-chnig, Renseignements et loca-tél :

THÉATRE

Dans la solitude des champs de pommes de terre

Bernard Meister met en scène l'autobiographie de Rosmarie Buri au festival de la Bâtie

GROSSE ET BÊTE au Gruti de Genève

de INVIII envoyée spéciale négatifs portés sur sa per-négatifs portés sur sa per-sexagénaire épanouie, elle est aujourd'hui vengée ses origines pour avoir découvert, le le tard à pouvoir le tard

inais témoignage paisible, enjoué mème, d'une ex-victime la éprise la vie pour tomber le le pathos.

Le aire de petite dance tranquille, Rosmarie Buri transcende tranquille, Rosmarie Buri transcande constamment i mélo pur une description ethnographique précise, par des rebondissements dignes d'un thriller. Dotée d'un regard d'une exceptionnelle acuité, ancienne bonniche n'a publicité acuité, de son littérature pour tenir en haleine le public. La simplicité m'in de son Un banal, comme l'alle d'une pommes de terres, acquiert sous sa plume la dimension d'une expérience métadimension d'une expérience méta-

Bernard Meister, metteur an

pour son Voice a son travail la Conquête M pôle sud Manired Karge, a su rendre perceptibles ce regard, cette sensibilité. Le un décor minimal Lean-Claude Ce happy end ne de en rien la forme d'un chalet suisse, il oppose le ter, interprété par Michèle Gleizer sur la Grütli. L'adaptation restitue admirablement la Suisse de Control Suria la Suisse de Control Suria

profonde. 🐂 🛍 complainte iar- 🖊 distanciée de son expression verbale. L'actrice i ainsi, i façon bouleversante, la gaucherie d'un être condamné à retenir ses élans, à détourner ses i

Avec ce spectacle chargé d'huminisme, le festival pluridisciplinaire

Bâtie a pris un bon départ.

Jusqu'au 13 septembre vont se suc
troupes internationales,

troupes internationales,

le Gran Circo Teatro du

Chili, et des créations suisses. Fondé pour faire coanaître le travail indevenux il de condépendants de romande, la lest désormais un événement majeur la vic artistique francophone. L'édition amorce une extenin transfrontalière: elle pro-gramme un Don Quichotte le Char-lie Brozzoni, à Annemasse, le le Zaire d'riervé Loichemol le Ferney-

BERNADETTE BOST

(1) Mers e exil de Fritz Zorn, best-selle: de suisse-allemande, a initarprété Centre suisse de Paris, detnièrement, par Jean-Quentin Chate-lai

Riopelle le roi Lear

Suite de la première page

La demeure d'un peintre,
pièce sombre, arnée encore de
pion d'une infinité di
bibelots, horloge et d'une cheminée dont le manteau
est d'une cheminée des catalogues d'un trappeur retiré demeure
d'un trappeur retiré demeure
par le goût de luxe.

Riopelle se plait lacentuer ligsqu' l'incongruité.

chevelure blanc-gris de roi Lear ou patriarche biblique — mais plutôt Noé que Moïse, — il le jour dans un fauteuil vert d'une peau de caribou. Un main, qu'il main, qu'il pas vide, une cigarette dans l'autre, il parle volontiers — mais pa de peinture d'abord, mencore moins

Depuis quelque sumps, quand il vent peindre, il se rend sur une île du Saint-Laurent, l'île sur Oies. Là, il vit de la vie des chasseurs et

dépose sur la toile, le carton ou le dépose sur la toile, le carton ou le des objets variés, les de manière à que formes apparaissent en négatif, entourées brouillards chatoyants. I motifs changent fantômes, l'œuvre en danse spectres. Le difficultés, un non plus. Le séjours l'île aux Oies, il que l'observation

La passionne, il peut sans se lasser décrire le procédés très compliqués la traque la l'orignal, qui semble exiger d'obstination sournoises, ou il jadis, la Grand Nord, portant, la la près-midi la cueillette. Ul après-midi la cueillette. Il appartiton de lacs la montagnettes, quelque chose la des Vosges multipliées l'infini. L'appartition l'inferaire, celle, brève, d'un casuvage au second. Il la peinture, pendant ce temps-là, la peinture dit rien, enfermé dans un la contemplation numeur.

Institution of the property of



atelier de Saint-Cyr. » Il m vrai : Il mi atelier près il Paris, le rez-de-chaussée fait office il garage pour la Bugatti, les Jaguar il mi Bristol.

Le gardien l'endroit pour mission l'entretenir le la faire rouler régulièrement. Sur ce sujet qui le passionne, Riopelle est l'ai même construit ma l'ai même construit ma l'ai même construit ma l'ai voiture avec une en plastique. Le s'appelait le Gueule l'avolée depuis... J'ai l'ai l'ingi-Quatre lleures l'ingi-Quatre lleures l'ecurais le temps... Et puis il fallu je choisisse entre le peinture il l'automobile.

» Avant, j'avais fait du hockey et du ski – j'y ai gagné au moins six fracti – ensuite du bateau, en Méditerranée. Je l'ai lui, un grand bateau anglais construit avant-guerre. J'avais habitué mes équipiers un rythme terrible. Un n'avaient jamais droit à plus de dix minutes de repos... Ils ne longtemps...

C'est The rythme quand je peins. Je travaille sans m'interrompre, sans dormir, des heures et des hand Je n'ai pas conscience du temps, ni du jour ni de la nuit. Je

peins, c'est Je suis
tableau.
temps en temps, je
m'arrête dix minutes, je
dix minutes je
aussitöt
après.

Silence. question, le peur d'interrompre le la compession. Il repread, après une cigarette un demi-yerre le la la si je métoigne le tabiesse et je métoigne le tabiesse et je m'ai plus rien à faire de la Sinon, je suis en lui, dedans. C'est comme un envolutement. Quand j'ai geint mes Hommages, il y quelques années, par exemple l'Hommage à Calder, j'étais en la pensée, c'était comme si nous étions le temps dans l'atelier. J'étais

- Et pour l'Hommage al

Duchamp?

- L. Hommage à Duchamp, c'est autre chose. Duchamp a voulu montrer la dérision de la peinture. En hui dédiant un tableau, j'ai opèré la dérision de sa dérision. Mais il y avait aussi des souvenirs... J'ai bien connu Duchamp. J'ai habité dans son atelier à Paris, rue Larrey. Au plafond, il avait peint un échiquier. J'ai joué aux échecs avec lui d'ail·leurs, il était très fort, un professionnel. Il jouait très sérieusement, mais ne prenaît rien d'autre au sérieux... A New-York, nous nous donnions rendez-vous sur le trottoir en bas de chez lui. Je ne suis jamais monté, je n'osais pas... Et puis a est mort...»

w Je me souviens de Breton... Je rencontre Breton à Paris un jour. Il me demande aussitôt si Duchamp est arrivé à Paris et continue en le dénigrant. Duchamp, dit-il, est un truqueur et un tricheur, et surement

Surréaliste — cela
Duchamp, qui
débarquer de New-York,
encore le saluer. Quelques
jours après, je in Breton,
enchanté. Il proclamait q
Duchamp surréaliste
authensique en a Entretemps, Duchamp roje, il
flatterie l'approbai
l'inul'inud'une pudibonderte
affreus Quand il voulu
Matta groupe suréaliste, l'a d'eignominie
morale », I voté et j'ai
qu' a ignominie
n'était une
liste, mais moralisatrice.

Moi, je amoral, par moraliMoi, je amoral, par moraliMoi, je amoral, par moralidepuis jour, quand
m'apercevait Saint-Germain, il changeait trottoir... Ce
qu'il faut dire aussi, c'est qu'il
bibliothèque collection
at tableaux magnifiques. Je
souviens d'un Chirico. Quel
tableau!»

de la peinture

Quels Paris Sancées 50?

Quels Paris Sancées 50?

« Mes amis. Artaud. Beckett. Un temps. « J'al fait le company de poing pour Artaud.

J'al participé à sancées entre présentation théâtrale pour lui, avec Roger Blin et Gérard Philipe. Quand il habitait chez Loeb, J'aliais avec lui tous jours visiter l'exposition Van Gogh. Il était en train d'écrire le Suicidé de la société. Devant les tableaux, il ne parlait pas, il crachait des mots. Son écrèture, c'est pareil, et aussi ses portraits. Il se prenait pour Van Gogh. Il faut dire qu'il était assez fou... De tèmps temps, il jouait à convertir le mailn et à abharer le soir, et se convertir le le iendemain, et ainsi suite...»

S'il fréquentait pein? Sam Francis, Zao Wou-Ki,
Vieira da Silva. J'ai rencontré
aussi. Quel peintre ! a fait de
grands mais ils magnifiques II itès mai, il
près de mourir. Comme il ne
voulait pas mourir l'hôpital, on
l'a conduit de la rive
gauche. Il nuit...
Avant. le voyait Rhumerie,
Saint-Germain. Il
ses dessins aux consommateurs,
pour avoir de quoi boire. Mais qui
rendait ators compte de la
de ce qu'il dessinait? Presque per-

Saini-Germain. Il ses dessins aux consommaleurs, pour avoir de quoi boire. Mais qui rendait alors compte de la de ce qu'il dessinait? Presque per-le la la comme la New-York.

» Quand j'étais là-bas, après la guerre, si on essayait de vendre mondait : « Ce n'est pas de la peinture!» Il était impossible de vendre; man arriste n'avait d'argent. Même des peinture la l'impassible de vendre; man arriste n'avait d'argent. Même des peinture n'avait d'argent. Même des peinture n'avait d'argent. Même des peinture de ne avoir aquoi m'acheter de ponnes couleurs à l'huile.

Suivent propos très sévères sur son ye natal concitoyens. Ils ne rien, ils ne ils ne font que regarder itélévision, surtout les films por-il y le temps! Dans ma jeunesse, il fallait dispense spéciale de l'évêque lire cerfrançais à l'Index pareil pour travailler d'après : il fallait dispense. Il a fallait j'en parents comprenaient ma peinture.

Quand j'ai peintre, m'ont coupé france palefrenier bord d'un C'est ainsi j'ai le musée print, l'exposition auvres qui mes premiers Van Gogh. »

Allait-il musées? « Au Jeu de Paume. Au Louvre aussi, parce que c'était l'un des seuls endroits chauffes. Je suis resté des heuren dans la salle de peinture anglaise, des choses magnifiques, Turner en particulier... Et puis, le regardals un en lui?

Et puis, le regardals un en lui?

évidemment. Sa famille devenue la mienne, grâce fils m'exposer dans sa galerie New-York. » Doit-il amour des couleurs anour des couleurs des mienses, j'ai horreur de ça!» Malgré questions, il ne s'explique plus ce point.

7421 M P48.5

Jan Pagaria

المراجع فالمناهي يتنا

200

ensuite. Quand
Loeb m'a raconté que Gueraica
un violemment coloré, m'a laissé pantols.
Je ne comprenais pas. Ensuite, J'ai
rencontré Picasso plusieurs fols. Je
n'ai jamais qui plus
de front. Qui avec tant
force... Il ne parlait que
grands Courbet par exemple, jamais vivants. vingtième il n'y
i'intéressait. Il appelait Braque
Mª Picasso... Je ne suis jamais allé
dans son ateller, ni à Paris ni dans
le Midi, mais j'ai regardé sa peinil avalt
raison... Pour lul. Pour Courbet
Courbet est un grand peintre,
un peintre admirable, très fuste en
couleurs en valeurs. Il peint les
feuillages et les arbres mieux
personne, comme ça,

coups.

Pourquol moi?...
anait acheté un pellt Courbet. La aussi. J'en al en les peint!

C'est étrange; pour un Courbet.

Abstrait! Comment. abstrait? Je ne suis pas abstrait. Je ne l'ai jamais été, je n'ai jamais faire de vie une toile abstraite. D'ailleurs, i a fait. Vraiment abstraites? Pas II. en u failu du aux gens, pour comprendre que Mondrian peignait la Hollande... Je ne abstrait. Absolument pas, Je peins avec tout, moi. Avec la l'ait l'Il n'y a pas de peinture abstraite! s

Aujourd'hui 1620 F

TO COLUMN

OW:

De l'«automatisme» à l'expressionnisme abstrait

Jean-Paul Riopelle est in 1933, il reçoit il leçons il desain, puis, à partir il 1938, il 1945, il fréquente l'Ecole il du les in de le du les il les ile

a Paris chez Jacques Dubourg puis chez Maeght à partir de 1966, à New-York chez Pierre au d'Ottawa, Montréal et Toronto (1963). Après imprétrospective en Allemagne 1958, d'autres ont lieu à Milan (1971), à 1981, hational d'art moderne) enfin, en 1991, au de Montréal à l'occasion de sa récuverture.

peu à peu du collage, du pastel; du fusain et, plus récemment, l'aérographe.
Simultanément, motifs nou-apparaissent : objets quotidiens, plantes oiseaux.
Le séjours d'anada font da plus en fréquents, jusqu'à l'installation, en 1974, de l'atelier du le l'atelier du le l'atelier du l'installation, en 1977 la l'inspirent seint-laurent.

Jean-Paul et travaille à Sainte-Marguerite.

FOUR

A COURT AND THE ROUTING THE POLY AND IT SEPTEMBRE

S MA John S

mc
Pau
d'a
śoc
cor
me
Fra
12I
Auj
défi
réde
l'on
répriles
«#
d'e
{cs:
cla
au |
cla
en -

Ce Co

QUI

Fire que do la tar

lès der qu. sic tif. de. pie

AGENDA

CINÉMA

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24-) SAMEDI

Une du poscier français ; les Inconnus dans maison (1942), de Henri Decoin. 16 30 ; maison (1958), de Claude Autant-Lara, 18 h 30 ; la Vam (1960), de Henri-Gannas Claude 11 h. Georges Clouzot, ■1 h

DIMANCHE

Une histoire du policier français : V. le temps de 1956), de Julien Duvivier, h 30 : le Cave se rebiffe (1951), Gilles Grangier, 18 h 30 : le Clan des Sicilens (1969). d'Henri Verneuil 21 h

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24-)

SAMEDI

Cinéma américain regarde : A Mohawk's Way (1910, v.o.), de D. W. Griffith ; L. la piste Mohawks (1939, v.o.), de ... Ford, 18 h 30 ; la Charge fantastique (1941, v.o.), de Raoul Walsh, 21 h.

DIMANCHE

Le Cinéme regarde indiens: la Porte du (1950, v.e. s.t.f.), d'Anthony Mann, 16 h 30; U Rivière de nos amours (1955, v.o. s.t.f.), d'A. H. Toth, 18 h 30; The View (1909, v.o.), D. W. Griffith

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

Forum des Halles (40-76-62-00-)

SAMEDI

Portreita Paris : Cirque : le Méchant Loup III Chaperon et Clown (1958) de Boris Samet III III Hugo Santiago, 20 h 30.

DIMANCHE

Portraite de Paris | Vivre | Paris | Spot : Paris | canapés, Playtime (1967) | Jacques Tad, 14 h 30 ; : Enlanta des courants d'eir de E. L'úniz; La béton de Sarge Le Perron; 16 h 30; l'Argant ;
l'Argant | de 'Meicel L'Herbier,
III 30; h 5: Rénovation III
quartier de III (1869) de DelDes gât (1977) de III
trand , 20 h 1.

E EXCLUSIVITÉS

AGANTUK LE VISITEUR (Ind., v.o.) Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; 🝱 Saint-Germain-des-Prés, Saile 🛍 🛍 Beeuregard, 8: (42-22-87-23); Lee tille, 11- (43-07-48-60); Sept Pernas-**14- (43-20-32-20).**

35 000

. . - -

ALIEN 3 (*) (A., v.o.) : - Les 1• (40-26-12-12) ; I kmp4-rial, 2• (47-42-72-52) ; I kmp4-(42-25-10-30); Marignan-Concorde, 8-(43-59-92-82); UGC Blarritz, 8-(45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugren 15· (46-75-79-79); v.f.·; tem (le Grand Rex), iii (42-36-93-93); tem Montpar-nasse, ii (45-74-94-94); George V, 8-

 \mathcal{H}_{k}^{T}

40

45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9-(45-62-41-46); Peramount Opera, 9-(47-42-56-31); Matton, 12-(43-43-04-67); UGC Lyon Bestille, 12-(43-43-01-59); Gaumont Fauvette bis), 13- (47-07-55-88); Miremar, 14- (36-65-70-39); Mistral, 14- (36-65-70-41); UGC Intion, 15- (45-74-93-40); Pathé Wepler, (45-22-47-94) ; La Gambetta, III (46-36-10-96).

L'AMANT (Fr.-8rit., v.o.) : d'aă-leurs, 5- (45-87-18-09) : Pavois, 15- (45-54-48-85) ; v.1. : Les Montpar-14 (44)(04)

LES DU PONT-NÉUF (Fr.); Ciné Beaubourg, (42-71-52-36); (43-21-41-01). APRÈS L'AMOUR | ; | |

(45-62-20-40) L'ARME FATALE II (A., v.o.) : Forum L'ARME FATALE (A., v.o.): Forum

1 · (46-08-57-57); Gaumont
Opéra, 2 · (47-42-60-33); Bretagne,
[38-65-70-37); UGC

(42-25-10-30); George V,
[45-62-41-48); Marignan-Concorde,
[43-59-92-92]; UGC Normandle, 8-

(36-65-70-41) : UGC Convention, (45-74-93-40) | Clicky,

Albert Souffre. Fim français de Bruno Nayfren: Use Les 1: (40-26-12-12); Geumont Opéra, 2: (47-42-80-33); 14 Juillet Odéon, 6: (43-25-59-83); La Pegode, 7: (47-05-12-15); Gaumont Ambassada, 8: (43-59-19-08); Gaumont Gobelina Feuvette), 13- (47-07-11-88); Alésia, 14- (36-65-75-14); Mompamassa, 14- (43-20-12-06); Hall Wepler II, 11- (48-22-47-94).

ANTIGONE. Film
D. Hullet Brecht, v.o. : Les
Trole Luxambourg, 8 (48-33-87-77).

BALLROOM DANCING. Film améri-

BALLROOM DANCING. Film américain de Baz Luhrmann; v.o.: Forum Horizon, 1° (45-08-57-57); Lundon, 6° (42-25-10-30); Lundon, 6° (42-25-10-30); Lundon, 6° (42-25-10-30); Lundon, 6° (42-25-13); UGC Bierins, 8° (45-62-20-40); Lundon, 18° (45-74-84-84); V.f.: 2° (42-38-33-33); V.f.: 2° (42-38-33-33); V.f.: 2° (42-38-33-33); V.f.: 2° (42-38-33-33); V.f.: 2° (45-74-84-84); Film Johelins, 13° (45-24-84); Partic Clichy, 18° (45-22-47-94).

Montoarnasse, 6: (45-74-94-94); Opfra, 9: (47-42-56-31); Lyon L. 12: (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13: (45-61-94-95); Mistral, 14: (35-85-70-41); Montpamasse, 14: (43-20-12-06); Convention, 15: (45-74-93-40); La Gambatta, 20: (45-36-10-96);

LE COUP DE FOUDRE . Fin -

Thome, . . : Beaubourg, 3° (42-71-52-36) ; Odéon, 8° (43-28-19-88) ;

(45-22-47-94); La Gambetta, ID (46-36-10-98). AU PAYS DES JULIETS (Fr.) : Epée III 5· (43-37-57-47).

IN AVENTURES D'UN HOMME AVSIBLE (A., v.o.) : Gaumont Ambas-(43-59-19-08) ; v.f. : Pathé 2º (47-42-72-52) ; Gaumont 14º (43-35-30-40).

BALLAD OF THE SAD CAFE (A. Brit., v.o.): Genmont Les Halles, 1-(40-28-12-12); Marignan-Concorde, 8-(43-59-92-82); Montpar-15 CLE-40 (G-34)

BMATUE FINK (A., v.o.): Ciné Beau-bourg, ■ (42-71-52-36); Saint-Lam-■ 15 (45-32-91-88).

BASIC Harriager (**) (A., v.o.): Herizon, 1• (45-08-57-57); Harriager B- (42-25-10-30); UGC Rotande, 6-(45-74-94-94); George V, (45-82-41-48); UGC Triomphe, (45-74-93-50); v.f.; Rex, (45-74-94-94); UGC Montpamesse, (45-74-94-94); UGC Montpamesse, (45-74-95-40); Clichy, I-45-72-7-95-40); (45-22-47-94).

BATMAN, LE DÉFI (A., v.o.) ; Forum (36-65-75-14).

REETHOVEN (A., v.o.): George V, 8-(45-62-41-48); Studio II8, 18-(46-08-36-07); v.f.: Paramount Opéra, 9- (47-42-58-31); Gaumont Alésia, 14-(36-65-75-14); Les Montal (36-65-70-42); Saint-Lambert, 15-

Trois (45-61-10-60); 14 Juliet Bastille, 11• (43-67-90-81).

ELINE VERE. Film tranco-belge-hol-de Harry Komel, v.o. : Elysées Lincoln, H (43-59-36-14) ; (43-20-32-20).

RESERVOIR DOCE (**) Film

RESERVOIR 10 (1°) Film cain de Quentia Taramino, v.o.; Ché 17, 3° (42-71-52-38); UCC 18, 3° (42-71-52-38); UCC 18, 46-74-94-94); UCC 19, 46-81-94-95); Pathé Clichy, 18° (45-22-47-94).

UN COEUR EN HIVER, Film

UN COEUR EN HIVER, Film de Claude Saum : Forum Horizon, 1- (45-08-57-57); Taulie, 8- (48-33-79-38) : UGC Danton, 6- (42-25-10-30); UGC Monton en (42-25-10-30); UGC Monton en (43-87-35-43); UGC Blantiz, 8- (43-87-35-43); UGC Blantiz, 8- (43-87-35-43); UGC Blantiz, 8- (43-65-79-681) : Les 12- (43-43-04-67); UGC Liberty (43-43-194-95); UGC Liberty (43-43-35-30-40); Mistral, 14- (45-75-79-78); UGC Mistlet, 17- (45-75-79-78); UGC Mistlet, 17- (45-75-79-78); UGC Mistlet, 17- (445-75-79-78); UGC Mistlet, 1

15- (45-75-79-79); UGC Mailot, 17-(40-68-00-16); Pethá Wepler II, III (45-22-47-84).

WARSZAWA ANNÉE 5703. Film

franco-allemand de Januaz Kijowski, v.o. : 5 Beaubourg, 42-71-

V.o.; C. Beaubourg, (4271-52-36); Saumont | 6-(48-33-79-36); Blysées Lincoin, 8-(43-59-36-14); 14- (43-20-32-20); v.f.; Pathé Fran-

cais, 9• (47-70-33-88); Gaumont Gobelins | Fauvette), 13• (47-07-

(45-22-47-94).

(45-32-91-88) : Pethé Clichy, 18-

BOB MARLEY: TIME WILL TELL (A., v.o.) : IIII Besubourg, 3-(42-71-52-38).

CÉLINE (Fr.) : Utopis, 5- (43-26-84-85). LE 114 (A., v.o.): Let V. (45-62-41-46); v.f. : UGC Opera, (45-74-96-40).

CROC-BLANC (A., v.f.) : Club Gaurmon

(Publicle Matignon), 8 (42-56-52-78) ;

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) :

DEAD AGAIN (*) (A., v.o.) : Cinoches,

DELICATESSEN (Fr.) : Forum

Express, 1- (42-33-42-26) bert, 15- (45-32-91-68).

LE DERNIER MOHICANS (A.,

LE DERNIER MOHICANS (A., v.o.): Forum Harizon, 1: (45-08-57-57); Opéra, 1: (47-42-60-33); 14 Juillet (43-25-59-83); Bretagne, (36-65-70-37); Gaumont Foran, 13: (45-63-16-16); Gaumont Foran, 13: (45-80-77-00); 14 Juillet Beaugrenette, 15: (45-75-97-9); UGC Maillot, 17- (40-68-00-16); v.f.: x. 2: (42-36-83-93); Bretagne, 6: 45-68-70-37); Simul arange Pasquier

(42-36-83-93); Bretagne, 6-(36-65-70-37); Saint-Lazare-Pasquier, 8- (43-87-35-43); Opéra,

8 (43-87-35-43); Opera, (47-42-56-31); Les Nation, 12-(43-43-04-87); UGC Lyon Bastille, 12-(43-43-01-59); UGC Gobelins, 13-(45-61-94-95); 14-(43-20-12-06); Montpernasse, 14-(43-20-12-06); Pathé Wepler, 18-45-74-93-40); Pathé Wepler, 18-

45-22-47-94) ; Le 10-10-10-

III (45-54-48-85) ; Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68).

LE DIMANCHE DE PRÉFÉRENCE (h.

v.o.) : 14 Juillet 6-(43-26-58-00).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3-

(42-71-52-36) ; 14 Parmasse,

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-

DIÊN BIÊN PHU (Fr.) : -

(46-36-10-96).

(43-26-58-00).

Escurial, 1 (47-07-28-04).

6 (46-33-10-82).

LES FILMS NOUVEAUX

Pol., v.o.) : Epée de Bois, la (43-37-57-47) : Reflet Médicis Logarisale Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34). EPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin. v.o.) : Lucemere, (45-44-57-34) : Elysées Lincoln, 8 ; Gsu-mont Ecran, 13- (45-80-77-00) ; Saint-Lambert, 15- (45-32-91-88). L'EUNUQUE IMPÉRIAL (Chin., v.o.) :

14 Juliet 6- (43-25-59-83). FAUTE DE PREUVES (Brit., y.o.) Cinoches, F (48-33-10-82).

FISHER MINE (A., v.o.) : Denden F HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS II (HONG KONG, v.o.): 14 Juillet Par-III (43-26-58-00).

HOOK (A., v.f.) : [146-33-10-82] ; Saint-Lambert, [5] (45-32-91-68). INDOCHINE (Fr.) : I V.

(45-62-41-46) ; Les Montparnos, 14-(36-65-70-42). (P5 (Fr.) : Fall Imperial, 2-(47-42-72-52) ; Miramar, 14-(36-65-70-39).

JFK (A., v.a.) : Cinoches, & (46-33-10-82). KAFKA (A., v.o.) : Lucernaire, (45-44-57-34).

v.o.) : Ursulines, 5-(43-28-19-09) ; Lucernaire, (45-44-57-34).

NIGHT LE EARTH (A., v.o.) : Ciné 142-71-52-36) ; images 45-87-18-09). (45-87-18-09).

LA NUIT DÉCHIRÉE (**) (A., v.o.) :
Forum Orient Express, 1(42-33-42-26); Marignan-Concorde, L
(43-59-92-82) : Blarritz,
(45-62-20-40); v.f. : Rex, 2(42-36-83-93) : Land Franceis, 9(47-70-33-88); Gaument (ex
13- (47-07-55-88); Land
14- (36-5-75-14); Montparnesse, 14- (43-20-12-06); Land
Wepter II, IL (45-22-47-94).

OMBRES ET BROUILLARD (A., v.o.)

Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-38); Logos Lauis-Jou-5- (43-54-42-34); Lucameire, (45-44-57-34). MIGHT (A., v.o.) | Sept Per-

LA P'TITE ARNAQUEUSE (A., v.f.) : Paramount Dain 9- (47-42-58-31).

Paramount 3º (47-42-58-31).

LA PESTE (Fr.-Brit.-Arg., v.o.) : Commont Les Helles, 1: (40-26-12-12);
Gsumont Opéra, 2º (47-42-80-33); 14

Juliet Odéon, 8º (43-25-59-83); Publicis Index (43-25-59-83); Publicis Index (43-25-69-83); Publicis Index (43-25-69-83); 14

Juliet Basuffer (43-87-86-83); 16

Jest (46-78-79-79); v.f.: Schrif 22rs
Pesquier, 8º (43-87-36-43); Pathé Francais, 9º (47-70-33-88); Ind. Lyon Bestille, 12º (43-43-01-58); Gsumont Gobelins his (ar Fauvette Index (43-20-12-08); Montparnasse, 14º (43-20-12-08); Mo (43-20-12-08) ; Wepler II, III (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20-

LA PLANÈTE BLEUE (Can.) : La Géode, 19: 140-05-80-001.

PROSPERO'S BOOKS (Brit.-Hol., v.o.) : End Beaubourg, 3-(42-71-52-36); Denfert, 14-(43-21-41-01) (43-21-41-01).

RETOUR & HUMANUS END (Brit., RELOUR A LEND (Brit., v.c.); Gaumont Opéra, 2-(47-42-80-33); 14 Champs-Ely-(43-25-59-83); Champs-Ely-(47-20-78-23); Gaumont 14-(43-35-30-40); 28, 14-(48-08-38-07).

ROCK-O-RICO (A., v.f.) : Saint-Lambert, III (46-32-81-68). LE ROI ÉBAHI (Esp.-Fr.-Por., v.o.) : Latina, et (42-78-47-86) | Lucamaire, 6-(45-44-67-34).

SANGO MALO (Carrie La v.o.) : Images d'aileurs, 1- (45-87-16-09). LA SENTINELLE (Fr.) : Sept Pernes-14 (43-20-32-20).

(45-22-47-94). TALONS AIGUILLES (Esp., v.o.)

Forum Orient Express, 1: (42-33-42-26); Gaumont Hautefeuille, 6: (48-33-79-38); UGC Triomphe, 8: (45-74-93-50); v.f. : Lie Opéra, 8: 24-24-24-24 TERMINATOR II (7 (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) : Grand Pavois, 15• (45-54-46-85).

THE (A., v.o.); Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); UGC 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50). THELMA ET LOUISE (A., v.o.) : Com

Besubourg, 3- (42-71-52-36); Clooches, 6- (46-33-10-82); Club Geu-mont (Publicis Matignon), 8mont (Publicis Matignon), (42-58-52-78) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85). TOUS LES MATINS DU MONDE (Fr.) :

Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); 14 Juillet 6 (43-26-58-00) | UGC Triomphe, 8: (45-74-93-50); Pevois, 15- (45-54-46-85). TRUST ME (A., v.o.) : Lucernaire, 🕨

(45-44-57-34).

TWIN PEAKS (*) (A., v.o.) : Images 5. (45-87-18-09); Grand Pavois, 15- (45-54-46-85).

UN ÉTÉ SANS HISTOIRES (Fr.) : Europa Panthéon (ex-Reflet Penthéon), 5-(43-54-15-04) ; Im Trois Balzac, Im (45-61-10-60) ; Reflet République, 11-(48-05-51-33),

PARAPLUIE POUR TROIS (Esp., v.o.) | Sept Parnessiens, 14 (43-20-32-20).

UN VAMPIRE AU PARLUTT (Fr.) : Gaumont Gobelins In Fauvette), 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Pernasse, 14 Q.E.D.41

UNIVERSAL SOLDIER (") (A., v.o.) : George V, (45-62-41-46) v.f. : Final mount Opéra, 🖿 (47-42-56-31) ; Mont-14 (43-20-12-06).

LTLLA (Fr.-Sov., v.o.) : Lament 6 (45-44-57-34). VAN GOGH (Fr.) : Studio des Ursulines,

(43,26-19-09). VINESTER THE GAUCHE (Fr.) Saint-André-des-Arts I, 6: (43-26-48-18) ; Full Champs-Ely-May (47-20-76-23).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-36) ; Pavois, 15. (45-54-46-85).

LI ZÈBRE (Fr.) : MALIN LANGE Express, 1- (42-33-42-26) ; [47] (42-25-10-30) ; Land Bismitz, L (45-61-94-95) ; (36-65-75-14); Miramar, 14-(38-65-70-39); Lu Maillot, 17-(40-68-00-16); Lu Clichy, (45-22-47-94) ; Le Ileileie. (46-38-10-96).

LES SÉANCES SPÉCIALES A TOUTES WITHARD : Cinaxe, III

A TOUTES (42-09-34-00) 19 h. (A., v.f.) : Ritz, 17 h, Uh III. ATTACHE-MOI! (Esp., v.o.) : Galande, & (43-54-72-71) 10 h 10. III. BELLE NOISEUSE (Fr.) : Denfart, (43-21-41-01) 17 h BLUE VELVET | (A., v.o.) : Dell lead-bourg, 3- (42-71-52-36) O h 05. THE HOOD | 7- (A., v.o.) : Images d'allieurs, 5- (45-87-18-09) 18 h 15

18 h 15. 18 h 15.

SRAZIL (8/hz., v.o.): Studio Galande, 5(43-54-72-71) h.

LE DÉC. 10. B., TU NE TUERAS
POINT [] (Pol., v.o.): Reflet Médicis
Les saile Louis-Jouvet, 5- (43-5442-34).

UMA (Fr.) : Studio (Lames) 5- (43-54-72-71) 18 h. EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6-(46-33-10-82) O h 15 ; Le Berry Zèbre,

(45-33-10-82) O h 15; Le Serry Zeore, 11- (43-57-51-55) 20 h. ELEPHANT MAN (A., v.o.); bert, 15- (45-32-91-88) 21 h 15. EVA (Fr.-8.ft.): Le Cherro - Espece Jacques Tett, 5- (43-54-51-9) 11 h 10.

EXCAUBUR (A., v.o.) 15 PERSON 11 21 h Action (43-29-44-40)

16 h, 18 h, 20 h, 22 h. HAIRSPRAY (A., v.o.) : W Bastille, 11-(43-07-48-60) 0 h. HENRY, PORTRAIT | SERIAL | SER

L'ILE NUE (Jap., v.o.) : Saint-Lembert, IS (45-32-91-68) 19 h. I (45-32-91-68) 19 ft.
IN BED WITH MADONNA (A., v.o.):

\$\frac{1}{2} \in \lambda \lamb

JONATHAN LIVINGSTUN LE GOÉ-

LAND (A., v.f.) : 15- (45-32-91-68) III h MARY POPPINS (A., v.f.) : 1 bert, II- (45-32-91-68) III h 30. METAL HURLANT (A., v.o.) : 15- (45-54-46-85) [] h

LA MORT D'UN MAITRE DE THÉ (Jap., v.o.) : des Ureufines, -(43-28-19-09) 17 h 15. PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.): Wand (1984), 15- (45-54-46-85)

PARIS EN VISITES

and expo.

leurs).

« Le Palais pustice en activité »,
14 h 15, 6, boulevard du Palais (Touculturel).

« L'Hôtel-Dieu, l'ancêtre
hôphaux parislens, et
autrefols », 14 h 30, de
l'Hôtel-Dieu, parvis la l'Hôtel-Dieu, parvis la l'ence

du château », 14 h 30, cour d'honneur du de Louis XIV

du spécialement jardins, pl et incon-nus s. 14 h Paul (I. Hausler).

«Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges», 14 h 30, sortie métro Saim-Paul (Résurrection du passé). «L'île Saint-Louis et ses jardins ١.

POINT BREAK (*) (A., v.o.) : Grand LE QUATRIÈME HOMME (*) (Hol., v.o.) : Accatone, 5- (46-33-86-86) QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF? (A., v.o.) : Studio des 1 5 (43-

REGGAE | (A8., v.o.) : | Berry Zèbre, 11* (43-57-51-55) 22 h. ROLLING STONES (A., v.o.) | | Géode, | 21 h. ROUTE ONE-USA (A., v.o.) : L'Entrepôt, 14* (45-43-41-53) 19 h 45, 22 h.

SALO OU IN 172 JOURNÉES DE SODOME (**) (It., v.o.) : Beau-bourg, 3- (42-71-52-36) O h 10. SANG CILLUS FOR MEURTRE DE SANG-FROID (A., v.o.): Grand Pavois,
15-1120 h II
21 h II
-TAXI DRIVER (*) (A., v.o.): Ciné
bourg, II (42-71-52-36) II 15.

LE TIME DES GITANS (Youg., v.o.): Studio des Ursulmes, D. (43-26-19-09) 19 h 15. THE MINT HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.) : Studio Galanda, 5-(43-54-72-71) III N 30.

20.000 LINES SOUS LINES (A., v.f.) : Saint-Lambert, (45-32-91-88) 18 h 30.

THÉATRE

ARTISTIC - ATHÉVAINS (48-06-38-02). L'Eloge de la folia : 18 h et 21 h.

ATELIER (46-08-49-24). L'Antichambre : El h, dim, 15 h 30. BERRY-ZÈBRE (43-57-51-55).Dim. Los BOBINO (43-27-75-75). Tall

CAFÉ (42-78-52-51). Le Graphique & Boscop : 21 h. (42-78-44-45). Y a-t-ii un dans la 2: 21 h, dim. 1 h 30. COMEDIE DES CHAMPS ELYSÉES

d'humour : 21 h, dim. 16 h 30. Ghamour : 21 h, dim. 16 h 30.
ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le
Mariage de Figaro : 11 h, dim. 17 h 30.
Le Mouette : 20 h, ann. 11 h 15 feu le
mère de marainne : 20 h, ann. 11 h
GRAND EDGAR (43-20-90-09). Eric
Thomas : 22 h.

QUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61), Les Lames du 1994 : 20 ii 30. Violaine, morte de 1994 : 22 h 15.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Carte trice chauve : III h III La Leçon : LE FUNAMBULE THÉATRE-RESTAU-RANT (42-23-88-83).Dim. Hortense &

■ 3 mm tem : 16h. LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). roof: Le line : 1 h 35.

Fau la mère : medame : 20 h. Le Rire de Tchékhov : 21 h i rouge.

khov : 20 h. Le : 1 h 30. MADELEINE (42-65-07-09). Long Voyage + 1 le nuit : 1 li et 20 h 30. dm. 15 h.

MARIE STUART (45-08-17-80). Gogh: Vincent: 11 II 15. MICHEL (42-85-35-02).

MICHODIÈRE (47-42-95-22). La had in l'orelle : 17 h et 20 h 30, dim. La h. NOUVEAUTÉS (47-70-52-75). La : II i 21 h. OLYMPIA (47-42-25-49). emportent Wamps : 21 h. SALLE (42-02-27-17). (GRANDE palès C'est qui voyezi : 20 i 10.

PALAIS-ROYAL (42-97-59-81). : 17 1 30 et 20 1 30. PRÉ-CATALAN, JARDIN SHAKES-PEARE (43-71-14-26). In ne badine pas avec l'emour : 15 h. Le Théètre de Gazul : 17 h 11 ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). Clovis et les Musicodingues : 21 h.

LUNDI 7 SEPTEMBRE

Notre-Dame Paris s. 17 14 h 30, Paris s. (Europ explo). mystérieux, le l'hôtel Lauzun I l'hôtel Chenizot », 14 h II les Pont-Ma-rie (C. Merie). «Le de La 14 45, métro tin, Lions

«Le métro Bercy,
(Monuments historiques).
«Le quartier l'
Nesles, 15 heures, d'Henri IV,
sur le Pont-Neuf (Monuments historiques)

d'identité), 15 heures, 33, quai d'Orsay (Connaissance Paris).

Ljeux mémoire : du Saint-Mandé à Saint-Louis Morina Saint-Mandé à Saint-Louis Morina à la place Nations 15 heures, du métro Saint-Mandé-Tourelles (Paris ■ son his-

a Montmertre et Clignancourt », 15 heures, sortie supérieure du funi-culeire de Montmartre (Approche

Le Monde

Aujourd'hui 1620 F au 1 octobre 1890 F

ABONNEZ-VOUS AVANT LA HAUSSE

OUI, je m'abonne **m M**onde pour la durée suivante : 1 an: 1620 F, soit une économie de 564 F par rapport il i'achat au numéro.

☐ 6 mois : 890 F, soit une économie de 202 F par rapport la l'achat 📰 numéro.

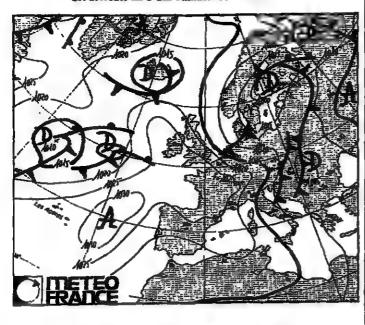
Code postal : LLL Ville : ___

obligatoires ■ LÉ MONDE », Service abonnements,

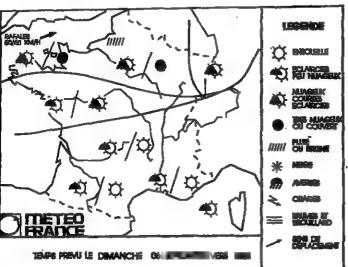
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 lvry-sur-Seine Cedex. Sur Minitel 3615 LEMONDE, Julie ABO

____ Prénom : ____ Nom: _ Adresse :____ Votre règlement : ☐ Chèque joint. Expire à fin ☐ Carte bleue re Lucius Lucius 221 MQ 01 et signature Bon à renvoyer impérativement avant le 30 septembre à

SITUATION LE 5 SEPTEMBRE A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 6 SEPTEMBRE 1992



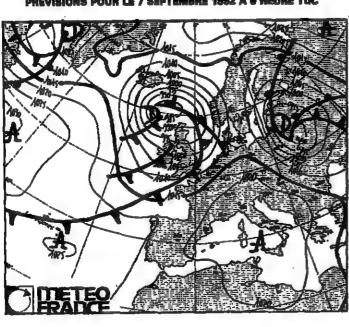
La matin. E del sera couvert depuis la Bretagne nord 🔤 🔤 régions situées au nord 🖿 🗷 Lam jusqu'aux Ardennes, avec quelques Sur les eouffiera 🖩 60 km/h en rafales. Des pays de plus nombreux en cours -Au sud de la Loire et jusqu'aux régions est après dissipation de quelques

Dijon, in the sere that mageux. Des Pays de Loire au Centre, les seront belles. Plus au sud, le soleil sere

Sud-Quest, 4 et 6 degrés à l'Est et la 14 degrés de littoral

comprises entre 10 et 22 degrés sur le moité nord, 24 à 28 degrés au Sud.

L'après-midi, m nord d'une ligne Brest-PRÉVISIONS POUR LE 7 SEPTEMBRE 1992 A 8 HEURE TUC



| Valeurs extrêm in 4-9-1892 18 houres TUC FRANCE AJACCIO 25 11 D BHARRITZ 19 B D BORDEAUX 28 9 5 BOURGES 18 5 D BREST 16 8 N CAEN 16 8 N CAEN 16 8 N CAEN 16 8 N CAERSOURG 16 6 N CLESHOTT-FEE 17 5 D DUON 16 IN GRENOBLE 18 8 D LILLE 18 8 D | ot le 5-9-1992 à 6 hourse T TOULOUSE 19 9 TOUES 18 4 PONTE-LPTIEE 32 22 ÉTRANGER ALGER 21 14 ANSTERDAM 15 11 ATTENES 32 25 BANGEON 25 18 BELEGADE 31 12 ESPLIN 52 25 ESPLIN 52 25 | N LOS ANGELES 18 16 | DDNDCCE |
|--|--|---|-----------|
| LIMOGES | BRUXELLES SILE CARRE SILE CARRE SILE CARRE SILE CARRE SILE CARRES SILE CARRES SILE CARRES SILE CARRES SILE CARRES SILE SILE CARRES SILE SILE CARRES SILE SILE SILE CARRES SILE SILE SILE SILE SILE SILE SILE SI | D PERIN 31 29 ROME 28 15 ROME 39 17 ROME 39 17 ROME 39 17 ROME 30 | BOCCECBPA |
| A B C chel council | cicl cicl ora | g: plaie testpète ne | * |

moins 2 heures en été ; heure légale moins I heure en hiver.

(Document établi avec le support technique apécial de la Météoralogie notice

TÉLÉVISION

Los programmes complets de radio et de tillévision sent publiés chaque sameine dans notre supplément daté dimanche-kundi. Signification des symboles: > la man dans « le Monde radio-télévision » ; » Film à éviter ; » On peut voir ; » « Ne pas manquer ; » » Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 5 septembre

| | • |
|------|--|
| | TF 1 |
| 3.5 | Comédie municele : Dorothée, le cadeau de la rentrée. De Jean-François Porry us Gérard Salesses. |
| S.M. | Feuilleton : Maria Vandamme. De Jacques Ertaud (demier épisode). |
| 6.36 | Magazine: Formule sport. Football: championnat M France; Surf; Vode: 0.46bec- |

A2 20.50 Série : Tatort. Documentaire : Que deviendron De Michel Fresnet (9º pertie)
23.20 Journal et Météo.

tecs de Peris.

23.40 Documentaire : Les Révolutions Yiddishland.

FR 3 20.45 Foulleton: La Vierge noire. D'Igeni Niddem (4- épise 21.45 Magazine : Ditas-moi que je me trompe !
Présemé per l'hlippe Alionsi.
3. La sécu, c'est finit, de Gérard Badou et Rinaldo

23.15 Sport : Rallye 23.25 Magazine : Alées (vdff.).

1.10 Magazine : L'Heure i i golf. **CANAL PLUS**

Paris.

20.30 THE 1: La Man au bout de la nuit. De Bill Crein, avec David Cer-radine, Creig Wasson. 21.55 Flash d'informations. 22.00 Sport : Boxe. Réunion au Cirque d'Hiver, i

23.00 Musique : Guitar Lagends (1= partie)

20.45 Táléfilm : Très belle et trop naive. De Gluseppe Petroni Griffi, avec Francece Dellere, Gina Lollobrigide. 0.00 Musique : Flashback. ARTE

20.00 Jazz Masters : Decter Gordon, réalisé par Terry Carter. Portrait du sexopho-20.30 8 1/2 Journal. 20.40 Documentaire:

22.10 Çînêma d'animation : Harpya. De Reoul Servels. 22.20 Cinéma d'animetion : La Sirène, De Raud Servais.

22.30 Documentaire : Beleza Negra, De Juliano Schluter. 23,30 Documentaire : Herald Weiss - Séances privées,

Dimanche 6 septembre

TF 1 20.40 Cinéma : Les Fugitifs, as Film français de Francis Veber (1986). 22.20 Magazine : Cine dimanche.

22.25 Cinéma : Le Juge. u Film françois de Philippe

20.50 Cinéma : Police Academy. D Film americain de Hugh Wil-aon (1983). 22.30 Magazine : Bouillon de culture

FR 3

20.45 Spectacle:
Metal Clown d'Archaos.
Miss en schne de Pierre PilotBiclon, chorégraphie de Luiz
Bedaro.

22.05 Magazine: Le Divan.
Présenté per Herry Chapier.
invité: Bertrand Tavernier.

22.30 Journal et Météo.

22.45 Sport : Railye
Paris-Moscou-Példin.
22.55 Cinéma : Liebelel. www
Film allement de Max Ophuls
(1932). (v.o. sous-timée, N.).

CANAL PLUS

21.00 Cinéma : La Vaise des pantins, un Film américain de Mertin Scorasse (1983). 22.45 Flash d'Informations. 22.50

Magazine : L'Equipe du dimanche. Présené per Eric Besnard. M6

20.45 Téléfficn : 2 Le Passé évanoui. De Larry Elikarin. 22.20 Magazine: Culture pub.
22.50 Cinéma : A la découverte du plaisir. U
Film français de Michel Lemoine (1977).

ARTE 20.30 Cinéma :

Sogni d'Oro. mm
Film italian de Nanni Moretti
(1981).
22.10 Documentaire: 22.10 Documentaire:
Serge Daney.
Interview par Rigis Debrey.
22.20 Documentaire:
Parlons grand-mitra.
De Dibri Diop Membéry.
22.35 Court métrage:
It's not just you, Murray.
De Martir Scoress.
22.60 Documentaire:

22.50 Documentaire : Otar lossellani. De Michel Pamert.

Documentaire : Henri Langlois. Interview per Yannick Flot. 23,05 Documentaire : Jean-Luc Godard. 23,15 Docum

Tempo di 23.50 Court métrage : Pourvu-

qu'on ait l'ivrasse. De Jean-Daniel Poliet (K.). 0.10 Documentaire:

Setyajit Ray. Interview per Pleme-André 0.20 E la Mostra va.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5861 HORIZONTALEMENT

I. Il n'en est pas à une liaison près. Invite à changer de direction. — Il Vien pas large, Coule en France. La plus juste décision peut le laisser interdit. — Ill. Assemblages — occupent certains nourrissons. Mangant

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 entre les repas. -IV. Evoquent une ancienne Compagnie.

Elles se déroulent souvent en suit temps que les serpentins. L'un des exemplaires d'un ouvrage initial. – V. Sait se faire entendre. Aboutit à une sortie discrète. – VI. Garnitares de poils. Moyen de IX communication. — X VII. Est très jeune IV. Evoquent une Vil. Est très joune quand à a sa première maîtresse. Feit sa pelote. Le titane. ~ XIII Vill. Term musical. XIV Symbols. Fesse a XIV sens de la rage. La XV une. - II. Feux, il falle a chemin feisent. - 8. Figue ou cer-

VERTICALEMENT

1. On comprend alsément qu'il soit à cheval sur l'étiquette. Orne les sailles de nombreux ouvrages Quelques pierres ou un peu de tissu. – 2. Courant d'air. Provo-quent des éblouissements passagars. — 3. Chases des persites. Echappements libres. — 4. Fabrique de prunestor. Leurs hôtes, même happés, peuvent être sur la pelle. Terre. -- 5. Symbole chimique. Etaient jadis offerts à des clients qui s'en attaient proprement étrillés. Moresau de verre. - 6. Longuement torturées avant le « libération ». 7. Sir. Ignée. - 8. Toiletts. Ta. -Devise. - 7. Se livrer à un cartain 9. Ensile. Suer. travail. Prennent de l'importance

chemin falsant. — 8. Pique ou cerreau. Home à femmes. —
a marinet ». Abrévision. — X. Pour
Il la vie n'est murifi qu'un
passage ». Fort étranger. —
XI. Article. Douceurs des mets. Au
début d'une devise letine promant la
modération. — XII. Sigle. La petit
jour, Facteurs d'une murifi —
XII. Préfixe. Se montre d'une murifi —
XIII. Préfixe. Se montre d'une devise letine présenter
le chemin falsant. — 8. Pique ou cerreau. Home à femmes. —
9. Bâtiment de guerre. Fera passer.

La premire prère pièrre d'un chêteeu en
Expegne. — 10. Repas d'adleux. Felt
perfois chemter le coucoux. Remorquée. — 11. —
XIII. Souhalter de toujours bonne mine. — 12. S'oppomurification. — XII. Sigle. La petit
pour en et vier d'une devise letine présent le coucoux. Remorquée. — 11. —
XIII. Souhalter de toujours bonne mine. — 12. S'oppomurification. — XII. Sigle. La petit
pour en et vier d'une devise letine présent le coucoux. Remorquée. — 11. —
XII. Supposition. — 12. S'oppomurification. — 12. S'oppomuri 15. Tim sur 🔤 (🐂) après - MICH STATE OF THE PARTY OF TH

Heritage 1

l. Coloriste. - II. Evasion. III. Mwai Bris. - (V. Man. Li, -V. Isère. Sel. - VI. Eusèbe. Té. -Vil. Subit. - Vill. Ifs. Sages. -IX. Irot. In. - IL De Embêts. -XI. Trot. Issr.

The state of the s 1. Caddie. Sot. - 2. Surfeyr. -3. Lèvres. Sa. - 4. Oveires. Net. -

CARNET DU Monde

<u>Décès</u>

Le président Le bureau. Le cooseil d'administration, Le conseil scientifique, Le personnel de l'Ecole des hautes ML Jean BENARD.

aura tien lundi 7 sep-du. 15 honres, du Père-Lachaise, entrée Gambetta. - Nous avons la tristesse d'annoncer le décès de

M Simonne CHARDAVOINE, sée de Caller,

à l'im de contre-vinst-costre and Le culte a été ofiébré 🗠 31 🚛

« Man Rédempteur est vivant. » Job XIX, 25,

Raymond
Lucien Houllemare,
Marilène et François Rochat, ses enfants, im petits-enfants et arrière-petits cofants, Bernard, Chardavoine, Du

Lays.

30100 Alès. - L'Association médicale Kousmin internationale

doctour C. KOUSMINE, en toute sérénité, dans sa quatre-vings-huitième aanée.

Ses élèves et tous les malades fidèles à ses principes tiennent à exprimer
à ses principes tiennent à exprimer
reconnaissance l'amb du commun, exemple
concret de sa méthode.

L'œuvre du docteur C. poursuit es transcisment l'enseigner qu'elle : légué à ses élèves.

Association médicale Kousmine

4, rue du Morvau, 21000 Dijon.

CARNET DU MONDE Renedenments: 40-65-29-94

Tarif : la ligne H.T.

Thises étadias

sont restés fidèles, - Il y a vingt-cinq ans, le 6 septem- 1981 let :

Camille GRUAT,

journaliste, un des fondateurs du Syndicat général des journalistes Force ouvrière,

Son syndicat, demandent une pensée fraternelle à

coux qui l'ont connu et aimé. - Le 6 aeptembre 1981.

Salomen SALMONA

Il autait ou cont ans cotte année.

Il y a vingt-cinq ans, le 6 septem-

Georges VIIIE, ancien élève de la rue d'Uim, au Musée du Louvre,

Ceux qui me l'ont pas

Nos abounds et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Mande », sons priés de bien vouloir nous comiquer leur numéro de référence.

D Aide au Nicaragua. - Le Secours catholique a ouvert une Secoure catholique a ouvert une souscription en faveur des sinistrés souscription en faveur des sinistres du tsunami au Nicaragua. Les dons du tsunami au Nicaragua, Luca de peuvent être envoyés au Secours atholique, en mentionnant «Nicaragua-Raz de marée», 106, rue du . . Bac, 75341 Cedex 07. CCP : Paris 737 G.

un sujet qui ne s'adresse pas uni-quement aux spécialistes de la technique ferroviaire mais touche un public beaucoup plus vaste : les lignes et les trains touristiques en s' France. Au sommaire : un histori-que de ces lignes ; de nombreuses

** ** ** **

75 (52

暖.

...

* * *

Ses vinet-trois petits-enfants et vinet arrière petits-enfants, font part un rappel il Dien, dans l'espé-rance de la résurrection, de

ROYER de VÉRICOURT, née Marie Bigo. décédée le 3 septembre (992, à sou domicile à Paris. 7 septembre, auront in land 7 septembre, auront en l'église Notre-Dame d'Anteuil, pais au tière du Montparasse.

- Gilbert Rayer de Véricourt,

son époux,
Jacqueline Courbe,
Bernadette Collette,
Christiane Ralph Pighetti de

Christiane Raiph Pignetti de Rivasso.
Cuillemente de Véricourt.
Marie-France et Patrick Bertin-Mourot,
Régis et Anne Royer de Véricourt,
Emmanuel Royer de Véricourt et
Alem Simeckova,
Pascale et Incques Bessières,

rescants
Le Père Pierre Bigo SJ,
André et Marie Bigo, Louis et Betsy

Bigo, Les sœurs Cécile **Agnès** Bigo

RSCJ. Etjenne et Henriette Royer de Véri-

court. Le Bel et Brigitte Royer de

ses frères, amurs, beaux-frères et beiles-

Cet avis tient lieu de faire-part. 114 ter, avenue de Versailles, THILL Paris.

Remerciements

– Lainé, Anne Lainé, Etienne Lainé, Et toute la famille,

amis qui les ont
accompagnés dans ce moment de douleur lors de la disparition de

Tony LAINE. Ceux qui désirent contribuer il la pontaulte de son œuvre peuvent envoyer des dons au Littoral, Jean Dumas et Arissa Pulrad, 3, rue de la Croix-Saint-Jacques, 91620 La Ville-de-Bois.

悪じょ S 20 19 1 **Anniversaires** - 5 ans, 7 ans, sious quittaient

50 34 7 B The Section of the Une penece affectueuse est deman-1.50

40.000.000

 $g_A(\chi B) = 0.3$

72.6

18 P. 18 185

englight of the second

House State 1944

· 震 · 原 · 维 · 200 · 1

mg08,194

STATE OF THE

traper to

Employed the sa-

Ligaria (190

fige.

Renée remercie tous ceux qui leur 🔞 🖫 🚉 😁

\$1 gg. Jan. 7. The Same of the same

Be a proper proper

the annual transfer and Marin Poli 31 (30° 14) OBS OF BEAUT

Water to the second 21 dec 25 e pe September 1 ta contra

- San Arman 24 P 35 35 £2.041 74

April 27 to be 37 PROGRAM

France. – La très sérieuse Revue générale des chemins de jer consacre son numéro 7-8 (juillet-août) à un sujet qui ne s'adresse pas uniquement aux spécialistes de la

que de ces ignes; de nombreuses

. - 2. Surfeur. 4. Oveires. Net. 6. Isha. Ebaubi. 8. Toiletts. Ta.
GUY BROUTY

que de ces ignes; de nombreuses
monographies sur les principaux
réseaux; Pautoportrait de l'animateur d'une association...

> Dunod. 15, rue Gossin,
92543 Montrouge Cadex
110 pages, 95 F (étranger
120 F).

THE PARTY WAS TO SEE THE PARTY OF THE PARTY

Ca

QLI

mc

Par

ďa

COF

me

Fra

12[

Auj

défi

rédi

l'on

répi

e#

d'e

dár

est l'af

BILLET

Lienemann, ministre délégué au

logement et au cadre de vie. En

logament, elle vient d'arracher à M. Michel Sapin, son collègue de

l'économie et des finances, une

«rallonge» de 7 000 PAP qui

prêts aidés à l'accession à la

gloire, si l'on pense aux

171 000 PAP que l'Etat

finançait, il y a dix ans, pour

aider l'accession sociale à la propriété. Mais anfin, par

mieux. « Pour moi, ce qui est

l'inversion de la courbe. » Il faut

dire que l'accession sociale à la

propriété revient de loin. Il n'y a

envisageait la disperition pure et

l'économie et des finances en

rapport aux 39 426 prêts encés en 1991, c'est un

important, dit-elle, c'est

guère, le ministère de

simple sans état d'âme

(2 à 3 fois le SMIC) qui

Or, la demande existe, plus

raisonnable qu'autrefois, de

families aux revenus modestes

souhaitent s'installer dans une

personnel raisonnable (les candidata apportent environ

surendettement et la

cherté des terrains.

économique et les

و المسرو

maison bien à eux, où ils seront plus au large. Et avec un apport

15 % de leur achat actuellement et l'aide personnelisée au

logement (APL), on peut réaliser ce rêve sans trop craindre le

catastrophe. Il est vrai que le reve est plus facilement

réalisable en milieu rural qu'en

milieux urbain, en raison de la

Il est vrai aussi que la marasme

professionnels du bâtiment

incitent le gouvernement à

l'accession à la propriété et

donc la construction neuve.

ou prou, à se loger. Une

véritable remise à plat des

l'imagination et un courage

inévitables mécontentements

nattre... Le moment n'est pas

venu. Viendra t-il un jour, les

succédant sans coup férir avec

échéances électorales se

une belle régularité?

qu'une telle révolution farait

politique qui fassa fi des

encourager, si peu que ce soit,

pas capendant à constituer une

véritable politique du logement,

toujours coûteuse, à une époque où l'habitude s'est prise d'aider pratiquement tout le monde, peu

financements publics en faveur

du jogement, pour les consacrer à donner un toit à ceux qui n'en

ont pes suppose du temps, de

propriété, qui s'ajouteront aux

35 000 prévus au budget pour

l'année en cours. Ce n'est pas la

plein tour de France du

Changement de président dans le groupe d'assurances Victoire

Coup de pouce MM. Worms et Peyrelevade marquent un point dans le conflit Suez-UAP

entre Suez et l'UAP au sujet du groupe d'assu-ances Victoire et de sa filiale allemande Colonia, avec l'annonce vendredi 4 septembre (le Monde du 5 septembre) par M. Jean Arvis de son départ de la présidence de Victoire. Un préalable sans douts nécessaire pour sortir de l'impassa après plus de deux ans de négocia-

Nouveau paradoxe pour une affaire qui n'en manque pas, in démission soudaine et institendue de M. Jean Arvis de la présidence de Victoire est un succès pour les deux principaux protagonistes, MM. Gérard Worms et Jean Peyrelevade, le président de l'UAP. Le premier affirme ainsi une autorité difficile à établir sur une vieille maisson comme Suez et le second peut y voir enfin l'occasion de sortir d'un dossier qu'il traîne comme un boulet. La patience dont fait preuve, depuis plusieurs mois, M. Peyrelevade semble finir par payer.

L'origine de cette affaire complexe cord avait alors été signé entre les deux présidents. Mais M. Worms n'avait pu obtenir l'aval de son conseil d'administration et des minoritaires allemands (la hanque minoritaires allemands (la banque Sal. Oppenheim). Des actionnaires de Suez et certains «barons» de la maison estimaient que 50 % de Colonia en 1992 valaient bien plus que les 14 milliards payés en 1989 par l'UAP pour obtenir 34 % de Victoire. Afin d'éviter de mettre M. Worms au pied du mur, M. Pey-relevade avait alors décidé de ravaler sa rancour et de ne pas enveni-mer les choses. Il vient d'en être, en

vade semble finir par payer.

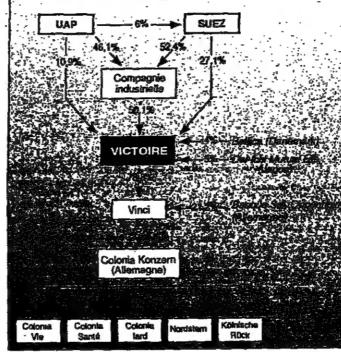
L'origine de cette affaire complexe remonte à l'été 1989 quand Suez se lance une nouvelle fois victorieusement dans une bataille boursière en prenant le contrôle du groupe d'assurances Victoire pour 23 milliards de francs. Une proie d'autant plus tentante que celle-ci vient de metre la main sur un joyau, le numéro trois de l'assurance allemande, Colonia. Mais Suez – qui a conquis de haute lutte la Société générale de Belgique seize mois auparavant — Anjourd'hui, deux voies semblent ouvertes. La première consiste en un accord portant notamment sur le prix de l'entrée de l'UAP à 50 % dans Colonia, La compagnie d'assu-rances publique sortirait du capital de Victoire et a compagnie se de Victoire et en contrepartie se retrouverait à le tête de la moitié du capital de Colonia. Mais pour cels, haute lutte la Société générale de Belgique seize mois auparavant — n'a pas les moyens de ses ambitions. La e vieille dame » se trouve contrainte d'appeler à la rescousse l'UAP qui, pour 14 milliards de francs, prend, directement et indirectement (voir schéma), 34 % de Victoire... provisoirement, se dit-on alors. En fait, M. Peyrelevade louche sur Colonia, qui lui donnerait un accès sans pareil au marché allemand. Mais, depuis, les 14 milliards de francs investis ne lui ont même pas apporté la moindre coopération avec Victoire.

Nouveau coup de théâtre dans les démêlés tions à rallonge et d'accords rejetés in extremis. C'est M. Gérard Worms, le président de Suez, qui prend la tête le 1- octobre de Victoire, la principale filiale de la Compagnie financière. Quant à M. Arvis, il reste dans le groupe et devrait même conserver un certain nombre de ses mandats d'administrateur de filiales étrangères de Victoire.

l'UAP ne veut pas débourser un centime de plus que les 14 milliards de francs investis en 1989. Autre hypothèse, le maintien pur et simple du statu quo débouchant tout de même sur une véritable coopération à l'étranger entre Victoire et l'UAP. Dans les deux cas de figure, les deux compagnies d'assurances vont devoir travailler ensemble, ce qui était qua-siment impossible compte tenu des relations difficiles entre MM. Arvis

Reste un problème de taille. Pour renforcer sa position, M. Arvis n'a cessé de tisser des fiens avec les dirigeants de Colonia. Il faudra acoup de doigté à M. Worms r maintenir la confiance au sein pour maintenir la confiance au sein de la filiale allemande. Et il sera sans doute encore plus difficile de faire travailler Colonia avec l'UAP, perçu pendant longtemps comme

La position stratégique de Victoire



COMMUNICATION

La clôture de l'Université d'été de la communication

Des publics critiques et sceptiques

Moins de déclarations de ténors, plus de confrontations à la base : en maigrissant volontairement (fréquentation et thèmes traités), l'Université d'été de la communication. close le 4 septembre à Carcans-Maubuisson, a renoué avec una certaine vocation militante et cherche à s'ouvrir à de nouveaux publics.

CARCANS-MAUBUISSON

de notre envoyé spécial

Experts, journalistes, thus avaient glosé sur ses désirs et ses plaisirs, gode sur ses desits et ses paisur, sa confiance ou sa simple présence sous forme d'audience : il était donc normal que le public s'exprime, en fin de l'Université d'été de la communication, sous forme du troisième « observatoire critique» de l'association Média, télévision et téléspectateurs (MTT), consacré à l'information télévisée.

□ Le CSA s'oppose au rachat de RPM par NRJ. - Le Conseil superieur de l'audiovisuel (CSA) s'est opposé, vendredi 4 septem rachat par le réseau NRJ de la chaîne de radio privée RFM, déte-nue à 49 % par le groupe de cora-munication britannique Crown. Le PDG et fondateur de NRJ, M. Jean-Paul Baudecroux, était pourtant allé assez loin dans les pourparlers, puisqu'il a affirmé aux lEchos « avoir signé, en juillet der-nier, un protocole d'accord pour le rachat de la participation de 49 % s. Selon NRJ, les négociations continuerzient pour une cession minoritaire de la participation

Issu de 15 000 réponses volontaires, cet observatoire militant tend à montrer que le public accorde plus de crédit à l'image qu'aux personnes dans les journaux télévises : les trois quarts des réponses mettent en doute la vérité des informations exprimées par les des informations exprimées par les invités des journaux. Le scepticisme touche aussi, de façon décroissante, les voix « off », les indications sur l'image, le présentateur (60 %), les journalistes en reportage ou commentateurs spécialisés. Même le direct, qui attire le plus l'attention des spectaleurs d'un journal est mis en donte une d'un journal, est mis en doute une fois sur deux.

« Euroyé spécial » plébiscité

Pourtant, 87 % des répondants estiment qu'on peut être bien ou assez bien informé en regardant seulement la télévision. Le public critique de MTI plébiscite l'émi-sion «Envoyé spécial» d' A 2, devant les journaux des trois pre-mières chaînes dans l'ordre, parmi les émissions qui l'aident à connaître et comprendre l'actualité. En revanche, seuls 6 % estiment trouver des informations intéressantes dans les émissions politiques et débats.

Peut-être purce que « le temps de la passivité est dépassé », selon la formule du ministre-historien de la communication Jean-Noël Jeanneney, qui souhaite que le «commen-taire d'image» devienne aussi familier dans les lyoées que le commentaire de texte et qui assigne à la télévision en général, à une chaîne éducative en particulier, le devoir d'e aiguiser le regard du grand public ».

4 milliards de dollars de pertes en 1991

Le transport aérien se relève mal de la guerre du Golfe

L'Association du transport années, prévoit-il. Ces difficultés aérien international (IATA) prévoit une nouvelle année difficile en 1992, alors que les pertes des 209 compagnies aériennes membres de l'IATA se sont élevées à 4 milliards de dollars en

Le transport aérien ne se relève pas des effets de la guerre du Golfe et de la récession, et les compa-gnies n'en finissent pas d'attendre une hypothétique reprise. Le trafic international de passagers, pour le premier semestre 1992, n'a progressé que de 8 % par rapport à la même époque en 1990, avant la guerre du Golfe. En 1991, il avait enregistré un recul historique de 4 % pour l'ensemble de l'année.

Résultat : de plus en plus d'avions restent au sol. Un peu plus d'un millier d'appareils, soit le pius d'un miller d'apparens, soit le aixième de la flotte mondiale, attendent des jours meilleurs dans le désert de l'Arizona ou à l'abri des hangars. On estime que le nombre de sièges vides au-dessus de l'Atlantique nord, où la concur-rence est particulièrement féroce, équivaut à deux cents avions vides. Cette surcapacité est d'autant plus forte que les companies aériennes forte que les compagnies aériennes prennent livraison des avions com-mandés durant les bonnes années, entre 1988 et 1990.

Economies et suppressions d'emplois

Le nombre de commandes enre-gistrées l'an passé témoignent de cette conjoncture médiocre : 467 contre 1 218 en 1990, sans compter 138 annulations. Aujourd'hui, de nombreuses compagnies négocient des reports de livraison ou différent leurs options. Les pertes de 1991 - 4 milliards de dollars - sont venues s'ajonter à celles de l'année précédente, soit près de 7 milliards de dollars au total. M. Ginter Eser, directeur général de l'IATA, n'est guère opti-miste pour l'année à venir. « Il faut s'attendre que les services régullers internationaux des compagnies enregistrent des pertes encore cette

U Lufthansa Cityline commande donze Folker 50. – La filiale régio-nale de la compagnie aérienne alle-mande, Lufthansa Cityline, a commandé douze avions Fokker 50 et pris une option sur neuf autres 4 septembre, le constructeur aéro-nautique néerlandais. Les avions commandés seront livrés entre fin 1992 et 1996. - (AFP.)

économiques ont obligé les compa-gnies aériennes à mettre de l'ordre dans leurs affaires. Le nombre des employes a chuté de 3,4 % en 1991 et la productivité par personne a augmenté de 1,7 %. Cettte tendance devrait se confirmer. Luf-thansa a déjà annoncé 8 000 sup-pressions d'emplois d'ici à la fin de 1994.

Air France prépare, de son côté, un nouveau plan d'économie en sus des 3 000 suppressions d'emplois initialement prévues (lire ci-dessous). « Il est indispensable que l'industrie du transport aérien se dote, à l'avenir, d'une base écono-mique saine, note M. Esex, par une réduction des cours d'exploitation,

Guerre des tarifs

Le transport sérien aura en effet à faire face à des investissements considérables. On estime que les compagnies aériennes achèteront 5 400 nouveaux appareils d'ici la fin du siècle. Il faudra trouver 400 milliards de dollars, et les observateurs les plus optimistes doutent que les transporteurs puissent rassembler plus de 40 % de cette somme grâce à leurs res-sources propres, déclare le direc-teur général de l'IATA.

Face à ce marame, les transpor-teurs so livrent une guerre des tarifs avec comme principal champ de bataille l'Atlantique nord. M. Bernard Atlait, président du groupe Air France et du comité exécutif de l'IATA, a dénoncé ces pratiques avec force, notamment de la part de compagnies améri-caines sous la protection de la foi sur les faillites. Ainsi, TWA prévoit d'augmenter de 54 % ses capacités sur la France et de 81 % sur Paris-New-York pour l'hiver prochain. « Les compagnies européennes réali-sent 30 % de leur activité sur leurs lignes transationtiques contre à peine 11 % pour les compagnies américaines, constate-t-il. Chaque dollar perdu sur cette route n'a pas, de part et d'autre, le même poid

Face au désordre qui prévaut aujourd'hui dans le monde comme en Europe, le président d'Air France préconise l'élaboration d'un schéma directeur des infrastrucd'harmoniser leurs implentations et de dégager des financements.

MARTINE LARONCHE

ETRANGER

Indicateurs contradictoires aux Etats-Unis

Le chômage a diminué en août... et les emplois aussi

Le taux de chômage est retombé 2 7,6 % en août aux Etats-Unis contre 7,7 % en juillet, mais l'économie a perdu 83 000 emplois pendant le même mois, a annoncé vendredi 4 septembre le département du travail. Les analystes se sont montrés décus, qui tablaient sur un recul à 7,6 % du chômage et sur la création de 150 000 emplois. Il s'agit du deuxième recul mensuel consécutif du taux de chômage depuis juiu, quand il avait atteint avec 7,8 % son niveau le plus élevé en huit ans.

En revanche l'hémorragie de postes de travail hors secteur agri-cole en soût a été la plus forte en neuf mois et s'est produite malgré un programme fédéral destiné à employer des jeunes pendant l'été.

Les pertes d'emplois du mois Les pertes d'emplois du mois dernier ont surtout touché le secteur manufacturier (- 122 000) et la distribution (- 71 000). La construction n'a perdu que 7 000 emplois (- 16 000 en juillet). Les experts estiment que le chômage devrait de nouveau s'aggraver

Air France prépare un nouveau plan d'économies

Le président du groupe Air France, M. Bernard Attali, a confirmé, vendredi 4 septembre, la préparation d'un «nouveau plan d'économies en concerta-tion avec les organisations syndiceles». Ces mesures devraient être présentées au mois d'octobre. Le plan initial, qui prévoyait notamment 3 000 suppressions d'emplois pour Air France et UTA, devait permettre le ratour à l'équilibre en 1993. Mais le premier samestre de cette année a átá très décavent pour Air France-UTA. La progression du trafic par rapport à la même époque en 1990 ast de 0,8 % pour une offre en augmentation

Sur les six premiers mois de l'année, le transporteur sarait de 8 % en dessous de ses prévi-sions, soit 1,4 miliard de francs de moins que prévu. Comme de nombreuses compagnies, Air France-UTA souffre d'une surcapacité. Le coefficient d'occupation des avions, de 66,8 % au premier semestre, est en baisse d'environ 1 % par rapport à 1990. En revenche, la recette unitaire a progressé de 2,9 %.

INDICATEURS

PAYS INDUSTRIALISÉS

• Croissance: + 3,2 % en 1993 selon le FMI. - Dans un rapport non publié émanant de son comité directeur, le FMI (Fonds monétaire international) prévoit pour 1993 une reprise progressive de la croissance dans les pays industrialisés, L'expansion serait da 3.2 % an moyanna après 1,8 % cette année. La reprise aux États-Unis s'accélérerait et atteindrait 3,4 % contre 2,1 %. Elle serait de 2,8 % au Japon contre 1,9 % et de 2,8 % en Allemagne

contrôle conjoint (à 50-50) de l'as-sureur allemand Colonia par Vic-toire et l'UAP. Un protocole d'ac-JOSÉE DOYÈRE Licenciements à l'usine Olida de Loudéac (Côtes-d'Armor)

La «réponse» de La Poste

nationale de La Poste d'inscrire sa démarche commerciale dans une nouvelle « approche du ment encore, quatre nouvelles formules de PEA (plan d'épargne en actions) ont été annoncées, avec pour devise : «Une offre adeptée aux basoins de chacun » (le Monde du 2 septembre). Cet objectif de e performance maximum > a-t-il été bien compris par tous les agents de La Poste? Il a en tout cas suscité une initiative origi-

Il y a une semaine, des lettres recommandées notifiant des licenciaments étaient adressées per la direction de l'usine Otida de Loudéec (Côtes-d'Armor) à 164 salariés de l'entreprise. Quelques jours seulement après s'être vu notifier leur départ, toutes ces personnés ofit reçu un courrier du receveur de Loudéac, M. Jean-Claude L'Hotellier, « désolé » de leur licencie-

On connaissait la voionté ment : « Je sais les traumatismes que cala peut engendrer avec les craintes du landemains, ajoutalt-il, avant de présentar des propositions de placements pour les indemnités perçues par les salariés licen-L'intersyndicale CFDT-FO-

Une maie

coopération

La démission de M. Arvis déblo-que la simation, il était notoire que l'ancien président de Victoire voulait

par tous les moyens préserver l'inté-grité de son groupe et plus encore se refusait à toute coopération avec l'UAP. Selon certains de ses détrac-teurs, il était devenu un véritable obstacis à toute solution et cherchait à dresser les actionnaires affancand

à dresser les actionnaires allemands de Colonia coutre l'UAP. M. Arvis aurait ainsi délibérément tenté de

jouer la stratégie de l'enlisement consistant à empêcher toute solution avant mars 1993. Après, un possible

changement de gouvernement et une éventuelle privatisation de l'UAP auraient changé la donne. Mais il a sans doute sous-estimé la volonté de M. Worms d'affirmer son autorité et

les liens d'amitié qui unissent celui-ci à M. Peyrelevade.

celui-ci à M. Peyrelevade.

Car en sacrifiant M. Arvis,
M. Worms gagne sur deux tableaux:
il fournit des gages au président de
ll'UAP et se donne les moyens de
maintenir un statu quo sur le
contrôle de Colonia en pouvant proposer une vraie coopération. Amis
de longue date et adversaires depuis
peu, les deux présidents cherchent
len fait à se ménager.

M. Burgiende en a conocté des

M. Peyrelevade en a apporté des preuves en avril, quand les négocia-tions avaient failli aboutir à un

CGC d'Olida a aussitöt protesté contre ces méthodes. De son côté, le directeur d'Olida, M. Michel Lotte, a affirmé n'avoir communiqué à La Poste Laucun nom, aucune listes. Et M. L'Hoteliler a reconnu que les noms et les adresses avaient été relevés sur les 164 lettres recommandées. « Il n'a jamais été dans notre intention d'avoir des procédés mercantiles, Nous informions seulement ces personnes des placements possibles à La Postes, a-t-il indiqué, se déclarant « peiné que les gens aient été choqués ».

OLIVIER PIOT

de Crown dans RFM.

MONNAIES

Pour défendre la lire

La Banque d'Italie relève massivement ses taux directeurs

Pour défendre la lire, très fortement attaquée, la Banque d'Italie a relevé massivement ses taux directeurs, les portant à un niveau « de guerre », le plus haut depuis sept ans.

Son taux d'escompte est passé, vendredi 4 septembre, de 13,25 % à 15 %, soit une majoration de 1,75 point (il était encore de 12 % début juillet 1992), et son taux lombard (avances sur titres aux banques) a été fixé à 16,50 % contre 14,75 %. En même temps, la Banque d'Italie agissait sur le marché monétaire domestique, pousent de 15 % à 18 % le taux moyen de ses appets d'offres, ce qui a hissé à 20 % la loyer de l'argent du jour le jour sur le marché interban-

Les marchés financiers attendaient cette mesure depuis le weck devise statienne, consideree comme le maillon le plus faible de la chaîne des monnaies dans le système monétaire européen, avait été fortement attaquée, le cours du mark à Milan atteignait son plafond (765,40 lires), record historique. Vendredi 4 septembre, après due, venoredi 4 septemore, apres l'annonce d'un emprunt britanni-que de 10 milliards d'écus pour défendre la livre, la spéculation à la baisse – ou plutôt à la dévalua-tion – se portait sur la lire à nou-veau très attaquée, le deutschemark remontant derechef à son plafond, ce qui contraignait la Banque d'Ita-lie à vendre près de 900 millions de marks (3 milliards de franca).

Si la France vote non...

L'institut d'émission italien, et, en tête, son gouverneur, M. Carlo Ciampi, ne veulent absolument pes dévaluer la lire dans les circonstances actuelles, et on les comgouvernement de M. Giulano Amato engage un plan ambitieux de réduction des dépenses publiques, qualifié de plan de la der-nière chance, une dévaluation «à chaud» ne servirait à rien, sauf à relancer l'inflation par une hausse du coût des importations. Il faut donc attendre que les mesures décidées exercent leur plein effet, notamment les lois « déléguées » sur la réforme des retraites, la santé, la fonction publique et les collectivités locales, plus la sup-pression de l'échelle mobile des salaires, la fameuse « scala mobile». D'où le relèvement brutal des taux italiens, véritable asignal» donné aux marchés signifiant « pas d'ajustement monétaire » avec la possibilité d'abaisser les taux un peu plus tard si le « oui» donné par la France au traité de Maastricht apaise les ten-sions responsables du désordre actuel au sein du SME.

85

Ce

Co

eu

mc

Paı

ďa

éος

COL

me

Fre. 12!

Auj défi

rédi

ľon

€Ħ

d'e

der (ca:

ᇓ

A

qu juc len 2 sei de

ďο

ja far

lès

qu. sic tif. de. pie

Si la France vote « non », il est à craindre alors que la Banque d'Ita-

lie ne soit débordée...

Pour l'instant, le niveau actuel des taux d'intérêt italiens, près de 10 % hors inflation (revenu à 5,3 %) est jugé insupportable par le patronat de la péninsule. Quant aux ressources procurées à l'Etat, notamment par les impôts exceptionnels sur les dépôts bancaires (0,6 %) et les logements en propriété (0,2 %), soit 30 000 milliards de lires (135 milliards de francs), elles sont déjà amputées du tiers par le relèvement des taux d'intérêt, qui alourdit le service de la dette publique italienne, comme le signale M. Ettore Moretti, directeur général d'IMI-CPR. Un vérita-ble casse-tête pour l'Europe. Un de

 La Russie et la Suisse siégero au couseil d'administration du FMI. - La Russie et la Suisse siégeront prochainement au conseil d'admi-nistration du Fonds monétaire international (FMI), qui va ainsi passer de 22 à 24 membres. La commission des règlements du FMI, réunie le 4 septembre, a en effet recommandé cette mesure au conseil d'administration du Fonds. Cette prise de position mantre que les Etats-Unis, membre le plus puissant du FML sont favorables à une extension du conseil d'administration. Le gouvernement suisse estimait que seule la création d'un siège supplémentaire à la tête de ces institutions financières permettrait d'obtenir une répartition équilibrée entre anciens et nouveaux membres au sein des organes exécutifs. La Suisse a adhéré au FMI le 29 avril et la Russie le lejuin.

PARIS

Le feu de l'action

INDICE CAC 40 déprime, ce suf-fit. » Tel pourrait êtra l'aphorisme boursier au vu de la vigoureuse reprise enregis-trée en milieu de

semaine. Deux séances, mercredi et jeudi, ont suffi pour endiguer la balase guasi ininterrompue intervenue lepuis la fin du mois de mai Mais l'hésitation de vendredi laisse songeur sur la solidité de ce mouvement. Quoi qu'il en soit, la Bourse a inscrit non seulement sa meilleure performance quotidienne de l'année (+ 4.03 % jeudi), mais aussi heb-domadaire (+ 5,4 %). Il faut remonter à la première semaine de décembre 1990, lors de la crise du Golfe, pour retrouver une performance analogue (+ 5,3 %).

La remontée du dollar jeudi, les efforts faits per le gouverne ment britannique pour soutenir la livre et atténuer de ca fait les tensions au sein du SME ont réconforté les investisseurs. La contre-attaque des partisans du « oui » à Maastricht et celle menée par le président de la République lors d'un débat télé-visé ont également été bien les après une semaine où les « non » dominalent.

La semaine a été particulièrement contrastée. Les deux premiers jours ont été insipides, les deux suivants mouvementés, et le demier mitigé. Lundi et mardi, l'indice CAC 40 perdait succes-sivement 0,16 % at 0,63 % dans un marché atone. Changement de ton le lendemain, où, sur la foi de rumeurs annonçant un rejet du référendum sui Maastricht per la Conseil constitutionnel, le marché s'emballait. D'un coup, les boursiers voyaient s'éloigner l'incertitude politique liée au scrutin du 20 septembre, L'Indice CAC 40 s'appréciait de 2,2 % maigré la baisse d'une des valeurs phares de la cote : Total. La rumeur sur Maastricht démentie per les faits le soir même, tout le monde pouveit craindre un tassement du marché. Mais ce fut l'inverse qui se produisit le landemain, pour d'autres raisons cette

Jeudi, le suspense dura longtemps puisque, en raison d'une panne du système de routage qui sert à transmettre les ordres de Bourse, la séance débuta avec deux heures et demie de retard. Le redressement de la Bourse de Tokyo et la fermeté

Nombre de contrats : 238 584 environ

106,50

de le Bourse de New-York étaient tout de même de bon augure. Mais de là à voir le marché s'enflammer... Personne ne l'avait envisagé. La journée s'acheva sur un gain de 4,03 %, porté par la décision des Britanniques de soutenir leur monnaie en souscrivant un emprunt de 10 milliards d'écus.

Sur le marché à règlement mensuel, les transactions attaignaient les 2,5 milliarda de francs, un niveau important mais pas considérable. A titre de comparaison, le 9 janvier, lorsque M. Pierre Bérégovoy, slors ministre des finances, annonca la création prochaine d'un produit de placement en actions à long terme, les volumes échangés atteignirent les 5,2 milliards Vendredi, le marché retombait

en déshérence. Après une timida hausse en matinée, il virait ensuite à la balsse. Le mouvement de recul s'amplifiait dans l'après-midi, après la publication des mauvais chiffres du baisse du dollar. La journée s'achevait sur une note stable (- 0,08 %) dans une ambience calme. Peu d'investisseurs étaient sur le marché, car personne n'ose s'engager à court terme. Dans le quartier des Champs-Elysées, où ont migré de nombreuses sociétés de Bourse, l'évolution futura de l'indice de référence d'ici à la fin du mois oscille entre 1 650 au plus bas et 1 900 points salon les analystes. Plus ou moins 8 % de variation par rapport au niveau actuel du CAC 40.

Escroquerie totale

La semaine aura été marquée par trois événements : la chute des résultats de Total, le redressement d'Euro Dianey et la suspension de Carrefour.

Vendredi, les cotations de cette chaîne d'hypermarchés d'après-midl après une baisse de 7,5 %. Outre la chute de 53 % des résultats semestriels, l'éviction de son président. M. Michel Bon, et la reprise en main par l'actionneriet familial, des rumeurs évoquaient le rapprochement de ce groupe avec le distributeur allemend Metro.

Vivement attaqué durant les quinze jours précédents, le titre Euro Disney s'est resselsi grâce notamment à la nomination d'un nouveau directeur générel, M. Philippe Bourguignon. Le parc

107.32

d'attraction a par ailleurs enregistré 6 millions d'entrées depuis son ouverture en avril, « Jamais un parc Disney n'a reçu autant de visiteurs durant son démar-rage», précisait la firme dans un

Enfin, les nouveaux action-naires de Total ayant acquis des titres en juin lors du désengage ment de l'Etat ont été désagrés blement surpris lors de la publi cation des résultats semestriels Certes, ils s'attendaient à un tassement des bénéfices en raison du marasme du raffinage, mais ils n'avaient pas prévu una divition per deux des profits. Et ce d'autant plus qu'en juin, au moment de l'offre publique de vente des titres Total à 230 francs, personne - tant du côté de la direction que de l'action-naire principal, l'Etat - n'avait parlé d'une dégradation d'une telle ampleur. Etait évoquée seulement une «inflexion» des résultats. Erreur de prévision ou dissimulation volontaire pour vendre les titres plus cher? Les commentaires allaient bon train mercredi en Bourse. Et les analystes de citer en comparaison le ces de l'autre compegnie pétro-fère nationale, Ef Acutaine, qui, dès le mois de mai, avait pré-venu d'une dégradation de ses résultats pour la premier

Dans ce contexte déjà troublé per les parités d'échanges retenues pour transformer les certificats pétrollers en actions, de nombreux porteurs de titres ont l'impression de s'être fait escrequer en ayant acheté des titres à un cours supérieur à leur valeur. Un sentiment peut-être excessif, mais cui risque d'entacher la crédibilité de l'Etat si ce dernier veut poursuivre son programme de privatisations

. Alertée par la chute des cours mercredi (- 5,9 %), la Commis sion des opérations de Bourse est entrée en contact avec Total pour tenter d'éclaireir la situation, Elle s'intéresserait plus à la munication des résultats semes triels qu'au manque d'informa-tion donnée lors de l'offre tant, dans l'intérêt tant de la compagnie pétrolière que de son ancien actionnaire principal, il seruit souhaitable que le gendarme du marché se prononcêt officiellement sur cette affaire. Une mise au point permettrait aussi de resséréner et de garder les petits ectionnaires, que rien ne pousse à rester en Bourse.

DOMINIQUE GALLOIS

MATIF Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 4 septembre 1992

107,92

| COURS | ÉCHÉANCES | | | |
|----------|-----------|---------|---------|---------|
| | SEPT. 92 | DÉC. 92 | MARS 93 | JUIN 93 |
| Prentier | 105,76 | 106,30 | 106,70 | |
| + hant | 106,62 | 107,06 | 107,36 | - |
| + bas | 105,76 | 106,20 | 106,70 | |
| Dernier | 106,50 | 106,90 | 107,36 | |

106.90

| LE VOLU | ME DES T | RANSAC | TIONS (en | milliers o | le francs) |
|---|----------------------|---------------------|---------------------|----------------------|-----------------------|
| | 28-8-92 | 31-8-92 | 1-9-92 | 2-9-92 | 3-9-92 |
| RM | 1 195 547 | 1 025 053 | 1 077 347 | 1 896 251 | 2 350 695 |
| Comptant R. et obl. Actions | 10 195 450 69 145 | 6 315 938 42 047 | 8 708 038 77 377 | 10 010 735 91 219 | 10 512 868 102 295 |
| Total | 11 460 142 | 7 383 038 | 9 862 762 | 11 998 205 | 12 965 858 |
| INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1991) | | | | | |
| Françaises . | 98,7 | 98,7 | 98 | 99,4 | 102,6 |

Etrangères . | 87,8 | 87,2 | 86,1 | 85,1 | 86,4 INDICES CAC (du lundi au vendredi) 31-8-92 1-9-92 2-9-92 3-9-92 49-92 466,2 462,2 475,7 Indice gen. (base 100, 31 décembre 1987) Indice C.VC 40 _ 1 1684.88 1 1674.23 1 1711.41 1 1780.46 1 1778.98

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements: 46-62-72-67

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

| | Nore de | Val. en |
|-----------------|-----------|----------|
| | titres | cap. (F) |
| Alcatel Alsth | 1 003 100 | 622 345 |
| Total | 2604450 | 524 258 |
| Elf Aquitaine | 1 051 900 | 345 596 |
| St-Gobain | 631 800 | 317 297 |
| BSN | 334 020 | 314944 |
| Eurotunnel | | 263768 |
| Eaux (Gle des). | 111 280 | 238 102 |
| Sucz | 958 875 | 221 512 |
| LVMH, | 58 070 | 215318 |
| L'Oréal | 226 900 | 209 632 |
| Air Liquide | 261 025 | 203213 |
| Peugeot | 321 925 | 188 386 |
| Société gén | 389 630 | 188 102 |
| Michelia | 975 100 | 186 980 |

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RIVI)

| Valcors | Harasse S | Valents | Brisse |
|------------------|--------------|-----------------|--------|
| Balip | + 17.1 | Dynaction | -13,6 |
| Enro Dia St'A | +13.9 | Seb | - 10.5 |
| Machelia « B » | + (0.7 | Nonlost | - 75 |
| Pictures lett | + 105 | Dossank-Avial . | - 6.5 |
| Elf Aquataine | + 9.9 | UCiC Droits and | - 6.6 |
| Vallourer | + 9.2 | Domart | - 5.8 |
| Puritos | + 9,1 | Esso | - 5,7 |
| Econ | | Sodexhu | - 5.1 |
| 14 | | Sovac | - 5,0 |
| Thomson USF | + 8,4 | Dossatt-Elec | - 50 |
| Casino Guic | + 8,0 | Total certif | - 45 |
| Alarine Wendel . | | Legris ladest | - 4,4 |
| Nord-Ed | 1 7.9 | Club Mediter | - 4,2 |
| ilana | + 7.5 | SFIN | - 4,0 |

MARCHÉ LIBRE DE L'OR Cours 28-8-92

13 000 53 590 322 389 310 400 435 53 000 (kilo se linger) moralse (20 fr.)

NEW-YORK

Prudente

neufs ont reculé de 2,6 % aux États-Unis en juillet, alors que les

experts tablaient sur une augmen-

tation de 2,5 %, et l'indice compo-

site des principaux indicateurs a

enregistré une hausse minime

(40,1 %), durant la même période.

que l'indice Dow Jones devrait

continuer à évoluer de façon errati-

que au moins jusqu'aux élections

présidentielles américaines de novembre. Sur le marché obliga-

taire, le taux moyen sur les bons

du Trésor à 30 ans, principale réfé-

rence, est tombé vendredi à 7,28 %

contre 7,42 % la semaine précé-

28 août

66 U4 42 U4 37 3/8 23 U2 50 45

39 3/4 73 3/8 33 1/2 63 3/8

68 1/2 65 1/4 163 1/2

Cours 4 sept.

42 3/8 37 3/8 22 3/4 49 1/8 44 3/4 62 3/8 41

74 5/8 35 1/8 62 1/2

dente.

Chase Man. Bank Du Pont de Nemours ...

tman Kodak ..

General Electric.

UAL Corp. (ex-Allegia) Union Carbide United Tech.

De nombreux analystes pensent

La Bourse de MOICE DOW JONES New-York s'est refait une petite santé cette semaine. avant le long weekend pour la célébration de la fête du travail américaine

(Labor day) et malgré la publication d'une série de statistiques économiques peu encourageantes et la poursuite de la chute du dollar. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes s'est inscrit vendredi en clôture à 3 281,93 points, en hausse de 14,32 points (+0,44 %) par rapport à vendredi

Finalement, cette performance est plutôt encourageante compte tenn de la faiblesse de l'économie américaine. Les chiffres du chômage en août aux États-Unis, annoncés vendredi, ont ainsi réservé de mauvaises surprises. En dépit d'une réduction de 0,1 % du taux à 7,6 %, la distribution et l'industrie ont perdu 83 000 emplois, alors que la création de 100 000 emplois en août est la conséquence avant tout d'un pro-gramme fédéral permettant aux ieunes de travailler en été. La Réserve fédérale a immédiatement réagi à ces informations par une baisse d'un quart de point des taux interbancaires an jour le jour, pour les ramener à 3 %, soit leur niveau le plus bas depuis 1963.

Parmi les autres chiffres de la semaine, les ventes de logements

TOKYO

La fête continue La Bourse de Tokyo a poursuivi sa

marche en avant cette semaine, frau-chissant notamment le seuil des 18 000 points de l'indice Nikkei. En l'espace

de trois semain Kabuto-cho a repris près de 30 % sur ses plus bas niveaux et le Nikscuils de 15 000, 16 000, 17 000 et

Certes, l'intensité de la hausse a été plus limitée cette semaine et, après avoir gagné 9,4 % et 10,8 %, le Nikkei terminait vendredi à 18 555,30 points, en progression de 3,25 % d'un vendredi à l'autre, mais on peut maintenant parler de véritable résurrection de la place nippone. D'autant que l'activité a été sonteaue et le chiffre d'affaires moyen par séance s'est établi à iprès de 20 milliards de francs.

La performance est jugée d'au-tant plus satisfaisante par les opé-

rateurs que le marché a dû faire face à des prises de bénéfices importantes. Mais le retour à la Bourse de petits actionnaires a contrebalance les ventes. Les investisseurs continuent à jouer sans retenue une reprise de la croissance au Japon liée notamment à l'annonce la semaine dernière d'un de 400 milliards de francs.

Indices du 4 septembre : Nikkei 18 555,30 (c. 19 970,79); Topix 1 420,38 (c. 1 379,97).

| | Cours 28 août | Cours 4 sept. |
|--------------------|------------------|------------------|
| Ajjinomoto | 1 380 | 1 389 |
| Bridgetone | 1 150 | 1 140 |
| Canon | 1 330 | 1 340 |
| Fuji Bank | 1 780 | 1 960 |
| Honda Motora | 1 320 | 1 300 |
| Massuhita Electric | 1 260 | 1 280 |
| Missuhishi Heavy | 593 | 588 |
| Sony Corp. | 4 200 | 4 220 |
| Toyota Motors | 1 470 | 1 470 |

LONDRES

Revigorée + 2,1 %

La décision du gouvernement briannique, annoncée jeudi, d'emprunter 10 milliards d'écus en devises pour défendre la parité de la livre au sein du système monétaire européen (SME) a revigoré la Bourse de Lon-dres. L'indice Footsie des 100 grandes valeurs a finalement terminé la semaine sur un gain de 49,6 points (2,1 %). Cette mesure montre la détermination du gouvernement à éviter une dévaluation de la livre et une hausse des taux d'intérêt en cas de victoire du «non» au référendans

La Bourse a salué cette initiative en enregistrant jeudi une hausse de 2,9 %, la plus forte depuis la victoire du Parti conservateur aux élections d'avril. Mais les gains ont été réduits vendredi par des prises de bénéfices et par la déception provoquée par les manvais chiffres du chômage américain pour août. Ces nouvelles ont affaibli la livre et le dollar.

français sur le traité de Maastricht le

analog is leve et se dollar. Indices du 4 septembre: 100 valeurs 2 362,2 (c. 2 312,6); 30 valeurs 1 729,0 (c.1 680,6); Mines d'or (74,5 c.79,4); Fonds d'État 89,38 (c.87,04).

| | Come 28 sout | Cours 4 sept. |
|-----------------------------|------------------------------|------------------------------|
| Allied Lyons BP BTR Cadbury | 5,52 1,94 4,03 4,37 | 5,68 1,96 4,13 4,25 |
| Glaso GUS | 7.16 7.23 19.75 | 7.56 7.50 14.25 |
| ICI Renters RTZ | 10,66 10,49 4,87 | 10,95 10,84 5.14 |
| Shell Unilever | 4.64 9,34 | 4,64 9,26 |

FRANCFORT Petite reprise + 1,3 %

Après trois semaines consécutives de baisse, la Bourse de Francfort a resagné un peu du terrain perdu. D'un vendredi à l'autre. l'indice DAX progresse de 1,3 % à 1 536,50 points. En dépit de ce petit redressement, le DAX restait, vendredi, toujours en recul de 4,6 % par rapport à ses niveaux du début du mois d'août. Au cours de la semaine, le mar-

ché a bénéficié de plusieurs reprises techniques (+ 1,63 % lundi et + 1,46 % mardi), mais elles ont été suivies de prises de bénéfices. «Ce qui démontre que l'Incertitude continue de régner en Bourse », note la Commerzbank.

De son côté, le marché obligataire est resté calme, se montrant peu impressionné par la chute per-sistante du dollar ainsi que par les discussions concernant l'éventuelle introduction d'un emprunt obligatoire destiné à financer l'unité allemande. Le taux de rendement moyen des emprunts est resté sta-ble, à 8,34 %.

Indice du 4 septembre : DAX 1 536,50 (c.1 516,47).

| | Cours 28 août | Cours 4 sept |
|--|--|---|
| AEG BASF Bayer Commerchank Counsechenk Hoechst Karstadt Mannesman Siemens Volkswagen | 162,59 208,50 265,80 219,76 607 238,50 554 230,59 588 323 | 163 2(1,70,80 270,80 220,70 616 241,50 553 238 595,90 315,80 |

CREDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Espoirs dans le compartiment de l'eurofranc

Si le « oui » l'emporte le 20 sep-tembre, il faut s'attendre à un brusque réveil du marché primaire (celui des nouvelles émissions) des emprunts internationaux en francs. Le liste est longue des candidats qui ont différé l'exécution de leur projet dans l'attente d'une normali-sation de la situation et d'une corsation de la situation et d'une correction durable du mouvement
récent de hausse du niveau de
l'intérêt. Il est probable que si leurs
espoirs se concrétisent, ces débiteurs voudront se présenter tous en
même temps, immédiatement après
le référendum. Aussi certains spérialitate mettent ils délines grades cialistes mettent-ils déjà en garde contre une accumulation soudaine de nouvelles transactions, dont le volume serait tout simplement trop important pour être facilement absorbé par les investisseurs.

La situation est très différente dans le compartiment de l'écu qui, ces trois derniers mois - depuis que les Danois ont refusé de ratifier le traité de Maastricht, - a beaucoup trop souffert pour attirer en foule de nouveaux empranteurs. Certes, le bénéfice d'un «oui» français serait considérable. Les cours remonteraient beaucoup. Chacun en convient. Mais on recoute vivement que i amenora-tion ne dure pas et qu'elle provo-que au contraire d'importants dégagements de la part d'investis-seurs ou de banques qui, depuis des semaines, cherchent en vain à se débarrasser, à des conditions raisonnables, de titres libellés en écus. Le problème est grave et, pour l'instant, on ne voit pas encore de solution, car c'est le fonctionnement même du marché des obligations en écus qui est en

Contrairement à d'autres compartiments, comme celui de la lim-partiments, comme celui de la lim-traticante par exemple, les malheurs récents de l'écu ne doivent rien à l'évolution des cours de change. En tant que monnaie, l'écu s'est bien comporté ces derniers temps. Comme il s'agit d'un panier de devises européennes, où le mark tient une place importante, il ne figure pas au nombre des victimes de la baisse du dollar. Qui aurait déposé des fonds en écus pour une brève échéance d'un ou de quel-ques mois serait mal venu à se plaindre. Mais de nombreux porteurs d'euro-obligations de longue durée en écus ont de bonnes rai-

précisément parce que le marché n'a pas fonctionné, parce que la valeur de leurs titres baissait et qu'ils ne trouvaient personne à qui les vendre à un prix acceptable.

les vendre à un prix acceptable.

Plusieurs compartiments demeurent à l'abri des incertitudes actuelles et artirent tout à la fois les emprunteurs et les bailleurs de fonds. Ce sont pour l'essentiel ceux des dollars américain et canadien et caux du mark et du franc suisse, dont l'évolution n'est guère affectée par les incertitudes de l'Union économique et monétaire en Europe. Il n'est pas surprenant que ce soit là que se retrouvent la plupart des emprunteurs français qui sollicitent le marché international des capitant. En dollars, une formule cotinue de remporter un vif succès nue de remporter un vif succès auprès des investisseurs : celle des obligations à taux variable, mais dont le niveau de l'intérêt ne pourra pas dépasser un maximum ni tomber au-dessous d'un mini-mum lequel est nettement plus mum, lequel est nettement plus haut que le loyer actuel de l'argent à court terme.

Des emprents avantageux en francs suisses

A la veille du week-end, la Com-pagnie bancaire a lancé un nouvel emprunt de ce genre. Elle entend lever pour 100 millions de dollars des États-Unis pour une durée de dix ans. La rémunération des titres sera au plus bas de 5,25 %, et au plus haut, de 10 %.

En francs suisses, les dernières opérations sont de type classique. Leur rémunération est à taux fixe, déterminée d'avance pour toute la durée de l'emprant. Traditionnellement, ces titres sont destinés à des clients privés qui, dans la plepart des cas, les couservent jusqu'à l'échéance et ne se soucient guère de leur liquidité. Aussi les montants des nouveaux emprunts émis tants des nouvesux emprunts émis en Suisse sont-ils généralement plus faibles que ceux des transac-tions lancées sur d'autres marchés. La situation est pourtant en train d'évoluer car de gros efforts sont accomplis pour attirer aussi les investisseurs qui privilégient les grandes transactions dont les obli-gations sur le marché secondaire seront aisément négociables. C'est dans cette perspective qu'il faut examiner l'emprunt de 300 milsons de regretter leur investisse-ment. Ils ont été parmi les grands 1,2 milliard de francs français) que

durée de douze ans.

L'emprunt de la SNCF (que dirige le Crédit suisse) a ceci de particulier que son encours pourra être augmenté ultérieurement par l'émission de nouveaux titres parfaitement interchangeables avec les premiers. Ainsi prévoit-on de premiers. Ainsi prévoit-on de construire progressivement, par ajouts successifs, une grande ligne dont on espère qu'elle finira par être vraiment liquide. Cette technique est communent employée sur d'autres marchés, depuis des années, notamment sur celui du franc français. En Suisse, où elle est encore bien nouvelle, on la réservait jusqu'à présent surtout aux emprunts des principales organisations supranationales on à l'Etat hui-même.

permet de tever des tones dans des conditions aussi avantagenses. C'est certainement une des raisons qui expliquent l'attrait qu'exerce présentement le marché helvétique aux lea débiteurs français de pre-mier plan. Il y en a une autre, aon négligeable : la fermeté actuelle du franc suisse qui leur permet d'envi-sager sans crainte de s'endetter dans cette devise et de conserver dans cette devise et de conserver tel quel le produit de l'emprunt, sans chercher à se dégager du risque de change.

Cette émission de la SNCF porte à cinq le nombre d'emprunts fran-çais émis en Suisse depuis le début de juillet. Leur montant s'élève au total à 805 millions de francs suisses, soit environ 3,2 milliards de francs français. Durant tout le de trancs français. Durant tout le prémier semestre de cette année, quand la devise helvétique donnait encore des signes de faiblesse, il n'y a en que quatre débiteurs fran-çais à se présenter en Suisse pour y lever, ensemble, l'équivalent de 1,2 milliand de francs français.

Pour ce qui est du dernier emprunt du Crédit national lancé à la fin du mois d'août, précisons que son montant de 300 millions de marks correspond en gros à l milliard de francs français et non à un milliard de dollars. La devise américaine ne s'est pas effondrée à

CHRISTOPHE VETTER

Le taux d'intérêt nominal est de 7 %. Tout compris, fraîs et commission inclus, l'affaire revient à la SNCF à un peu moina de 7,20 % l'an, ce qui est très peu coliteux. Aucun autre marché européen ne permet de lever des fonds dans des

DEVISES ET OR

Le franc raffermi et la lire au plancher

7,6 %: les chiffres sur l'emploi

étalent jugés «catastrophiques», les analystes relevant que, compte tenu des 100 000 emplois saison-

d'abord son record de baisse, avant de remonter violemment sur le lande remonter violemment sur le lan-cement d'un emprunt massif du Trésor britannique pour défendre la livre, puis de retomber sur l'an-nonce de « manvais » chiffres de l'emploi aux Etats-Unis. La livre stering, proche de son plancher au sein du Système monétaire euro-péen, rebondissait quelque peu après l'emprunt en question. Le franc, enfin, s'est raffermi visà-vis du mark, tandis que la lire se trou-vait à nouveau violemment attavait à nouveau violemment atta-

mardi 1ª septembre, déprimé par des nouvelles pen rassurantes en provenance des Etats-Unis (recul de 0,5 % des dépenses de construction en juillet, malgré la baisse des taux d'intérêt et recul de 0,5 % de l'indice des directeurs d'achats), le dollar tombait à 1,3895 deutschemark, plus bas cours historique, et à moins de 4,75 francs (à Paris, le record de baisse avait été établi en mara 1973 à 3,85 francs). Certains opérateurs le voyaient même glisser à 1,30 DM, en raison des propos laxistes du président Bush. Jendi, en revanche, et vendredi matio, la devise américaine se redressait à la suite de la tivre sterling (toujours suite de la livre sterling (toujours l'emprunt) et du relatif apaisement des tennions au sein du Système monétaire européen : elle attrignait presque 1,44 DM et 4,89 francs. Las! Vendredi, en début d'après-

nidi, l'annonce de la perte de 83 000 emplois sux États-Unis en août, après un chiffre de créations d'emplois révisé de 117 000 emplois en juillet contre 198 000 prévus, jetait un grand froid sur les marchés financiers internationaux, qui tablaient sur une augmentation de

9,5175 4,7695

tenu des 100 000 emplois saisonniers créés par le gouvernement, c'étaient 183 000 emplois qui avaient été perdus. Aussinôt s'est profilée la possibilité d'une nouvelle diminution des taux directeurs de la Réserve fédérale des États-Unis, susceptible de creuser encore l'écurt entre les rémunérations offertes à New-York et à Francfort, 6,50 % à l'heure actuelle, d'où la réapparition de pressons sur le dollar. Ce dernier, en fin de semaine, se retrouvait à 1,40 DM et 4,78 francs environ. A défaut d'une baisse ultérieure, toujours possible, plus personne n'entrevoit son reductement (et le lieu) avent le

redressement (s'il a lieu) avant le printemps 1993, en tout cas après les élections présidentielles outre-Un geste britannique

spectaculaire

En Europe, l'événement de la semaine a été l'annonce de l'emprunt massif lancé par la Grande-Bretagne, évoqué précédemment, pour défendre la livre sterling, tombée en milles de semaine au voicine de semaine au contra planeter. voisinage de son cours plancher au sein du SME (2,7783 DM). A la veille de la rencontre des ministres des finances des Douze à Bath, dans le sud de l'Angleterre, le Trésor britannique a effectué un geste spectsculaire.

Il a donc lancé un emprunt de 10 milliards d'écns (73 milliards de francs), moins pour renforcer les réserves de devises de la Banque froid sur les marchés financiers d'Angleterre, un peu entamées internationaux, qui tablaient sur une augmentation de 180 000 emplois pendant ce même mois d'août. Le taux de chômage avait beau revenir de 7,7 % à sterling au sein du SME, soit 6 % COURS MÔYENS DE CLOTURE DU 31 AOUT AU 4 SEPTEMBRE 1992

de part et d'autre d'un cours pivol de 2,95 DM.

Accessoirement cet emprunt, dont la première tranche de 5 mil-liards d'écus à 3 ans sera mobilisée auprès de 45 banques internatio-nales, permettra de financer une partie du déficit budgétaire, de diminuer les appels au marché domestique; enfin, il évitera une remontée des taux d'intérêt britan-niques, qui serait désastreuse au moment où l'économie du Royaume-Uni ne paraît guère sor-tir de la récession. Du coup, la livre sterling a bondi au-dessus de 2,81 DM, avant de retomber un peu au-dessous de 2,80 DM. A Londres, toutefois, on estime qu'il sera difficile à la devise britannique de s'élever, dans l'immédiat, au-dessus de 2,82 DM.

En tout cas, cet emprunt, le plus gros depuis les années 70, a permis de diminuer les tensions au sein du SME. M. Hans Tietmeyer, vice-président de la Bundesbank, esti-mait même que ledit SME en est « débarrassé pour le moment ». Le franc français en a profité pour se raffermir vis-à-vis du mark, dont le cours à Paris est retombé de 3,41-3,42 francs à 3,40 francs à 1,40 francs à 1a veille du week-end, après avoir même touché 3,3960 francs dans la mati-

Quant à la lire italienne, très attaquée par la spéculation qui a quitté la livre sterling pour se reporter sur elle, elle s'est légère-ment reprise vendredi après le relèvement massif des taux directeurs de la Banque d'Italie, décidée à défendre sa devise par des mésures dignes du temps de guerre (lirs page 18).

F. R.

SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN" sept. 1992

244.70 (23.40 25.69228 97.53651 87.64285 4.13490 77.73228 0.114578 A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 4 septembre, 3,8729 F contre 3,8922 F le vendredi 28 août 1992.

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

| 9,5243 | 4,038 | - 381,1995 | 341,1222 | 16,0995 | 382,5512 | 4,6596 |
| 2,4994 | 1,2525 | 26,2666 | - 89,2736 | 4,334 | 79,1719 | 1,1662 |
| 2,4965 | 1,3600 | 26,2336 | - 89,4886 | 4,2211 | 79,3761 | 1,1669 |
| 2,7977 | 1,4030 | 29,3150 | 112,7466 | - 4,7569 | 88,6852 | 1,3063 |
| 2,7921 | 1,4030 | 29,3150 | 111,7466 | - 4,7569 | 88,6852 | 1,3073 |
| 57,6101 | 20,87 | 6,6530 | 23,6499 | 26,5773 | - 18,2491 | 2,6881 |
| 99,1926 | 29,85 | 6,2149 | 23,6965 | 21,2003 | - 18,8931 | 2,7716 |
| 3,1669 | 1,5828 | 331,69085 | 1,2337 | 112,75837 | 5,47974 | - 1,4729010 |
| 3,1669 | 1,5828 | 331,69085 | 1,230766 | 112,74881 | 6,4396 | - 1,472,6010

MATIÈRES PREMIÈRES

Les métaux en berne

de matières premières, les métaux n'ont pas échappé cette semaine nux influences monétaires, au point que les spécialistes parlaient ces jours-ci de « marchés de monnaies» à propos des non-ferreux. Au London Metal Exchange, les prix s'inscrivaient d'une manière générale à la baisse, à l'exception de l'étain stimulé par des achats socculatifs, et du zinc à son niveau le plus élevé depuis deux sns (1 394,5 dollars la tonne le 3 sep-

Habituellement, les cours des produits de base réagissent de manière mécanique aux fluctuations des devises : les prix montent dans la monnaie qui baisse et baissent dans la monnaie qui monte. Cet enchalnement tient aux arbitrages qu'effectuent en principe les opérateurs entre New-York et Lon-dres, entre les marchés libellés en dollars et ceux libellés en livres. Ainsi, par exemple, la chute du bil-let vert a pour effet de rendre plus attractifs les métaux cotés à New-York, comparés aux mêmes

| | PRODUITS | COURS DU 4/9 |
|---|---------------------------------------|--------------------------------------|
| ١ | Cuivre h. g. (Losdes) Trois mois | 1 277 (- 12) Livres/tonne |
| | Aluminium (Louis) Trois mois | 1 302 (~ 20) Dollars/tosne |
| | Nickel (Londres) Trois mois | 7 150 (~ 190) Dollars/tonne |
| | Sucre (Pais) Octobre | 258,50 (+ 3,6) Dollars/tonne |
| | Cafe (Londred Novembre | 788 (+ 31) Dellars/tonne |
| I | Cacao (New-York) Décembre | 1 094 (+ 3) Dollars/toune |
| | Blé (Chicago) Décembre | 342 (+ 12) Cents/boissess |
| | Mais (Chicago) Décembre | 222 (+ 3) Cents/boissess |
| | Sofa (Chicago) Octobre | 193,10 (+ 2,50) Dollars/t, courte |
| | Pétrole (Londos) Brent - Septembre | 19.95 (+ 8,2) Dollars/baril |
| | | |

Le chiffre entre parenthèses indique la

dres. Le différentiel de changes reporte ainsi vers le marché américain des achats qui sernient restés, sinon, sur la place britannique. Mais, ce faisant, la vague d'achats observée outre-Atlantique a pour effet de stimuler les prix en dollars à New-York, tandis que les prix exprimés en livres (laquelle s'ap-précie face au billet vert) s'inflé-chisseat. Ainsi est vérifiée «l'équation » paradoxale des cours grimpant dans la monnaie qui baisse et vice versa.

Manœuvre d'étranglement đu marché

Mais, une fois n'est pas cou-tume, cette règle d'or ne s'applique pas aussi bien qu'elle devrait et les cours de nombreux métaux ont continue de fléchir à Londres, bien continue de necur a Londres, bien qu'ils soient exprimés en dollars. Cette baisse qu'on pourrait qualifier d'illogique ne laisse pas d'inquièter. Elle traduit en effet l'incapacité du facteur monétaire à masquer la réalité fondamentale des marchés, c'est-à-dire les données physiques exprimées en termes d'offre, de demande et de stocks. Or ces données montrent stocks. Or ees données montrent que les réserves de métaux, en Europe notamment, sont considé-rables. Si on admet que, malgré leur relative marginalisation depuis vingt aus dans l'industrie, les métaux restent malgré tout des indicateurs de la croissance, l'insensibilité de leurs prix aux fac-teurs monétaires revient à dire que la croissance n'est pas pour aujour-

A observer de plus près les hausses enregistrées en ce début septembre, on remarque en outre que la remontée du zinc ne s'appuie ni sur le facteur monétaire s'appue ni sur le lacteur monéraire ni sur les « fondamentaux » (qui demeurent médiocres). Elle tient en réalité à une manipulation du Lon-don Metal Exchange, qui tente ce que les Anglo-Saxons nomment un corner, en français un étranglement du marché. Il s'agit d'une manoravre de groupements de producteurs, qui out constitué pendant

Comme la plupart des marchés métaux inscrits en livres à Lon- l'été de fortes positions à l'achat portant à la fois sur du papier (les contrats à terme) et du « physique », c'est-à-dire de la marchan dise. Au point que ces jours derniers, les opérateurs voulant se procurer du zinc en trouvaient très peu de disponible, et à des prix

> Une stratégie inélégante qui per-turbe fortement les marchès et les acheteurs pour le compte des industries de transformation. De nombreuses voix s'élèvent dans la profession des non-ferreux pour contester la fisbilité et la sécurité des transactions au London Metal Exchange. D'aucuns demandent un retour aux « prix producteurs», ces tarifs que fixaient naguère les pro-ducteurs dans le cadre de contrats de moyenne durée avec leurs ache-teurs. Une technique que certaines firmes continuent d'utiliser pour échapper aux fluctuations des données des prix, comme la firme française SLN (Société Le Nickel).

Parmi les quelques données stimulantes pour les métaux, on relevait les prévisions du courtier japo-nais Sumitomo à propos de l'aluminium : la demande mon-diale pourrait progresser de 4,3 % en 1993 pour atteindre 15,8 millions de tonnes. Quant à la produc-tion, elle baisserait simultanément de 3 %, ce qui occasionnerait un déficit de 290 000 tonnes, et, espèrent les professionnels, une remon-tée des prix.

Enfin, la CRU (Commodities Research Unit), une firme améri-caine de recherche sur les métaux, prévoit que la consomnation occi-dentale de cuivre devrait progres-ser de 5 % par an d'ici à 2005, tirée principalement par les écono-mies en développement de l'Asie du Sud-Est (Inde, Chine) et de l'Amérique latine. Les gains de consommation interviendralent dans le bâtiment, mais le métal rouge devrait faire l'objet d'une demande moins forte dans les secteurs de l'électricité et des trans-

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Un certain soulagement

Comme sur les marchés des changes, la semaine a été très agi-tée sur les marchés des taux d'intérêt, essentiellement en France, où les cours du MATIF ont fait un bou de deux points dans une atmosphère heaucour dans une atmosphère beaucoup moins pessimiste à la veille du

La semaine précédente, les sondages montrant une montée des a non » au référendum sur le traité de Maastricht avaient profondément déprimé le marché de Paris. Cette fois-ci, le renversement de tendance a été provoqué par deux événements. Le premier a été l'emprunt géant lancé par le Trésor britannique (voir ci-dessus en rubrique « Devises et or ») pour défendre la livre, qui a détendu le marché des changes, fait baisser le deutschemark et monter le franc français. Le second a été le débat télévisé entre M. François Mitterrand et M. Philippe Séguin, la présentation du président de la République sur le traité de Maastricht ayant favorablement impressionné les milieux rablement impressionné les milieux financiers, qui en attendaient impatiemment les effets sur l'opi-nion,

Vendredi après-midi, la rumeur d'un sondage indiquent une remontée des « oui » était confir-mée par la publication d'un tel sondage effectué par l'Institut CSA pour le Parisien et France Inter-Arche le début l'accourage de CEL Après le débat, l'enquête du CSA prête 55 % au « oui », 45 % au on set 33 % d'abstentions (lire page 7). Le sondage précédent CSA-le Parisien, réalisé entre le 24 et le 26 soût, donnait 53 % de a non ». Ainsi, la remontée des

semaine à 51 %-53 %, après une chute à 47 % la semaine dernière, se confirmerait, avec toutes les pré-cautions d'usage, naturellement.

cautions d'usage, naturellement.

Il y a donc de quoi doper an MATIF qui, en deux jours, est passé, sur l'échéance septembre, de 104,60 à 106,50, avec de très fortes transactions, tandis que le contrat écu, après un point bas à 100,4 %, bondissait à 102,50. Le rendement de l'OAT dix ans retombant, d'une semaine à l'autre, de 9,13 % à 8,86 %, Du comp. l'écart entre l'OAT et le Bund 10 ans, coté à 7,90 %, est revenu en dessous d'un point, après une poussée de fièvre à 1,30 % point en août. Aussitôt, les opérateurs ont pris espoir, les opérateurs ont pris espoir, tablant sur une baisse de 0,50 % sur le rendement à long terme si le «oui» passe le 20 septembre prochain. En ce cas, ils pronostiquent une montée du MATIF à 109.

En attendant nu reflux des taux

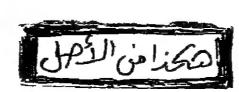
Le revirement, envisagé dès la fin de juillet (le Monde daté 2-3 août 1992), avant que les sondages sur le vote du traité ne prenent un tour alarmant, se fonde aussi sur la certitude que les taux d'intérêt vont baisser en France et dans le monde en raison de la crise levuée et du message de le crise le refer et du message de le jeuetie. larvée et du marasme des investissements. Pour eux, la Bundesbank, très vivement critiquée en Allemagne même, assouplirs sa politique plus tôt que prévu. Cet enthousiasme devrait toutefois être tempéré. La banque centrale allemande va attendra que la prejudent de la company. mande va attendre que la croissance de la masse monétaire se ÉRIC FOTTORINO (401) annoncés en milieu de ralentisse pour abaisser su garde,

probablement pas avant le prin-temps 1993.

En attendant, comme l'a souli-gné M. Michel Sapin, ministre des finances, un «oui» franc et massif au traité européen permettrait, effectivement, un reflux des saux d'intérêt en France, surtout ceux à long terme, après la poussée de ces deux derniers mois, injustifiée au regard des données fondamentales regard des données fondamentales de notre économie mais provoquée par le «syndrome de Maastricht». Pour les taux à court terme, qui ont un peu refiné à Paris, revenant en dessous de 10 %, leur recul paraît limité par la nécessité de défendre le franc vis-à-vis de la 200e mark, où leurer de l'argent. zone mark, où le loyer de l'argent s'établit toujours aux environs de 9,75 %.

Sur le marché obligataire, où le lancement de plusieurs emprunts a été retardé en raison des événements, la vedette est allée à l'adjudication mensuelle du Trèsor, qui s'est effectués jeudi avec succès, avant même l'annonce du grand emprunt britannique. L'Etat # levé 11,8 milliards de francs avec facilité à des rendements de 9,08 % contre 9 % en août sur dix ans. contre 9 % en août sur dix ans, 9,05 % sur onze ans et 9,02 % con-tre 8,94 % sur trente ans. On a relevé d'importantes sonscriptions étrangères, attirées par de tels ren-dements. A cet égard, le Trésor a placé, à l'étranger, pour 70,4 mil-liards de francs de valeur de l'État français entre le 1= janvier et le 31 mai 1992, dont 52,2 milliards de frança d'OAT, ce qui revient à dire que les non-résidants ont financé une part appréciable du déficit budgétaire français.

FRANCOIS RENARD



M. Mehdi Zana s'inquiète de la dégradation de la situation des Kurdes en Turquie

entre l'armée turque et des séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan ont fait vingt et un morts (vingt rebelles, un gendarme), jeudi 3 septembre, dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde, a indiqué vendredi l'agence semi-officielle Anatolie. Pour la première fois, une chaîne de télévision privée a diffusé, vendredi, des images d'une opération militaire importante, en cours depuis trois jours, contre le PKK.

Ancien maire de Diyarbakir, la capitale régionale du sud-est de la Turquie à majorité kurde, M. Medhi Zana, l'un des représentants les plus en vue de cette minorité de quelque douze millions de personnes, a passé plus de dix ans en prison. En 1983, notamment, il avait été condamné à vingt-quatre ans d'emprisonnement, pour tenta-tive d'établissement d'un Etat

Libéré il y a un an, M. Zana a été de nouveau arrêté le 30 juillet et placé en garde à vue jusqu'au Il août. M. Zana, dont l'épouse est député de Diyarbakir, est officielle ment accusé d'être un sympathi-sant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) et d'être un collecteur de fonds pour ce mouvement.

Encore sous le coup de plusieurs inculpations, mais faissé en fiberté, M. Zana, de passage à Paris, nous

der 10 milliards de francs de crédits

supplémentaires en faveur de l'em-

ploi et de la formation professiontelle, a annoncé vendredi 4 septem-

bre le ministre du budget,

M. Michel Charasse. Ces crédits

doivent permettre d'assurer «le

financement des mesures figurant

dans le programme de lutte contre le

chômage de longue duré, annoncé

par le premier ministre dans son

discours du 8 avril 1992», précise

un communiqué du ministère du

Il y a soixante-dix ans : le premier

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie . 3

La condamnation de l'ancien diri-

Maroc : la révision constitution-

nella a áté approuvés à une ácra-

Les premiers pas d'une détente

Le nombre officiel de «pauvres» a

augmenté de 2 % en un an aux Etats-Unis......

Les non-ationés s'opposent sur la

Loin des capitales : la « sécheresse

des épouses » à Okuramura

La campagne pour le référendum

sur le traité de Maastricht :

M. Juppé tente de rallier au « oui » les militants du RPR ; M. Madelin

souligne la « belle promesse libé-

rale »; M. Lalonda propose aux

centristes de constituer une force

nouvelle ; M. Rocard exhorte cles

ions à l'intervention télévisée de

Les incendies de forêts en Heute-

M. Bérégovoy affirme qu' « en

matière de sécurité la France sera

dus forte avec ses dartenaires que

La demande de poursuites pour ingé-rance faite par deux contribuables

contre le maire de Nice a été rejetée

par le tribunal administratif 12

Les internationaux de tennis aux

Etats-Unis : Connors éliminé par

patriotes de l'Europe » : Les réac-

conception des droits de l'homme

entre Demas et Jérusalem...

DATES

ÉTRANGER

POLITIQUE

SOCIÉTÉ

Ayant fait l'objet d'un décret et à l'emploi. »

a donné sa propre version des faits, tout en développant une analyse de la situation politique qui confirme la dégradation des relations entre la dégradation des relations entre la population turque et les Kurdes de Turquie. Selon lui, les hommes qui se sont présentés à son domicile, le 30 juillet à 4 heures du matin, voulaient tout simplement « le tuer ». Il s'agissait, dit-il, d'une « équipe spéciale ». Même le poste de police du quartier, selon lui, ignorait cette intervention. Sauvé, d'après sou récit, par une porte blindée qui a résisté aux assaus, il nunce qui a résisté aux assauts, il a eu le temps d'alerter par télé-phone journalistes et hommes poli-tiques. A 8 heures du matin, l'équipe spéciale a été remplacée par des policiers « normaux » qui l'ont arrêté.

M. Zana souligne que les autorités turques, depuis sa libération, ont tout fait pour qu'il quitte le pays et, faute d'avoir obtenu son départ. « estaient fout sour le faite départ, « essaient tout pour le faire disparaitre ». Il est, dit-il, loin d'être le seul dans ce cas : « lis essayent de tuer tous les intellec-tuels progressistes patriotes kurdes.»

Vers de nouvenux « massacres » ?

Face aux violences du PKK, M. Zana, dans le passé, faisait figure de modéré. Il rappelle ses désaccords avec les dirigeants de cette organisation, qui wont com-mis des erreurs», mais affirme aujourd'hui, compte tenu de la détérioration de la situation des Kurdes, qu'il faut appuyer le PKK qui, comme d'autres, fait partie

premier ministre, M. Pierre Beré-

govoy, ces crédits supplémentaires

sont financés per le produit des ces-

sions d'actifs des entreprises publi-

ques réalisées depuis le début de

l'année (ELF et Total) et devront

permettre, selon le ministère du

budget, « d'augmenter le nombre des

contrats emploi-solidarité (CES), des

actions d'insertion et de formation

et des contrats de retour à l'em-

ploi». Ils serviront aussi à finances

« la mise en auvre du programme de préparation active à la qualification

HEURES LOCALES

Le sauvetage des caps du Pas-de-

Calais # L'ille-et-Vilains aménage

son territoire « La décentralisation à l'éprauve des déchets » Un sta-tut pour le filière sociale « Nantes

inaugure une deuxième figne de

Musiques : Tom Waits, sculpteur

de chansons; Mulhouse ou l'autre

Le Festival du cinéma latino-améri-

Une exposition de jardins à Chau-

MM. Worms at Payrelevade mar-

quent un point dans le conflit Suez

La clôture de l'Université d'été de

La Banque d'Italie relève massive-

Services

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE

3815 LM

Le suméro du « Monde »

daté 5 septembre 1992

a été tiré à 538 156 exemplaires.

15

CULTURE

idée du jazz...

cain d'Arcachon.

ÉCONOMIE

Ravua das valaurs.

Crédits, changes,

grands marchés.

Météorologie

Mots croisés

Télévision.

Le programme de lutte contre le chômage

10 milliards de francs supplémentaires

pour l'emploi et la formation

SOMMAIRE

Le gouvernement vient d'accor- signé mercredi 2 septembre par le

« la population le soutient ». Au see, M. Zana accuse l'armée et l'Etat turcs d'organiser cux-même des « massacres » sous le nom du PKK, afin de le discréditer. Pour-tant, M. Zana ne partage pas l'ins-piration marxiste-léniniste du PKK: « Cette idéologie n'est pas bonne, elle n'apportera rien au mouvement national» kurde.

«Tout le pays», tient à rappeler l'ancien maire, sait qu'il a toujours été partisan d'une politique de réconciliation entre les deux com-munantés : « Pourquoi le peuple kurde ne vivrali-il pas avec le pau-ple turc dans des conditions d'éga-lité?», s'interroge-t-il. Mais il constate aujourd'hui qu'aucune « réponse positive » ne vient du gouvernement ni de la population turque. Il pense même que de nou-veaux « massacres » pourraient avoir lieu, aussi bien dans le Sud-Est que dans les villes de l'ouest du pays, où vivent plusieurs millions de Kurdes. Déjà, dans certaines de ces villes, des commerçants kurdes seraient victimes d'un boycott organisé, et des attaques contre ces populations - « des sortes de pogroms », précise-t-il - seraient en

Après des années de lutte, le constat que dresse M. Zana est amer. Selon lui, le fossé entre les Kurdes et les Turcs continue de s'agrandir. M. Zana ne cache pas que, si la situation des Kurdes de Turquie ne s'améliore pas, il se ralliera à l'idée de l'indépendance.

L'Etat soutient le nouveau projet d'hémicycle européen à Strasbourg

L'Etat apporte sa garantie à la ville de Strasbourg pour la construction d'un nouvel hémicycle destiné au est contenu dans le contrat triennal européenne. La quatrième édition de ce document a été signée vendredi 4 septembre par M. Michel Sapin, ministre de l'économie, M= Catherine Trautmann, le maire (PS) de la ville, et M. Daniel Hoeffel, président (UDF) du conseil général.

Ce futur hémicycle permettra au Parlement, actuellement locataire du Conseil de l'Europe, de disposer de ses propres installations

Harlem Désir quitte la présidence de SOS-Racisme

Au cours d'un Conseil national extraordinaire de SOS-Racisme, samedi 5 septembre, un nouveau bureau national de l'organisation créée en 1984 par Harlem Désir devait être désigné, tenant compte du départ de son fondateur.

Outre des dissensions internes, Harlem Désir entend se consacres pleinement au lancement de son parti politique, le Mouvement (voir page 6). Sa succession devrait être assurée par Fode Sylla, responsable de l'Organisation des banlieues unies (OBU) et Delphine Batho, présidente de la Fédération indépendant et démocratique lycéenne (FIDL).

u M. Gilbert Abergel élu grand maître du Grand Orient de France. – M. Gilbert Abergel a été élu jeudi 3 septembre, à Paris, grand maître du Grand Orient de France, l'ocasion du convent annuel de la principale obedience maçonni-que française. M. Abergel remplace à cette fonction M. Jean-Robert

à cette fonction M. Jean-Robert Ragache, qui n'était pas rééligible. Le nouveau grand maître a été élu par 32 voix sur 33. Il n'y avait pas d'autre candidat.

[Ne le 7 juin 1949, à Casablanca, diplient de psychologie clisique et de psychologie clisique et de psychologie et directeur de degartement communication interne du groupe GMF (Garantie mutuelle des functionasires). Entré au Grand Orient en 1972, conveiller de l'ordre auss la grande maîtrise de Ruger Lersy, de 1985 à 1988, il était atembre du conseil de l'ordre depuis un au.] depuis un an.

O VIETNAM: Hanoī exige le repli de deux navires chinois. - Le ministère des affaires étrangères vietnamien a exigé, vendredi 4 sepdeux navires chinois accusés de violer les eaux territoriales nationales et d'entraver les routes maritimes du golfe du Tonkin. Les bâtiments incriminés sont deux bateaux d'exploration pétrolière | à Anvers.

Les réactions à l'étranger après l'intervention télévisée de M. Mitterrand

M. Major souhaite un « oui retentissant »

Dans l'ensemble, c'est un sentiment de soulagement qui prévaut en Grande-Bretagne du moins dans les milieux gou-vernementaux – après le débat télévisé antre MM. Mitterrand et Séguin. Le sentiment général, nourri des commentaires de la presse britannique, accorde un aventage à la prestation du pré-sident français. Le gouverne-ment de M. John Major a trop investi, sur le plan politique, en faveur de la ratification du traité européen pour qu'il en soit autrement. Surtout, le gouvernement a convaincu les Britanniques que le compromis de Maastricht était inespéré pour préserver les intérêts de la Grande-Bretagne.

LONDRES

de notre correspondant

Comme la plupart de ses concitoyens, M. Major n'a pas eu, de son
propre aveu, l'occasion de regarder
le débat, ce qui ne l'a pas empêché,
vendredi 4 septembre, de venir —
intdivement — à l'aide des pantisant
du «oui» : «Je pense qu'il est dans
notre intérét que la réponse soit
«oui», un «oui» retentissant. Ce
serait le meilleur résultat de ce référendum, pour l'Europe et pour le
Royaume-Uni», a-t-il affirmé.
Donnent ainsi l'impression

Donnant ainsi l'impression d'avoir entendu ceux qui l'accu-saient de ne pas manifester ouversaient de ne pas manifester ouvertement son engagement pro-curopéen, à un moment sans doute
décisif pour l'avenir de la Communanté, il a cependant rappelé que le
traité n'était pas exempt de
«défauts». Une certitude pour son
ancien ministre de l'intérieur,
M. Kenneth Baker, partisan sans
complexes – mais minoritaire au
sein du Parti conservateur –, du
«non»: «Le meilleur message pour
les électeurs français aujourd hut,
a-t-il estimé, est: «Courage mes a-t-il estimé, est : « Courage mes braves, volez non!»

aux critiques toujours acerbes de france, bied des interventions en faveur du «non» entendues à TF i sont similaires aux propos que ben-nent les «euro-aceptiques» du Parti conservateur, par exemple sur les risques d'aliénation de la souverai-neté actionale et la «bureaucratic» envahissante de Bruxelles.

Le «vieux renard» n'est pas «fini»

Les journaux britanniques ne cachent pas, pour leur part un sen-timent d'admiration pour la presta-tion personnelle, à la fois intellectuelle et physique, de M. Mitterrand : « Bien peu de lea-ders peuvent parler si longtemps de façon improvisée sans faire de gaffes », écrit le Financial Times, qui gatjes», eart le Financial Times, qui ajoute : « Le vieux renard est peut-être temporairement coincé, mais il est loin d'être fini,» Pour The Inde-pendent, sans conteste, M. Mitter-rand a «dominé l'écran». Quant su Financial Times, il parle d'interven-tion « magistrale», assurant que les partemaires européens de la France « neuvent commencer à respirer un partenaires européens de la France « peuvent commencer à respirer un peu plus librement ». Le Daily Telegraph rappelle cependant qu'il est encore trop tôt pour savoir si ce débat aura été suffisant pour faire pencher la balance de façon décisive en faveur du « oui ».

en faveur du «oui».

Les commentateurs ont tous relevé que M. Séguin n'avait pas été aussi pugnace qu'il aurait pu l'être, notant, comme The Guardian, son «absencé de passion», tout en soulignant qu'il avait bien expriné les «anxiétés» de bon nombre de Français (et de Britanniques), sur le risque de voir l'«identité» nationale digérée dans une entité européenne. L'attention des Britanniques se porte cependant davantage sur les ramous cependant davantage sur les remous monétaires en cours et sur la désta oilisation probable du marché moné taire qu'engendrerait une «non» le 20 septembre.

Les Allemands rassurés... mais toujours inquiets

de notre correspondant

La pressation du président Mitterrand, jeudi soir, sur l'Europe a ras-suré la plupart des commentateurs allemands, qui commençaient à trou-ver que la campagne du référendum sur le traité de Massiricht prenent ces derniers temps en France une tour-nure anti-allemande un peu trop-acceatuée. Sans préjuger à l'issue de la discussion, les quotidiens d'outre-Rhim, qui consacraient, samedi 5 sep-tembre une bonne place à la presta-tion du chef de l'Etat français et du chancelier Helmut Kohl devant les téléspectateurs français, se félicitaient du retour à un argumentaire moins polémique et plus concret sur les véritables enjeux du référendum.

Mais l'incertitude domeure sur les intensions des Français, dont on ne sait toujours pas très blen s'ils ac détermineront par rapport à l'Europe ou par rapport au président Mitterand. « En France et ailleurs en Europe, on doit encore trembler», soulignait samedi matin le quotidien conservateur Die Welt. Dans l'ensemble cependant, le président Mitter-rand est crédité d'avoir au moins réussi à calmer le jeu. Les discussions publiques en France sont suivies outre-Rhin avec un mélange de fasci-nation et d'irritation. De fascination parce qu'on a le sentiment pour la parce qu'on a le sentiment pour la première fois peut-être depuis la guerre, d'assister en France à un débat ouvert, où chacun se libère de ce qu'il a à dire, y compris sur la question des rapports avec l'Alle-manne.

ci Cinq militants de Greenpeace interpellés au Havre. - La police a interpellé cinq militants de Greeneace, samedi 5 septembre au Havre (Seine-Maritime), alors qu'ils préparaient leur prochaine action contre le navire panaméen Maria-Laura, chargé de 18 tonnes de déchets toxiques en provenance d'Australie. La veille, un commando de Greenpeace s'en était pris au Havre à un autre navire de la même compagnie, le MSC-Chiara, qui avait séjourné avec le Maria-Laura dans le port britannique de Felixtowe, où ce dernier avait été détourné après un passage

Mais la plupart des élites politiques se seraient bien passees en même temps de voir leur propre sort même temps de voir leur propre sont lié au coup de poler du président Mitterand. L'infinent quotidien alle-mand Frankfurter. Allgemeine Zei-ning qui relance samedi en première page l'hypothèse d'une grande coali-tion eatre les chrétiens démocrates et les sociaux-démocrates pour surmonter la phase difficile que traverse l'Allemagne actuellement, souligne que l'issue du référendum français jouera

Selon le ministre néerlandais des affaires étrangères

un rôle essentiel pour l'avenir person nel du chancelier Kohl, « En défini

tive, écrit-il, le chanceller a inscrit

l'unification européenne tout en haut

sur son drapeau.»

Un « non » français créerait une «situation de crise»

M. Hans Van den Broek, ministre nécriandais des affaires étrangères, qui s'exprinuit devant une associa tion d'employeurs à Doctinchem (est des Pays-Bas), a déclaré, vendredi 4 septembre, qu'on pourrait a parler à juste titre d'une situation de crise», en cas d'un « non » au référendum français sur la ratification du traité de Maastricht, M. Van den Broek a ajouté qu'eil n'y a pas d'alternative raisonnable à une union européenne renforcéen. - (AFP, Reuter.)



PRIX TRES COMPETITIES 25 années d'expérience R.-M. LEROY, fabricant -- 286, av. én Maine, 75014 Paris, M. Altsis - T.S.: 45-48-57-40. de la conjoncture morose

Les familles fondatrices reprennent le pouvoir à Carrefour

La cotation de l'action Carrefour, en forte baisse, a été suspendue vendredi 4 septembre avant l'annonce du remplace-ment du PDG, M. Michel Bon, par M. Jacques Founder - frère du fondateur -, de la transfor-mation prochaine de l'entreprise en société à directoire et d'une diminution de 53,3 % du bénéfice trimestriel.

fice trimestriel.

M. Michel Bon a'a pas de chance. Au sortir de l'ESSEC et de l'Ecole nationale d'administration (promotion Thomas More), le jeune inspecteur des finances qu'il était décidait, en 1975, de quitter son corps pour la banque. D'abord au Crédit national puis au Crédit agricole, il y parvenait au poste de directeur général adjoint. Las! Il était, en 1985, coiffé par un de ses anciens camarades de promotion, M. Jean-Paul Huchon (proche de M. Michel Rocard), nommé directeur général du Crédit agricole. Ce a parachutage » amenait M. Bon à démissionner.

demissionner.

Il entamait alors une deuxième carrière dans le privé. Recruté par le groupe Carrefour comme directeur général adjoint, il frisait ses armes dans le monde de la grande distribution dont il ignorait tout. Tant et si bien que les familles fondatrices – Fournier et Defforey – lui confiaient, en 1998, le présidence de Carrefour loraque M. Denis Defforey fut attent par la limite d'âge de soixante-cinq ans fixée par les statuts. C'est donc sous sa responsabilité qu'en 1991 Carrefour a gobé Montlaur et surtout furomarché et s'est retrouvé numéro 1 français des hypermarchés devant Leclerc, avec une centaine de milliards de francs de chiffre d'affaires et environ. 110 établissements. Un an après ce coup de maître équivalent à dix ans de croissance, voici M. Michel Bon remercié et couvent de flours à quarante-neuf ans.

Consolider les acquis

Ses « remarquables talents » no sont plus de saison. Selon M. Jacques Fournier, son propriétaire et son successeur, «le temps de la croissance externe est finte» et pour consolider les acquis dans une conjoncturé désormais morose, « il faut un profil différent ». Ce profil sera ceiui d'un homme du sérail de la grande distribution, M. Danie Bernard, quarante-six ans, qui a accepté de quitter le groupe germano-helvétique Metro pour le poste de vice-président directeur général de Carrefour.

La reprise en main par les familles Fournier et Defforey, qui possèdent un peu moins de 30 % du capital mais 40 % des droits de voce, est aussi perceptible dans la prochaine transformation de Carrefour en société à directoire et à conseil de surveillance. Celui-ci regroupera l'actionnariat familial, qui tiendra mieux en tutelle les gestionnaires de l'entreprise que par le biais du classique conseil d'administration d'une société anonyme. Il n'est pas exclu qu'une modification des statuts ne per-mette à M. Jacques Fournier, soixante-quatre ans, de prolonger sa présidence au-delà de l'âge limite auquel les fondateurs du groupe, MM. Marcel Fournier, son frère, et Denis Defforey, s'étaient astreints en prenant leur retraite.

On notera enfin que les résultats semestriels de Carrefour sont en forte baisse et reviennent de 593 millions de francs en 1991 à 277 millions, soit un recul de 53,3 %. Cette contraction avait été prévue. Elle intègre pour 300 millions de francs le coût de l'acquisition d'Eu-romarché. Au-delà de ces résultats partiels qui annoncent – malgré tout – des profits en hausse de 10 % pour l'année entière, les pro-priétaires de Carrefour semblent s'être persuadés que le recul det ventes en juin, juillet et août, la récession au Brésil et la baisse du dollar annonçaient une crise écono-mique sévère qu'ils ne voulaient laisser à personne le soin d'affron-

ALAIN FALLIAS

a La BBC choisit le D2 MAC pour sa diffusion européanne. - Dès cet automne, le service télévisé international de la BBC sera diffusé en Europe avec la norme D2 MAC. La BBC a conciu un f accord avec TV-Extra, une fitiale suédaise de Philips, pour commercialiser ce programme auprès des hôtels, réseaux câbiés ou antennes collectives, an sein d'un abouquet» de programmes.

mc ďa écx COL 12 Auj déf réd rép. les « II d'e der